



25-10-1959

Drapeau de la province de Québec adopté par la Loi concernant le drapeau officiel de la province (14 Geo. VI, ch. 3)
Flag of the Province of Quebec adopted by the Act respecting the Official Flag of the Province (14 Geo. VI, Ch. 3)

Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 18 juillet 1959

RÉCEPTION DES ANNONCES

Avis est par les présentes donné que l'ultime délai pour la réception de toute annonce, pour publication dans la *Gazette officielle de Québec*, est fixé à midi, le mercredi de chaque semaine, durant les mois de juillet et août 1959.

Québec, le 20 juin 1959.

50831-25-11-o L'Imprimeur de la Reine,
RÉDEMPTI PARADIS.

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: L'Imprimeur de la Reine, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, July 18th, 1959

RECEIPT OF ADVERTISING COPIES

Notice is hereby given that the ultimate delay for receiving any advertising copy, for publication in the *Quebec Official Gazette*, is fixed to noon on Wednesday of each week, during the months of July and August, 1959.

Quebec, June 20th, 1959.

50831-25-11-o RÉDEMPTI PARADIS,
Queen's Printer.

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rule

1. Address all communications to: The Queen's Printer, Quebec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion

Autorisé comme envoi postal de la deuxième classe, Ministère des Postes, Ottawa, Canada.

Authorized by the Canada Post Office, Ottawa, as second class mailable matter.

préjudice des droits de l'Imprimeur de la Reine qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur de la Reine, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délai expire à midi, le mercredi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur de la Reine a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avertir l'Imprimeur de la Reine, avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces: Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate* pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1 la douzaine.

Abonnement: \$7 par année.

N. B.—Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur de la Reine,
RÉDEMPTE PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.
41502 — 1-52-o

will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the Queen's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the Queen's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday. Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the Queen's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the Queen's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising, Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: \$1. per dozen.

Subscriptions: \$7 per year.

N. B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notice published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTE PARADIS,
Queen's Printer.

Government House. Québec, June 27th, 1940.
41502 — 1-52-o

Lettres patentes

(P.G. 11990-59)

Aero Commander Quebec Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première parrie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du neuf avril 1959, constituant en corporation: Camil Noël, conseil en loi de la Reine, Jacques-R. Alleyne et Claude Rioux, tous avocats, de Québec, pour les objets suivants:

Manufacturer, assembler, construire, réparer, louer, acheter, ou autrement acquérir, vendre, échanger, disposer, faire le commerce ou négocier,

Letters Patent

(A.G. 11990-59)

Aero Commander Quebec Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, bearing date the ninth day of April, 1959, incorporating: Camil Noël, Queen's Counsel, Jacques-R. Alleyne and Claude Rioux, all advocates, of Québec, for the following purposes:

To manufacture, assemble, build, repair, lease, purchase, or otherwise acquire, sell, exchange, dispose of, deal or traffic in, distribute and

distribuer et présenter des avions, hydroplanes et aéronefs de tout genre et description, moteurs, bateaux, instruments, dispositifs, fournitures et accessoires aéronautiques; exploiter des aéroports et des lignes de passagers, poste et messageries; entretenir des avions, entreprendre de l'arpentage, photographie et cartographie aériens et vendre lesdits travaux; exploiter des taxis et des services aériens dans un but touristique, entreprendre le service de publicité aérienne; diriger des écoles de vol, navigation, mécanique, d'arpentage et photographie aérienne, plans d'avions, théorie et construction, sous le nom de "Aero Commander Quebec Inc.", avec un capital total de \$2,500, divisé en 250 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le neuf avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51008 P. FRENETTE.

(P.G. 13028-59)

Ahuntsic Auto Appraisal Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt et un mai 1959, constituant en corporation: Roger Beaulieu, Eugène Jurisic, avocats, de Montréal, et Rita Savaria Boivin, secrétaire, épouse contractuellement séparée de biens de Benoit Boivin, de Fabreville, pour les objets suivants:

Agir comme estimateur, évaluateur, enquêteur et ajusteur relativement aux affaires d'assurances, sous le nom de "Ahuntsic Auto Appraisal Ltd.", avec un capital total de \$10,000, divisé en 1,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un mai 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51008-o P. FRENETTE.

(P.G. 11950-59)

**Alcor Décalcomanie Ltée
Alcor Decalcomania Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du treize mai 1959, constituant en corporation: Roland Imbeau, gérant, de Ville Mont-Royal, Roland A. Diamond, notaire, et Paul Lymburner, comptable, tous deux de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de décalcomanie et décoration, sous le nom de "Alcor Décalcomanie Ltée — Alcor Decalcomania Ltd.", avec un capital total de \$25,000, divisé en 250 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le treize mai 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51008-o P. FRENETTE.

(P.G. 11914-59)

A. Jerassy Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

exhibit aeroplanes, hydroplanes and aircraft of every class and description, motors, boats, aircraft instruments, devices, supplies and accessories; to operate airports and passengers mail and express lines; to service airplanes, to engage in aerial survey, photography and mapping and to sell the said work; to operate aerial taxi and sight-seeing services, to engage in aerial advertising; to conduct schools of flying, navigation, mechanics, aerial survey and photography, airplane design, theory and construction, under the name of "Aero Commander Quebec Inc.", with a total capital stock of \$2,500, divided into 250 common shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Québec, judicial district of Québec.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of April, 1959.

P. FRENETTE,
51008-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13028-59)

Ahuntsic Auto Appraisal Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of May, 1959, incorporating: Roger Beaulieu, Eugène Jurisic, advocates, of Montreal, and Rita Savaria Boivin, secretary, wife contractually separate as to property of Benoit Boivin, of Fabreville, for the following purposes:

To act as appraiser, valuer, investigator and adjuster concerning insurance business, under the name of "Ahuntsic Auto Appraisal Ltd.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 1,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of May, 1959.

P. FRENETTE,
51008 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11950-59)

**Alcor Décalcomanie Ltée
Alcor Decalcomania Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of May, 1959, incorporating: Roland Imbeau, manager, of the Town of Mount Royal, Roland A. Diamond, notary, and Paul Lymburner, accountant, both of Montreal, for the following purposes:

To carry on the decalcomania and decorating business, under the name of "Alcor Décalcomanie Ltée — Alcor Decalcomania Ltd.", with a total capital stock of \$25,000, divided into 250 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of May, 1959.

P. FRENETTE,
51008 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11914-59)

A. Jerassy Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have

été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du deux avril 1959, constituant en corporation: Manuel Shacter, de Dorval, Leo Rosentzweig et William Levitt, de Montréal, tous avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles et de placements, sous le nom de "A. Jerassy Inc.", avec un capital total de \$5,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le deux avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51008 P. FRENETTE.

(P.G. 11996-59)

Allis Realities Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du sept avril 1959, constituant en corporation: John J. Wasserman de Westmount, Harold S. Freeman et Irving Halperin tous deux de Montréal, tous avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce général de courtiers d'immeubles et diriger et entreprendre le commerce et les activités d'une compagnie de portefeuille, placements et d'immeubles dans le but unique d'en retirer des loyers et revenus, sous le nom de "Allis Realities Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 3,900 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le sept avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51008 P. FRENETTE.

(P.G. 11634-59)

Alma Meubles Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du seize avril 1959, constituant en corporation: Fernand Fortin, commis, Maurice Tremblay, agent d'assurance, et Gemma Fortin Delisle, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens de Marcel Delisle, tous d'Alma, pour les objets suivants:

Faire le commerce de meubles meublants, effets mobiliers et accessoires électriques, sous le nom de "Alma Meubles Inc.", avec un capital total de \$39,000, divisé en 390 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Alma, district judiciaire de Roberval.

Daté du bureau du Procureur général, le seize avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51008-0 P. FRENETTE.

(P.G. 12020-59)

Anglo-French Investments Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date

been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of April, 1959, incorporating: Manuel Shacter, of Dorval, Leo Rosentzweig and William Levitt, of Montreal, all advocates, for the following purposes:

To carry on the business of a realty and investment company, under the name of "A. Jerassy Inc.", with a total capital stock of \$5,000, divided into 5,000 common shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of April, 1959.

P. FRENETTE,
51008-0 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11996-59)

Allis Realities Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of April, 1959, incorporating: John J. Wasserman, of Westmount, Harold S. Freeman and Irving Halperin, both of Montreal, all advocates, for the following purposes:

To carry on the general business of realty brokers and to conduct and engage in the business and activities of holding and investment Company of real estate, for the sole purpose of deriving rents and revenues therefrom, under the name of "Allis Realities Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$1 each and 3,900 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of April, 1959.

P. FRENETTE,
51008-0 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11634-59)

Alma Meubles Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of April, 1959, incorporating: Fernand Fortin, clerk, Maurice Tremblay, insurance agent, and Gemma Fortin Delisle, housewife, wife contractually separate as to property of Marcel Delisle, all of Alma, for the following purposes:

To carry on a business dealing in house furnishings, moveable effects and electrical accessories, under the name of "Alma Meubles Inc.", with a total capital stock of \$39,000, divided into 390 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Alma, judicial district of Roberval.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of April, 1959.

P. FRENETTE,
51008 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12020-59)

Anglo-French Investments Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh

du sept avril 1959, constituant en corporation: Charles Alexander Phelan, Peter Robert David MacKell, tous deux de Montréal, et William Tetley de Ville Mont-Royal, tous avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'immeubles, placements et développement de terrains, sous le nom de "Anglo-French Investments Ltd.", avec un capital total de \$50,000, divisé en 500 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 1980 ouest, rue Sherbrooke, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le sept avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51008 P. FRENETTE.

(P.G. 13046-59)

Anjou Automotive Rental Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt et un mai 1959, constituant en corporation: François Wilhelmy, avocat, Jules Léger, notaire, et Annette Daveluy, sténographe, fille majeure, célibataire, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Faire la réparation et le commerce de toutes sortes de véhicules et acquérir, entretenir et exploiter des stations de service, garages et constructions de toutes sortes pour l'entreposage, la réparation et la garde de véhicules de toutes sortes, sous le nom de "Anjou Automotive Rental Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 7700, boulevard Yves Prévost, Ville d'Anjou, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un mai 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51008-o P. FRENETTE.

(P.G. 13038-59)

**Atlantic Adjustment Bureau Ltd.
Bureau d'Ajustement Atlantique Ltée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt et un mai 1959, constituant en corporation: Jean-Benoît Thivierge, Lomer Gervais, ajusteurs-évaluateurs, et Guy Renaud, comptable agréé, tous de Rivière-du-Loup, pour les objets suivants:

Faire l'évaluation, l'estimation et l'appréciation de toutes sortes de biens, propriétés et exploitations, sous le nom de "Atlantic Adjustment Bureau Ltd.—Bureau d'Ajustement Atlantique Ltée", avec un capital total de \$50,000, divisé en 500 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Rivière-du-Loup, district judiciaire de Kamouraska.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un mai 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51008-o P. FRENETTE.

(P.G. 11745-59)

Autobus Ste-Thérèse Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

day of April, 1959, incorporating: Charles Alexander Phelan, Peter Robert David MacKell, both of Montreal, and William Tetley, of the Town of Mount Royal, all advocates, for the following purposes:

To carry on the business of real estate investment and land development, under the name of "Anglo-French Investments Ltd.", with a total capital stock of \$50,000, divided into 500 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 1980 Sherbrooke Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of April, 1959.

P. FRENETTE,
51008-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13046-59)

Anjou Automotive Rental Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of May, 1959, incorporating: François Wilhelmy, advocate, Jules Léger, notary, and Annette Daveluy, stenographer, spinster, of full age, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on repairs and to deal in all kinds of vehicles and acquire, maintain and operate service stations, garages and buildings for the warehousing, repairs and storage of vehicles of all kinds, under the name of "Anjou Automotive Rental Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 7700 Yves Prévost Boulevard, Ville d'Anjou, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of May, 1959.

P. FRENETTE,
51008 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13038-59)

**Atlantic Adjustment Bureau Ltd.
Bureau d'Ajustement Atlantique Ltée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of May, 1959, incorporating: Jean-Benoît Thivierge, Lomer Gervais, adjusters and appraisers, Guy Renaud, chartered accountant, all of Rivière-du-Loup, for the following purposes:

To value, estimate and appraise all kinds of movables, properties and concerns, under the name of "Atlantic Adjustment Bureau Ltd.—Bureau d'Ajustement Atlantique Ltée", with a total capital stock of \$50,000, divided into 500 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Rivière-du-Loup, judicial district of Kamouraska.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of May, 1959.

P. FRENETTE,
51008 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11745-59)

Autobus Ste-Thérèse Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have

été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du treize mai 1959, constituant en corporation: Eugène Maheux, voiturier, Mme Yvonne Vallée Maheux, ménagère, épouse commune en biens dudit Eugène Maheux, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, Albert Maheux, camionneur, Roger Maheux et Camille Maheux, chauffeurs, tous de Ste-Thérèse-de-Lisieux, pour les objets suivants:

Exercer le commerce du transport de passagers, sous le nom de "Autobus Ste-Thérèse Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions communes de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sainte-Thérèse-de-Lisieux, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le treize mai 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51008-o P. FRENETTE.

(P.G. 12765-59)

Aviation Construction Ltée (Ltd.)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du onze mai 1959, constituant en corporation: Roger Craig, d'Outremont, Pothier Ferland, de Longueuil, et Paul Papineau, de Prévile, tous avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de constructeurs et d'entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de "Aviation Construction Ltée (Ltd.)", avec un capital total de \$75,000, divisé en 1,500 actions communes de \$10 chacune et en 600 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Hubert, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le onze mai 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51008-o P. FRENETTE.

(P.G. 12253-59)

Bernard Légaré Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-sept avril 1959, constituant en corporation: Bernard Légaré, Calixte Beauchemin, électriciens, et Jacques Lecavalier, commis de bureau, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer en général le commerce d'entrepreneur-électricien, sous le nom de "Bernard Légaré Limitée", avec un capital total de \$40,000, divisé en 150 actions communes de \$100 chacune et en 250 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 4515, rue Fabre, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51008-o P. FRENETTE.

(P.G. 11725-59)

Bertrand Berthelot Incorporée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date

been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of May, 1959, incorporating: Eugène Maheux, carriage-maker, Mrs. Yvonne Vallée Maheux, housewife, wife common as to property of the said Eugène Maheux, and duly authorized by him for these presents, Albert Maheux, trucker, Roger Maheux, and Camille Maheux, chauffeurs, all of Ste-Thérèse-de-Lisieux, for the following purposes:

To carry on a business for the transportation of passengers, under the name of "Autobus Ste-Thérèse Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and into 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Sainte-Thérèse-de-Lisieux, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of May, 1959.

P. FRENETTE,
51008 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12765-59)

Aviation Construction Ltée (Ltd.)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of May, 1959, incorporating: Roger Craig, of Outremont, Pothier Ferland, of Longueuil, and Paul Papineau, of Prévile, all advocates, for the following purposes:

To carry on the business of builders and general building contractors, under the name of "Aviation Construction Ltée (Ltd.)", with a total capital stock of \$75,000, divided into 1,500 common shares of \$10 each and 600 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Saint Hubert, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of May, 1959.

P. FRENETTE,
51008 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12253-59)

Bernard Légaré Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of April, 1959, incorporating: Bernard Légaré, Calixte Beauchemin, electricians, and Jacques Lecavalier, office clerk, all of Montreal, for the following purposes:

To operate generally a business as contracting electrician, under the name of "Bernard Légaré Limitée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 150 common shares of \$100 each and into 250 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 4515 Fabre Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of April, 1959.

P. FRENETTE,
51008 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11725-59)

Bertrand Berthelot Incorporée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-

du vingt et un mai 1959, constituant en corporation: Bertrand Berthelot, entrepreneur, Florian LeGuédard, comptable, tous deux de Murdochville, et Lucien Boulet, comptable, de Québec, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de constructeurs et d'entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de "Bertrand Berthelot Incorporée", avec un capital total de \$60,000, divisé en 600 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Murdochville, district judiciaire de Gaspé-Nord.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un mai 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51008-o P. FRENETTE.

(P.G. 12762-59)

Boivin & Boivin Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du onze mai 1959, constituant en corporation: Rhéal Gagné, Roger Gagnon, comptables-vérificateurs, Marcel Gagné, comptable, et Paule Perreault, secrétaire, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Commerce de fruits, légumes et autres produits comestibles, sous le nom de "Boivin & Boivin Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions communes de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Pont-Viau, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le onze mai 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51008-o P. FRENETTE.

(P.G. 13035-59)

Bolduc Service Station Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-deux mai 1959, constituant en corporation: Jacques Lalonde, avocat, Lise Parant et Denyse Moreau, secrétaires, célibataires mœurs usant de leurs droits, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Faire la réparation et le commerce de toutes sortes de véhicules et acquérir, entretenir et exploiter des stations de service, garages et constructions pour l'entreposage, la réparation et la garde de véhicules de toutes sortes, sous le nom de "Bolduc Service Station Inc.", avec un capital total de \$60,000, divisé en 4,000 actions communes de \$10 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux mai 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51008-o P. FRENETTE.

(P.G. 11177-59)

Boucher & Lussier Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huit mai 1959, constituant en corporation: Lucien Boucher, marchand, de Fugèreville,

first day of May, 1959, incorporating: Bertrand Berthelot, contractor, Florian LeGuédard, accountant, both of Murdochville, and Lucien Boulet, accountant, of Quebec, for the following purposes:

To carry on a business as builders and as general building contractors under the name of "Bertrand Berthelot Incorporée", with a total capital stock of \$60,000, divided into 600 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Murdochville, judicial district of Gaspé-North.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of May, 1959.

P. FRENETTE,
51008 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12762-59)

Boivin & Boivin Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of May, 1959, incorporating: Rhéal Gagné, Roger Gagnon, accountants and auditors, Marcel Gagné, accountant, and Paule Perreault, secretary, all of Montreal, for the following purposes:

Deal in fruits, vegetables and other edible produce, under the name of "Boivin & Boivin Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Pont-Viau, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of May, 1959.

P. FRENETTE,
51008 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13035-59)

Bolduc Service Station Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of May, 1959, incorporating: Jacques Lalonde, advocate, Lise Parant, and Denyse Moreau, secretaries in use of their rights, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on repairs and to deal in all kinds of vehicles and acquire, maintain and operate service stations, garages and buildings for the warehousing, repairs storage of vehicles of all kinds, under the name of "Bolduc Service Station Inc.", with a total capital stock of \$60,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each and into 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of May, 1959.

P. FRENETTE,
51008 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11177-59)

Boucher & Lussier Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of May, 1959, incorporating: Lucien Boucher, merchant, of Fugèreville, Gérard Lussier, farmer,

Gérard Lussier, cultivateur, de Moffet, et Roger Vincent, avocat, de Ville-Marie, pour les objets suivants:

Industrie et commerce de bois, sous le nom de "Boucher & Lussier Ltée", avec un capital total de \$100,000, divisé en 6,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et en 400 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Fugèreville, district judiciaire de Témiscamingue.

Daté du bureau du Procureur général, le huit mai 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51008-o P. FRENETTE.

(P.G. 11620-59)

Canis Realities Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-quatre mars 1959, constituant en corporation: Max M. Teitelbaum, Irving I. Finkelberg, Alfred N. Segall, tous trois avocats, et Marilyn Denny, secrétaire, fille majeure, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de "Canis Realities Ltd.", avec un capital total de \$5,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 400 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 5757 rue Decelles, chambre 450, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-quatre mars 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51008 P. FRENETTE.

(P.G. 12779-59)

Caron Automobile Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt et un mai 1959, constituant en corporation: Jean-Marc Caron, commerçant, de Jonquière, Rosario Morin, industriel, de Chicoutimi-Nord, et Léo Tremblay, gérant des ventes, de Chicoutimi, pour les objets suivants:

Commerce d'automobiles et autres véhicules, sous le nom de "Caron Automobile Ltée", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Chicoutimi-Nord, district judiciaire de Chicoutimi.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un mai 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51008-o P. FRENETTE.

(P.G. 12914-59)

Carrières St-Paul Quarries Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt et un mai 1959, constituant en corporation: Georges-Henri Dureault, avocat et conseil en loi de la Reine, Christiane Rochette, ménagère, épouse séparée de biens dudit Georges-Henri

of Moffet, and Roger Vincent, advocate, of Ville-Marie, for the following purposes:

To carry on an industry and business dealing in lumber, under the name of "Boucher & Lussier Ltée", with a total capital stock of \$100,000, divided into 6,000 common shares of a par value of \$10 each and into 400 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Fugèreville, judicial district of Témiscamingue.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of May, 1959.

P. FRENETTE,
51008 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11620-59)

Canis Realities Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of March, 1959, incorporating: Max M. Teitelbaum, Irving I. Finkelberg, Alfred N. Segall, all three advocates, and Marilyn Denny, secretary, spinster of full age of majority, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Canis Realities Ltd.", with a total capital stock of \$5,000, divided into 1,000 common shares of a par value of \$1 each and 400 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at 5757 Decelles Street, Room 450, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of March, 1959.

P. FRENETTE,
51008-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12779-59)

Caron Automobile Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of May, 1959, incorporating: Jean-Marc Caron, tradesman, of Jonquière, Rosario Morin, industrialist, of Chicoutimi-North, and Léo Tremblay, sales manager, of Chicoutimi, for the following purposes:

To deal in automobiles and in other vehicles, under the name of "Caron Automobile Ltée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Chicoutimi-North, judicial district of Chicoutimi.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of May, 1959.

P. FRENETTE,
51008 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12914-59)

Carrières St-Paul Quarries Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of May, 1959, incorporating: Georges-Henri Dureault, advocate and Queen's Counsel, Christiane Rochette, housewife, wife separate as to property of the said Georges-Henri Dureault,

Dureault, Pierre Dureault, étudiant en droit, Marcel Ouellette, commerçant, et Rita Nantel, secrétaire, épouse séparée de biens dudit Marcel Ouellette, tous de Granby, pour les objets suivants:

Exploiter des carrières de pierre, de granit, de marbre, et de tout minéral quelconque, sous le nom de "Carrières St-Paul Quarries Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions communes de \$100 chacune et en 30,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Paul-d'Abbotsford, district judiciaire de Saint-Hyacinthe.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un mai 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51008-o P. FRENETTE.

(P.G. 12546-59)

Cedarbrook Investment Co.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sept avril 1959, constituant en corporation: Samuel H. Shriar, avocat, de St-Laurent, Margaret Johnson et Mollie Schwartz, secrétaires, filles majeures, de Montréal, pour les objets suivants:

Transiger les affaires de placement, sous le nom de "Cedarbrook Investment Co.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51008 P. FRENETTE.

(P.G. 12540-59)

Central Service Station Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sept avril 1959, constituant en corporation: Irwin Gliserman, de la ville Côte St-Luc, Moe Ackman, de l'Abord-à-Plouffe, et Sidney Cutler, de Montréal, tous avocats, pour les objets suivants:

Acquérir, entretenir et exploiter des postes de service, sous le nom de "Central Service Station Inc.", avec un capital total de \$30,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51008 P. FRENETTE.

(P.G. 12540-59)

Centurian Investments Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-huit avril 1959, constituant en corporation: Philip Vineberg, Melvin Rothman, tous

Pierre Dureault, law-student, Marcel Ouellette, tradesman, and Rita Nantel, secretary, wife separate as to property of the said Marcel Ouellette, all of Granby, for the following purposes:

To operate quarries for stone, granite, marble and minerals of any kind, under the name of "Carrières St-Paul Quarries Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of \$100 each and into 30,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Saint-Paul-d'Abbotsford, judicial district of Saint-Hyacinthe.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of May, 1959.

P. FRENETTE,
51008 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12546-59)

Cedarbrook Investment Co.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of April, 1959, incorporating: Samuel H. Shriar, advocate, of St. Laurent, Margaret Johnson and Mollie Schwartz, secretaries, spinsters of the full age of majority, of Montreal, for the following purposes:

To carry on an investment business, under the name of "Cedarbrook Investment Co.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of April, 1959.

P. FRENETTE,
51008-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12540-59)

Central Service Station Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of April, 1959, incorporating: Irwin Gliserman, of the town of Côte St. Luc, Moe Ackman, of L'Abord-à-Plouffe, and Sidney Cutler, of Montreal, all advocates, for the following purposes:

To acquire, maintain and operate service stations, under the name of "Central Service Station Inc.", with a total capital stock of \$30,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of April, 1959.

P. FRENETTE,
51008-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12520-59)

Centurian Investments Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of April, 1959, incorporating: Philip Vineberg, Melvin Rothman, both of Westmount,

deux de Westmount, Godfroy Marin, de Pointe Claire, tous trois avocats, et Dorothea Calver, secrétaire, fille majeure, de Montréal, pour les objets suivants:

Acheter ou autrement acquérir et détenir, posséder, y construire et développer des propriétés immobilières et biens fonciers aux fins de placement et agir comme bailleurs et administrateurs relativement à ceux, sous le nom de "Centurian Investments Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit avril, 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51008 P. FRENETTE.

(P.G. 12542-59)

Chalet Construction Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sept avril 1959, constituant en corporation: Samuel H. Shriar, avocat, de St. Laurent, Margaret Johnson et Mollie Schwartz, toutes deux secrétaires, filles majeures, de Montréal, pour les objets suivants:

Transiger les affaires d'une compagnie de construction, sous le nom de "Chalet Construction Co. Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept avril, 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51008 P. FRENETTE.

(P.G. 12015-59)

Champs Élysées Investment Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du sept avril 1959, constituant en corporation: Murray Lapin, de la ville de Hampstead, Alan B. Gold et Morris M. Weiner, de Montréal, tous avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immobilier, développement, construction et placements, sous le nom de "Champs Élysées Investment Ltd.", avec un capital total de \$10,000, divisé en 1,100 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 890 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à suite 918, 132 ouest, rue St-Jacques, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le sept avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51008 P. FRENETTE.

(P.G. 11997-59)

Charles Abel (Quebec) Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date

Godfroy Marin, of Pointe Claire, all three advocates, and Dorothea Calver, secretary, fille majeure, of Montreal, for the following purposes:

To purchase or otherwise acquire and to hold, own, build on, and develop immoveable property and real estate for investment purposes, and to act as lessors and administrators in connection therewith, under the name of "Centurian Investments Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of April, 1959.

P. FRENETTE,
51008-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12542-59)

Chalet Construction Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of April, 1959, incorporating: Samuel H. Shriar, advocate, of St. Laurent, Margaret Johnson and Mollie Schwartz, both secretaries, spinsters of the full age of majority, of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a construction company, under the name of "Chalet Construction Co. Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of April, 1959.

P. FRENETTE,
51008-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12015-59)

Champs Élysées Investment Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of April, 1959, incorporating: Murray Lapin, of the town of Hampstead, Alan B. Gold and Morris M. Weiner, of Montreal, all advocates, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, development, construction and investment company, under the name of "Champs Élysées Investment Ltd.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 1,100 common shares of a par value of \$1 each and 890 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Suite 918, 132 St. James Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of April, 1959.

P. FRENETTE,
51008-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11997-59)

Charles Abel (Quebec) Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh

du sept avril 1959, constituant en corporation: Charles Abel, gérant de Clarkson, Jack Friedman, procureur de Toronto et Baruch Pollack, avocat de Montréal, pour les objets suivants:

Entreprendre le commerce qui consiste à imprimer, développer et traiter des pellicules et acheter et vendre des accessoires de photographie, sous le nom de "Charles Abel (Quebec) Limited", avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le sept avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51008 P. FRENETTE.

(P.G. 12665-59)

Claude Thomas Real Estate Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinq mai 1959, constituant en corporation: Jacques Lalonde, avocat, Lise Parant et Denyse Moreau, secrétaires, célibataires majeures et usant de leurs droits, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Commerce d'immeubles et de compagnie de construction, sous le nom de "Claude Thomas Real Estate Inc.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq mai 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51008-o P. FRENETTE.

(P.G. 12522-59)

Coloured Catalogues Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-huit avril 1959, constituant en corporation: Manuel Shacter, de Dorval, Leo Rosentzveig, Stanley Taviss et William Levitt, tous trois de Montréal, tous avocats, pour les objets suivants:

Gérer un commerce général d'imprimerie et d'édition, sous le nom de "Coloured Catalogues Inc.", avec un capital total de \$10,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 9,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51008 P. FRENETTE.

(P.G. 11662-59)

Coronet Development Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatorze avril 1959, constituant en corporation: Abraham Shuster, avocat, Nathaniel Liebman, notaire et Carl Rosen, étudiant en droit, tous de Montréal, pour les objets suivants:

day of April, 1959, incorporating: Charles Abel, manager, of Clarkson, Jack Friedman, barrister, of Toronto, and Baruch Pollack, advocate, of Montreal, for the following purposes:

To engage in printing, developing and processing of photographs and the purchase and sale of photographic equipment, under the name of "Charles Abel (Quebec) Limited", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of a par value of \$1 each and 3,000 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of April, 1959.

P. FRENETTE,
51008-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12665-59)

Claude Thomas Real Estate Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of May, 1959, incorporating: Jacques Lalonde, advocate, Lise Parant and Denyse Moreau, secretaries, spinsters of full age and in use of their rights, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on a business dealing in real estate and as a building company under the name of "Claude Thomas Real Estate Inc.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 200 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of May, 1959.

P. FRENETTE,
51008 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12522-59)

Coloured Catalogues Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of April, 1959, incorporating: Manuel Shacter, of Dorval, Leo Rosentzveig, Stanley Taviss and William Levitt, all three of Montreal, all advocates, for the following purposes:

To conduct a general printing and publishing business, under the name of "Coloured Catalogues Inc.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 1,000 common shares of \$1 each and 9,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of April, 1959.

P. FRENETTE,
51008-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11662-59)

Coronet Development Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of April, 1959, incorporating: Abraham Shuster, advocate, Nathaniel Liebman, notary, and Carl Rosen, law student, all of Montreal, for the following purposes:

Transiger les affaires d'une compagnie d'immeubles et de développement sous le nom de "Coronet Development Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 500 actions ordinaires de \$10 chacune et 3,500 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51008 P. FRENETTE.

(P.G. 11661-59)

Coronet Realities Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du neuf avril 1959, constituant en corporation: Abraham Shuster, avocat, Nathaniel Liebman, notaire et Carl Rosen, étudiant en droit, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Transiger les affaires des entrepreneurs généraux sous le nom de "Coronet Realities Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 500 actions ordinaires de \$10 chacune et 3,500 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le neuf avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51008 P. FRENETTE.

(P.G. 12913-59)

Couillard Entreprises Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-huit mai 1959, constituant en corporation: Rolland Couillard, Fernand Couillard, tous deux de Sillery, et Jean-Pierre Ruel, de Lauzon, tous industriels, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de constructeurs et d'entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de "Couillard Entreprises Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sillery, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit mai 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51008-o P. FRENETTE.

(P.G. 12477-59)

Cramco Holdings Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-quatre avril 1959, constituant en corporation: Harry Isaac Cramer, comptable, Gertrude Cramer, ménagère, épouse séparée de biens dudit Harry Isaac Cramer, et autorisée par ce dernier, et Philip Shrague Garonce, avocat, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles, construction et placements, sous le nom de "Cramco Holdings Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordi-

To carry on the business of a real estate and development company, under the name of "Coronet Development Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 500 common shares of \$10 each and 3,500 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of April, 1959.

P. FRENETTE,
51008-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11661-59)

Coronet Realities Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of April, 1959, incorporating: Abraham Shuster, advocate, Nathaniel Liebman, notary, and Carl Rosen, law student, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of general contractors, under the name of "Coronet Realities Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 500 common shares of \$10 each and 3,500 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of April, 1959.

P. FRENETTE,
51008-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12913-59)

Couillard Entreprises Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of May, 1959, incorporating: Rolland Couillard, Fernand Couillard, both of Sillery, and Jean-Pierre Ruel, of Lauzon, all industrialists, for the following purposes:

To carry on the business of builders and general building contractors, under the name of "Couillard Entreprises Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Sillery, judicial district of Québec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of May, 1959.

P. FRENETTE,
51008 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12477-59)

Cramco Holdings Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of April, 1959, incorporating: Harry Isaac Cramer, accountant, Gertrude Cramer, housewife, wife separate as to property of the said Harry Isaac Cramer, and authorized by him, and Philip Shrague Garonce, advocate, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, construction and investment company, under the name of "Cramco Holdings Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000

naires de \$10 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-quatre avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51008 P. FRENETTE.

(P.G. 11854-59)

Cranbro Investments Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du premier avril 1959, constituant en corporation: Philip Cransky, administrateur, Samuel Stein, avocat, et Netty Mol, secrétaire, fille majeure, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Effectuer des placements, acheter, louer ou autrement acquérir, posséder, vendre, échanger ou autrement disposer de terrains, constructions ou autres propriétés immobilières et droits, passer des contrats et promesses de vente, lettres patentes, concessions et autres de même nature, et en général, faire le commerce le négoce d'iceux de toute manière que ce soit, sous le nom de "Cranbro Investments Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et 600 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le premier avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51008 P. FRENETTE.

(P.G. 12714-59)

Dale Investment Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt et un mai 1959, constituant en corporation: Marcel Gaboury, d'Outremont, Gaston Lacroix, de St-Bruno, tous deux avocats et conseils en loi de la Reine, et Mlle Jeannette Brodeur, secrétaire, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de "Dale Investment Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 28,000 actions communes de \$1 chacune et en 12,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un mai 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51008-0 P. FRENETTE.

(P.G. 12624-59)

Delta Compagnie d'Immeubles Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du onze mai 1959, constituant en corporation: Claude Marchand, avocat, de St-Laurent, Raymond de Tremblay, étudiant, de Beloeil, et Monique Deslandes, secrétaire, fille majeure, de Montréal, pour les objets suivants:

common shares of \$10 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of April, 1959.

P. FRENETTE,
51008-0 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11854-59)

Cranbro Investments Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of April, 1959, incorporating: Philip Cransky, executive, Samuel Stein, advocate, and Netty Mol, secretary, spinster of the full age of majority, all of Montreal, for the following purposes:

To invest in, purchase, lease or otherwise acquire, own, sell, exchange or otherwise dispose of, lands, buildings, or other immoveable property and rights, contracts and promises of sale, patent licenses, concessions and the like, and generally to deal and traffic therein in any manner whatsoever, under the name of "Cranbro Investments Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of a par value of \$100 each and 600 preferred shares of a par value of \$50 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of April, 1959.

P. FRENETTE,
51008-0 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12714-59)

Dale Investment Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of May, 1959, incorporating: Marcel Gaboury, of Outremont, Gaston Lacroix, of St. Bruno, both advocates and Queen's Counsel, and Miss Jeannette Brodeur, secretary, of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Dale Investment Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 28,000 common shares of \$1 each and 12,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of May, 1959.

P. FRENETTE,
51008 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12624-59)

Delta Compagnie d'Immeubles Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of May, 1959, incorporating: Claude Marchand, advocate, of St. Laurent, Raymond de Tremblay, student, of Beloeil, and Monique Deslandes, secretary, fille majeure, of Montreal, for the following purposes:

Commerce d'immeubles et de construction, sous le nom de "Delta Compagnie d'Immeubles Limitée", avec un capital total de \$40,000, divisé en 500 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et en 350 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le onze mai 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51008-o P. FRENETTE.

(P.G. 11920-59)

Demar Realty Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du premier avril 1959, constituant en corporation: Max S. Kaufman, Joseph Roy Hoffman et Oscar Respitz, tous avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles et de construction, sous le nom de "Demar Realty Corp.", avec un capital total de \$10,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$10 chacune et 900 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le premier avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51008 P. FRENETTE.

(P.G. 11688-59)

Des Forges Investment Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-neuf mai 1959, constituant en corporation: Paul-Émile Blain, avocat, Flore-Annette Poirier, secrétaire, et Gisèle Guertin, réceptionniste, toutes deux filles majeures et usant de leurs droits, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placements, sous le nom de "Des Forges Investment Ltd.", avec un capital total de \$100,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-neuf mai 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51008-o P. FRENETTE.

(P.G. 12773-59)

Eden Rock Development Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huit mai 1959, constituant en corporation: Pierre Cimon, Eugène Jurisic, Hervé Bélanger, tous trois avocats, de Montréal, J.-René Paiement, avocat, de Roxboro, et Cécile Contant, secrétaire, fille majeure et usant de ses droits, de Montréal, pour les objets suivants:

Commerce d'immeubles et de compagnie de construction, sous le nom de "Eden Rock Development Corp.", avec un capital total de \$100,000,

To carry on the business of real estate and building, under the name of "Delta Compagnie d'Immeubles Limitée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 500 common shares of a par value of \$10 each and 350 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of May, 1959.

P. FRENETTE,
51008 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11920-59)

Demar Realty Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of April, 1959, incorporating: Max S. Kaufman, Joseph Roy Hoffman and Oscar Respitz, all advocates, of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and construction company, under the name of "Demar Realty Corp.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 100 common shares of \$10 each and 900 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of April, 1959.

P. FRENETTE,
51008-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11688-59)

Des Forges Investment Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of May, 1959, incorporating: Paul-Émile Blain, advocate, Flore-Annette Poirier, secretary, and Gisèle Guertin, receptionist, both spinsters in use of their rights, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on as an investment company under the name of "Des Forges Investment Ltd.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 1,000 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of May, 1959.

P. FRENETTE,
51008 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12773-59)

Eden Rock Development Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of May, 1959, incorporating: Pierre Cimon, Eugène Jurisic, Hervé Bélanger, all three advocates, of Montreal, J.-René Paiement, advocate, of Roxboro, and Cécile Contant, secretary, spinster of full age and in use of her rights, of Montreal, for the following purposes:

To carry on a business dealing in real estate and a building company under the name of "Eden Rock Development Corp.", with a total

divisé en 4,000 actions communes de \$10 chacune et en 6,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 579, rue Fleury, est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le huit mai 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51008-o P. FRENETTE.

(P.G. 12365-59)

E. Lacouline Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du douze mai 1959, constituant en corporation: Édouard Lacouline, marchand, Édouard Lacouline fils, et Maurice Lacouline, vendeurs, tous de Québec, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de machines, ameublements et équipements de bureau, sous le nom de "E. Lacouline Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions communes de \$100 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le douze mai 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51008-o P. FRENETTE.

(P.G. 12216-59)

Entreprises Béland & Frères Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du treize mai 1959, constituant en corporation: Mercier Béland, Roger Béland, tous deux briqueteurs, de Jacques-Cartier, et Jean Béland, comptable, de Longueuil, pour les objets suivants:

Exercer les opérations d'entrepreneurs en construction et le commerce de matériaux de construction, sous le nom de "Entreprises Béland & Frères Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Longueuil, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le treize mai 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51008-o P. FRENETTE.

(P.G. 12503-59)

Eugène Gendron Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-neuf avril 1959, constituant en corporation: Marcel Gendron, André Gendron et Robert Gendron, tous entrepreneurs, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de construction, sous le nom de "Eugène Gendron Limitée", avec un capital total de \$30,000, divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 100 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

capital stock of \$100,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each and into 6,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 579 Fleury Street, East, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of May, 1959.

P. FRENETTE,
51008 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12365-59)

E. Lacouline Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of May, 1959, incorporating: Édouard Lacouline, merchant, Édouard Lacouline, junior, and Maurice Lacouline, salesmen, all of Quebec, for the following purposes:

To deal in office machines, furniture and equipment, under the name of "E. Lacouline Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of \$100 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Québec, judicial district of Québec.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of May, 1959.

P. FRENETTE,
51008 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12216-59)

Entreprises Béland & Frères Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of May, 1959, incorporating: Mercier Béland, Roger Béland, both bricklayers, of Jacques-Cartier, and Jean Béland, accountant, of Longueuil, for the following purposes:

To carry out the operations of building contractors and deal in building materials, under the name of "Entreprises Béland & Frères Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Longueuil, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of May, 1959.

P. FRENETTE,
51008 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12503-59)

Eugène Gendron Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of April, 1959, incorporating: Marcel Gendron, André Gendron and Robert Gendron, all contractors of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a construction company under the name of "Eugène Gendron Limitée", with a total capital stock of \$30,000, divided into 200 common shares of a par value of \$100 each and into 100 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51008-o P. FRENETTE.

(P.G. 12223-59)

Gabriel Mazliach Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quinze avril 1959, constituant en corporation: John J. Wasserman, de Westmount, Harold S. Freeman et Irving Halperin, de Montréal, tous avocats, pour les objets suivants:

Transiger les affaires d'une compagnie d'immeubles, développement et construction, sous le nom de "Gabriel Mazliach Inc.", avec un capital total de \$10,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 9,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51008 P. FRENETTE.

(P.G. 12531-59)

Garadex Realities Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sept avril 1959, constituant en corporation: Milton L. Klein, avocat, Iown Lanteigne, sténographe, épouse séparée de biens de Roger Lanteigne et Arthur D. Ruby, comptable agréé, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Transiger les affaires d'une compagnie d'immeubles, développement et construction, sous le nom de "Garadex Realities Inc.", avec un capital total de \$60,000, divisé en 600 actions ordinaires de \$10 chacune et 5,400 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51008 P. FRENETTE.

(P.G. 12841-59)

Gillber Dry Goods Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du douze mai 1959, constituant en corporation: Harry Gillman, bourgeois, Berl Niederhoffer, marchand, Arthur Bronstein, avocat, tous trois de Montréal, et Alexander I. Popliger, avocat, de Westmount, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de manufacturiers et marchands de fourrures, chapeaux et casquettes, vêtements, marchandises sèches, fournitures de tailleurs et tissus textiles de toutes sortes, sous le nom de "Gillber Dry Goods Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 3860 Blvd. St-Laurent, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of April, 1959.

P. FRENETTE,
51008 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12223-59)

Gabriel Mazliach Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of April, 1959, incorporating: John J. Wasserman, of Westmount, Harold S. Freeman and Irving Halperin, of Montreal, all advocates, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, development and construction company, under the name of "Gabriel Mazliach Inc.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 1,000 common shares of \$1 each and 9,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of April, 1959.

P. FRENETTE,
51008-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12531-59)

Garadex Realities Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of April, 1959, incorporating: Milton L. Klein, advocate, Iown Lanteigne, stenographer, wife separate as to property of Roger Lanteigne, and Arthur D. Ruby, chartered accountant, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, development and construction company, under the name of "Garadex Realities Inc.", with a total capital stock of \$60,000, divided into 600 common shares of \$10 each and 5,400 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of April, 1959.

P. FRENETTE,
51008-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12841-59)

Gillber Dry Goods Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of May, 1959, incorporating: Harry Gillman, gentleman, Berl Niederhoffer, merchant, Arthur Bronstein, advocate, all three of Montreal, and Alexander I. Popliger, advocate, of Westmount, for the following purposes:

To carry on business as manufacturers and dealers in furs, hats and caps, clothing, dry goods, tailors' trimmings and textile fabrics of all kinds, under the name of "Gillber Dry Goods Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 3860 St. Lawrence Blvd., Montreal, judicial district of Montreal.

Daté du bureau du Procureur général, le douze mai 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51008 P. FRENETTE.

(P.G. 12795-59)

Gilwin Realities Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du douze mai 1959, constituant en corporation: Philip Wiener, gérant, Sam Gillman, marchand, et Rose Markis, secrétaire, fille majeure, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Transiger les affaires d'une compagnie d'immeubles, développement et construction, sous le nom de "Gilwin Realities Corp.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le douze mai 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51008 P. FRENETTE.

(P.G. 12854-59)

Hocky Farms Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du treize mai 1959, constituant en corporation: Allan Marcus, de Montréal, David Kirshenblatt, de Côte St-Luc, tous deux avocats, et Lucille Blagdon, secrétaire, épouse séparée de biens de Pierre Blagdon, de Montréal, pour les objets suivants:

Posséder et exploiter des fermes et vergers et vendre leurs produits, sous le nom de "Hocky Farms Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le treize mai 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51008 P. FRENETTE.

(P.G. 11772-59)

Hôtel Hermandi Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du douze mai 1959, constituant en corporation: Léo Rancourt, Eugène Veilleux, hôteliers, et Zénon Morin, comptable, tous de Ville St-Georges, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'hôteliers, sous le nom de "Hôtel Hermandi Limitée", avec un capital total de \$100,000, divisé en 500 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 500 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la ville de Saint-Georges, comté de Beauce, district judiciaire de Beauce.

Daté du bureau du Procureur général, le douze mai 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51008-o P. FRENETTE.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of May, 1959.

P. FRENETTE,
51008-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12795-59)

Gilwin Realities Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of May, 1959, incorporating: Philip Wiener, manager, Sam Gillman, merchant, and Rose Markis, secretary, fille majeure, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, development and construction company, under the name of "Gilwin Realities Corp.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of May, 1959.

P. FRENETTE,
51008-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12854-59)

Hocky Farms Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of May, 1959, incorporating: Allan Marcus, of Montreal, David Kirshenblatt, of Côte St. Luc, both advocates, and Lucille Blagdon, secretary, wife separate as to property of Pierre Blagdon, of Montreal, for the following purposes:

To own and operate farms and orchards and to sell their produce, under the name of "Hocky Farms Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of May, 1959.

P. FRENETTE,
51008-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11772-59)

Hôtel Hermandi Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of May, 1959, incorporating: Léo Rancourt, Eugène Veilleux, hotel-keeper, and Zénon Morin, accountant, all of the town of St. Georges, for the following purposes:

To carry on the business of hotel-keepers, under the name of "Hôtel Hermandi Limitée", with a total capital stock of \$100,000, divided into 500 common shares of a par value of \$100 each and 500 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be in the town of St. Georges, county of Beauce, judicial district of Beauce.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of May, 1959.

P. FRENETTE,
51008 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11972-59)

International Engraving Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt avril 1959, constituant en corporation: Émile Larivée, graveur, d'Outremont, Luc Larivée, médecin et Gilles Fournier, gérant, tous deux de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de maître de forge, fabricants d'acier, fabricants de matrices, convertisseurs de fer et d'acier, raffineurs, fondeurs en fer, importateurs, exportateurs et manufacturiers et marchands de minerais, métaux, plastiques, produits chimiques et autres préparations et agir comme travailleurs de toutes substances métalliques, sous le nom de "International Engraving Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51008 P. FRENETTE.

(A.G. 11972-59)

International Engraving Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of April, 1959, incorporating: Émile Larivée, engraver, of Outremont, Luc Larivée, physician, and Gilles Fournier, manager, both of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of iron masters, steel makers, die makers, iron and steel converters, smelters, iron foundries, importers, exporters and manufacturers of and dealers in ores, metals, plastics, chemicals and other preparations and to act as processors of all metal substances, under the name of "International Engraving Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of April, 1959.

P. FRENETTE,
51008-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12532-59)

Irving Sculnick & Sons Incorporated

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sept avril 1959, constituant en corporation: Alfred N. Segall, John L. Liberman, Max Teitelbaum, avocats et Marilyn Denny, secrétaire, fille majeure, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce général de camionnage et celui qui consiste à transporter des effets, objets et marchandises; agir comme expéditeurs, courtiers de douanes et entreposeurs, agents d'emmagasinage et de messageries, sous le nom de "Irving Sculnick & Sons Incorporated", avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 5179 rue St-Urbain, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51008 P. FRENETTE.

(A.G. 12532-59)

Irving Sculnick & Sons Incorporated

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of April, 1959, incorporating: Alfred N. Segall, John L. Liberman, Max Teitelbaum, advocates, and Marilyn Denny, secretary, spinster of the full age of majority, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on generally the business of trucking and transporting goods, wares and merchandise; to act as forwarders, custom house brokers and warehousemen, storage and express agents, under the name of "Irving Sculnick & Sons Incorporated", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of a par value of \$10 each and 3,000 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at 5179 St. Urbain Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of April, 1959.

P. FRENETTE,
51008-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12852-59)

Jean-Paul Charbonneau Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du treize mai 1959, constituant en corporation: Jean-Paul Charbonneau, entrepreneur général, François Wilhelmy, avocat, et Annette Daveluy, sténographe, célibataire majeure, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de constructeurs et d'entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de "Jean-Paul Charbonneau Ltée", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

(A.G. 12852-59)

Jean-Paul Charbonneau Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of May, 1959, incorporating: Jean-Paul Charbonneau, general contractor, François Wilhelmy, advocate, and Annette Daveluy, stenographer, of full age of majority, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of builders and general building contractors, under the name of "Jean-Paul Charbonneau Ltée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

Le siège social de la compagnie sera 10185, avenue Bruchési, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le treize mai 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51008-o P. FRENETTE.

The head office of the company will be at 10185 Bruchési Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of May, 1959.

P. FRENETTE,
51008 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12036-59)

Jean-Paul Gagnon Électronique Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du treize mai 1959, constituant en corporation: Jacques Gourdeau, agent-vendeur, de Québec, Jean-Paul Gagnon, marchand, et Mme Alphonsine Hallé Gagnon, ménagère, épouse contractuellement séparée de biend dudit Jean-Paul Gagnon, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de Giffard, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'appareils électriques et électroniques de toutes sortes, sous le nom de "Jean-Paul Gagnon Électronique Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 960, 1ère avenue, Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le treize mai 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51008-o P. FRENETTE.

(A.G. 12036-59)

Jean-Paul Gagnon Électronique Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of May, 1959, incorporating: Jacques Gourdeau, sales-agent, of Quebec, Jean-Paul Gagnon, merchant, and Mrs. Alphonsine Hallé Gagnon, housewife, wife contractually separate as to property of the said Jean-Paul Gagnon, and duly authorized by him for these presents, both of Giffard, for the following purposes:

To carry on a business dealing in electrical and electronic apparatus of all kinds, under the name of "Jean-Paul Gagnon Électronique Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 960, 1st Avenue, Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of May, 1959.

P. FRENETTE,
51008 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12618-59)

John Bert Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du six mai 1959, constituant en corporation: Léo-Conrad Marcotte, avocat, Jacques Viger, commis de bureau, tous deux de Montréal, et René Cousineau, avocat, de St-Laurent, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de constructeurs et d'entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de "John Bert Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le six mai 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51008-o P. FRENETTE.

(A.G. 12618-59)

John Bert Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of May, 1959, incorporating: Léo-Conrad Marcotte, advocate, Jacques Viger, office clerk, both of Montreal, and René Cousineau, advocate, of St. Laurent, for the following purposes:

To carry on the business of builders and general building contractors, under the name of "John Bert Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of May, 1959.

P. FRENETTE,
51008 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11459-59)

J. R. Grondin Oil Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt et un mai 1959, constituant en corporation: Gilles Boissonneault, André Surprenant et Guy Boissonneault, tous avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'huiles, graisses, pétroles et de leurs produits et sous-produits, sous le nom de "J. R. Grondin Oil Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

(A.G. 11459-59)

J. R. Grondin Oil Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of May, 1959, incorporating: Gilles Boissonneault, André Surprenant and Guy Boissonneault, all advocates, of Montreal, for the following purposes:

To deal in oils, greases, petroleum and the products and by-products thereof, under the name of "J. R. Grondin Oil Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

Le siège social de la compagnie sera 11505, rue L'Archevêque, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un mai 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51008-o P. FRENETTE.

(P.G. 12535-59)

Jules D'Alcantara Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente avril 1959, constituant en corporation: Paul Lemieux avocat, de St-Laurent, J.-Omer Ducharme, comptable, et Marcelle Roy, secrétaire, célibataire, tous deux de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de fleuristes, pépiniéristes, maraîchers, fructiculteurs et grainiers, sous le nom de "Jules D'Alcantara Inc.", avec un capital total de \$100,000, divisé en 4,000 actions communes d'une valeur au pair de \$1 chacune, 900 actions privilégiées classe "A" d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 6,000 actions privilégiées classe "B" d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 3033, rue Sherbrooke, est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51008-o P. FRENETTE.

(P.G. 12077-59)

Kardy Investments Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huit avril 1959, constituant en corporation: Mortimer S. Smith, avocat, Shirley Simon, secrétaire et Ellen Haggenmueller, employée de bureau, toutes filles majeures, toutes de Montréal, pour les objets suivants:

Transiger les affaires d'une compagnie d'immeubles, sous le nom de "Kardy Investments Inc.", avec un capital total de \$10,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 5,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 9, rue St-Catherine Est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le huit avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51008 P. FRENETTE.

(P.G. 12080-59)

Kazar Realty Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du neuf avril 1959, constituant en corporation: Gabriel Glazer, étudiant en droit, Hilliard Ginsberg, avocat, et Anne Zifkin, secrétaire, fille majeure, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles, développement et construction, sous le nom de "Kazar Realty Corp.", avec un capital

The head office of the company will be at 11505 L'Archevêque Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of May, 1959.

P. FRENETTE,
51008 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12535-59)

Jules D'Alcantara Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of April, 1959, incorporating: Paul Lemieux, advocate, of St. Laurent, J.-Omer Ducharme, accountant, and Marcelle Roy, secretary, spinster, both of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of florists, nurserymen, market-gardeners, fruit-growers and seedsmen, under the name of "Jules D'Alcantara Inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 4,000 common shares of a par value of \$1 each, 900 preferred shares class "A" of a par value of \$100 each and 6,000 preferred shares Class "B" of a par value of \$1 each.

The head office of the company will be at 3033 Sherbrooke Street, East, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of April, 1959.

P. FRENETTE,
51008 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12077-59)

Kardy Investments Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of April, 1959, incorporating: Mortimer S. Smith, advocate, Shirley Simon, secretary, and Ellen Haggenmueller, clerk, both filles majeures, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate company, under the name of "Kardy Investments Inc.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 5,000 common shares of \$1 each and 5,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company will be at 9 St. Catherine Street East, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of April, 1959.

P. FRENETTE,
51008-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12080-59)

Kazar Realty Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of April, 1959, incorporating: Gabriel Glazer, law student, Hilliard Ginsberg, advocate, and Anne Zifkin, secretary, spinster of the full age of majority, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, development and construction company, under the name of "Kazar Realty Corp.", with a total

total de \$7,000, divisé en 700 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 1440 rue Towers, chambre 100, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le neuf avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51008 P. FRENETTE.

capital stock of \$7,000, divided into 700 common shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 1440 Towers Street, room 100, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of April, 1959.

P. FRENETTE,
51008-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12906-59)

**La Centrale d'Immeubles Ste Foy Inc.
Ste Foy Central Realities Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatorze mai 1959, constituant en corporation: Jacques Germain, courtier, Henri-L. Laplante, administrateur, et J.-Roland Blais, comptable agréé, tous de Ste-Foy, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'immeubles et les opérations d'entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de "La Centrale d'Immeubles Ste Foy Inc.—Ste Foy Central Realities Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sainte-Foy, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze mai 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51008-o P. FRENETTE.

(A.G. 12906-59)

**La Centrale d'Immeubles Ste Foy Inc.
Ste Foy Central Realities Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of May, 1959, incorporating: Jacques Germain, broker, Henri-L. Laplante, administrator, and J.-Roland Blais, chartered accountant, all of Ste-Foy, for the following purposes:

To carry on a real estate business and the operations of general building contractors under the name of "La Centrale d'Immeubles Ste Foy Inc.—Ste Foy Central Realities Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Sainte-Foy, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of May, 1959.

P. FRENETTE,
51008 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12508-59)

**La Cie Arcana Ltée
Arcana Company Limited**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-huit avril 1959, constituant en corporation: Camille Dagenais, ingénieur professionnel, de Dorval, Guy Pager et Maurice-R. Marcotte, avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Commerce d'immeubles et de compagnie de construction, sous le nom de "La Cie Arcana Ltée—Arcana Company Limited", avec un capital total de \$50,000, divisé en 500 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1005, rue Sherbrooke, ouest, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51008-o P. FRENETTE.

(A.G. 12508-59)

**La Cie Arcana Ltée
Arcana Company Limited**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of April, 1959, incorporating: Camille Dagenais, professional engineer, of Dorval, Guy Pager and Maurice-R. Marcotte, advocates, of Montreal, for the following purposes:

To carry on a real estate business and building company under the name of "La Cie Arcana Ltée—Arcana Company Limited", with a total capital stock of \$50,000, divided into 500 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 1005 Sherbrooke Street, West, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of April, 1959.

P. FRENETTE,
51008 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12489-59)

La Cie Mannix (Québec) Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-deux mai 1959, constituant en corporation: John J. Pepper, de Westmount, George A. Bey, Roland Durand, tous deux de Montréal, Jacques Leduc, de Outremont, tous quatre avocats, Hélène Latour, Dagmar Gebhardt, tous deux de Montréal et Luce Lefebvre de Longueuil, tous trois secrétaires, filles majeures, pour les objets suivants:

(A.G. 12489-59)

La Cie Mannix (Québec) Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of May, 1959, incorporating: John J. Pepper, of Westmount, George A. Bey, Roland Durand, both of Montreal, Jacques Leduc, of Outremont, all four advocates, Hélène Latour, Dagmar Gebhardt, both of Montreal, and Luce Lefebvre, of Longueuil, all three secretaries, spinsters, for the following purposes:

Transiger les affaires des entrepreneurs généraux et constructeurs sous le nom de "La Cie Mannix (Québec) Ltée", avec un capital total de \$20,000, divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 360 rue St-Jacques Ouest chambre 611, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux mai 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51008 P. FRENETTE.

(P.G. 12949-59)

La Crémierie Unie Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quinze mai 1959, constituant en corporation: Aurèle Joncas, Rodrigue Joncas et André Joncas, tous industriels, d'Amqui, pour les objets suivants:

Faire le commerce du lait et des produits du lait, sous le nom de "La Crémierie Unie Ltée", avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Amqui, district judiciaire de Rimouski.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze mai 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51008-o P. FRENETTE.

(P.G. 12136-59)

Lanark Holdings Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du treize avril 1959, constituant en corporation: Moe Ackman, de L'Abord-à-Plouffe, Irwin Gliserman, de Côte St-Luc, et Sidney Cutler, de Montréal, tous avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles, développement et construction, sous le nom de "Lanark Holdings Corp.", avec un capital total de \$10,000, divisé en 500 actions ordinaires de \$10 chacune et 500 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le treize avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51008 P. FRENETTE.

(P.G. 12909-59)

Le Coq du Village Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt et un mai 1959, constituant en corporation: Rosario Genest, Guy-P. Genest, avocats, d'Outremont, et Annette Lafleur, secrétaire, célibataire majeure, de Lachine, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de restaurateurs, sous le nom de "Le Coq du Village Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

To carry on business as general contractors and builders, under the name of "La Cie Mannix (Québec) Ltée", with a total capital stock of \$20,000, divided into 200 common shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at 360 St. James Street West, Room 611, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of May, 1959.

P. FRENETTE,
51008-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12949-59)

La Crémierie Unie Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of May, 1959, incorporating: Aurèle Joncas, Rodrigue Joncas and André Joncas, all industrialists, of Amqui, for the following purposes:

To deal in milk and dairy products, under the name of "La Crémierie Unie Ltée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Amqui, judicial district of Rimouski.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of May, 1959.

P. FRENETTE,
51008 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12136-59)

Lanark Holdings Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of April, 1959, incorporating: Moe Ackman, of L'Abord-à-Plouffe, Irwin Gliserman, of Côte St. Luc, and Sidney Cutler, of Montreal, all advocates, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, development and construction company, under the name of "Lanark Holdings Corp.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 500 common shares of \$10 each and 500 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of April, 1959.

P. FRENETTE,
51008-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12909-59)

Le Coq du Village Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of May, 1959, incorporating: Rosario Genest, Guy-P. Genest, advocates, of Outremont, and Annette Lafleur, secretary, spinster of full age, of Lachine, for the following purposes:

To operate a business as restaurant-keepers, under the name of "Le Coq du Village Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

Le siège social de la compagnie sera à Sainte-Adèle-en-Bas, district judiciaire de Terrebonne.

The head office of the company will be at Sainte-Adèle-en-Bas, judicial district of Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un mai 1959.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of May, 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51008-o P. FRENETTE.

51008 Acting Deputy Attorney General.
P. FRENETTE,

(P.G. 11099-59)

Lépine & Fils Ltée

(A.G. 11099-59)

Lépine & Fils Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du douze mai 1959, constituant en corporation: Jean-Maurice Charbonneau, de Pont-Viau, Guy Roy et Rémi Geoffrion, de Montréal, tous avocats, pour les objets suivants:

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of May, 1959, incorporating: Jean-Maurice Charbonneau, of Pont-Viau, Guy Roy and Rémi Geoffrion, of Montreal, all advocates, for the following purposes:

Exercer le commerce de bijoutiers, sous le nom de "Lépine & Fils Ltée", avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions communes de \$10 chacune.

To carry on a business as jewellers, under the name of "Lépine & Fils Ltée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Daté du bureau du Procureur général, le douze mai 1959.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of May, 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51008-o P. FRENETTE.

51008 Acting Deputy Attorney General.
P. FRENETTE,

(P.G. 12038-59)

Les Appartements Idéal Limitée

(A.G. 12038-59)

Les Appartements Idéal Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-deux mai 1959, constituant en corporation: André-P. Casgrain, avocat, Jacqueline Turcotte et Annette Blais, secrétaires, filles majeures usant de leurs droits, tous de Rimouski, pour les objets suivants:

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of May, 1959, incorporating: André-P. Casgrain, advocate, Jacqueline Turcotte and Annette Blais, secretaries, spinsters un use of their rights, all of Rimouski, for the following purposes:

Exercer le commerce d'immeubles et les opérations d'entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de "Les Appartements Idéal Limitée", avec un capital total de \$100,000, divisé en 1,000 actions communes d'une valeur au pair de \$100 chacune.

To carry on a business dealing in real estate and in the operations of general buildings contractors, under the name of "Les Appartements Idéal Limitée", with a total capital stock of \$100,000, divided into 1,000 common shares of a par value of \$100 each.

Le siège social de la compagnie sera en le village de Saint-Joachim de Tourelle, district judiciaire de Gaspé.

The head office of the company will be in the village of Saint-Joachim de Tourelle, judicial district of Gaspé.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux mai 1959.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of May, 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51008-o P. FRENETTE.

51008 Acting Deputy Attorney General.
P. FRENETTE,

(P.G. 12751-59)

**Les Entreprises Mont-Rolland Inc.
Mont-Rolland Enterprises Inc.**

(A.G. 12751-59)

**Les Entreprises Mont-Rolland Inc.
Mont-Rolland Enterprises Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du neuf mai 1959, constituant en corporation: Jean Richer, surintendant, Bernard Richer, entrepreneur, tous deux de Mont-Rolland, et Liette Duchesne, secrétaire, célibataire, de Montréal, pour les objets suivants:

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of May, 1959, incorporating: Jean Richer, superintendent, Bernard Richer, contractor, both of Mont-Rolland, and Liette Duchesne, secretary, spinster, of Montreal, for the following purposes:

Exercer le commerce de constructeurs et d'entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de "Les Entreprises Mont-Rolland Inc.—Mont-Rolland Enterprises Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

To carry on the business of builders and general building contractors, under the name of "Les Entreprises Mont-Rolland Inc.—Mont-Rolland Enterprises Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

Le siège social de la compagnie sera à Mont-Rolland, district judiciaire de Terrebonne.

The head office of the company will be at Mont-Rolland, judicial district of Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général, le
neuf mai 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51008-o P. FRENETTE.

(P.G. 12266-59)

Les Immeubles Bourgeois Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huit mai 1959, constituant en corporation: Philippe Jolicœur, notaire, de Québec, Pierre Méthot, courtier d'assurances, et Marcel Fortin, courtier d'immeubles, tous deux de Ste-Foy, pour les objets suivants:

Commerce d'immeubles et de construction, sous le nom de "Les Immeubles Bourgeois Ltée", avec un capital total de \$100,000, divisé en 200 actions communes de \$100 chacune et en 1,600 actions privilégiées de \$50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 571, rue St-Jean, Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le huit mai 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51008-o P. FRENETTE.

(P.G. 12698-59)

Les Immeubles Nordeau Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du onze mai 1959, constituant en corporation: Jean-Guy Mathers, constructeur, de St-Eustache-sur-le-Lac, Luc Léveillé, notaire, et Gertrude Lemay, secrétaire, tous deux de St-Eustache, pour les objets suivants:

Commerce d'immeubles et de construction, sous le nom de "Les Immeubles Nordeau Limitée", avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions communes de \$1 chacune et en 39,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Eustache-sur-le-Lac, district judiciaire de Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général, le onze mai 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51008-o P. FRENETTE.

(P.G. 12664-59)

Les Immeubles Robichaud Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinq mai 1959, constituant en corporation: Henri Chassé, notaire, de Ste-Foy, Robert Robichaud, entrepreneur, et Léopold Robichaud, machiniste, tous deux de Québec, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'immeubles et de compagnie de construction, sous le nom de "Les Immeubles Robichaud Ltée", avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions communes de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 34½, rue des Frères, Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq mai 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51008-o P. FRENETTE.

Dated at the office of the Attorney General,
this ninth day of May, 1959.

P. FRENETTE,
51008 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12266-59)

Les Immeubles Bourgeois Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of May, 1959, incorporating: Philippe Jolicœur, notary, of Quebec, Pierre Méthot, insurance broker, and Marcel Fortin, real estate broker, both of St. Foy, for the following purposes:

The business of real estate and building, under the name of "Les Immeubles Bourgeois Ltée", with a total capital stock of \$100,000, divided into 200 common shares of \$100 each and 1,600 preferred shares of \$50 each.

The head office of the company will be at 571 St. John Street, Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General,
this eighth day of May, 1959.

P. FRENETTE,
51008 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12698-59)

Les Immeubles Nordeau Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of May, 1959, incorporating: Jean-Guy Mathers, builder, of St-Eustache-sur-le-Lac, Luc Léveillé, notary, and Gertrude Lemay, secretary, both of St. Eustache, for the following purposes:

To deal in real estate and building, under the name of "Les Immeubles Nordeau Limitée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$1 each and 39,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Saint-Eustache-sur-le-Lac, judicial district of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General,
this eleventh day of May, 1959.

P. FRENETTE,
51008 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12664-59)

Les Immeubles Robichaud Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of May, 1959, incorporating: Henri Chassé, notary, of Ste-Foy, Robert Robichaud, contractor, and Léopold Robichaud, machinist, both of Quebec, for the following purposes:

To operate a business dealing in immovables and as a building company under the name of "Les Immeubles Robichaud Ltée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and into 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 34½ des Frères Street, Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General,
this fifth day of May, 1959.

P. FRENETTE,
51008 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12666-59)

**Machinerie Iberville Ltée
Iberville Machinery Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinq mai 1959, constituant en corporation: Madeleine Séguin, sténographe, célibataire majeure, de Montréal, Jean Beauregard, avocat, et Antoinette Leleu, sténographe, célibataire majeure, tous deux d'Outremont, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de machinerie, de fondeurs, tôliers, ouvriers en métaux, plombiers, ajusteurs d'appareils à gaz, garagistes, entreposeurs, et faire également le commerce du bois et du charbon et de tous les matériaux se rapportant aux produits ci-dessus, sous le nom de "Machinerie Iberville Ltée — Iberville Machinery Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions communes d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Iberville, district judiciaire d'Iberville.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq mai 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51008-o P. FRENETTE.

(A.G. 12666-59)

**Machinerie Iberville Ltée
Iberville Machinery Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of May, 1959, incorporating: Madeleine Séguin, stenographer, spinster of full age, of Montreal, Jean Beauregard, advocate, and Antoinette Leleu, stenographer, spinster of full age, both of Outremont, for the following purposes:

To operate a business dealing in machinery, foundry, tinsmiths, workmen in metals, plumbers, adjusters for gas apparatus, garage-keepers, warehousemen, and to also carry on a lumber and coal business and to deal in all materials pertaining to the above products, under the name of "Machinerie Iberville Ltée — Iberville Machinery Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Iberville, judicial district of Iberville.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of May, 1959.

P. FRENETTE,
51008 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12761-59)

Madrid Garage Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du onze mai 1959, constituant en corporation: Adolphe Iglesias, gérant, Antoine Navarro et Alsin Iglesias, débosseurs, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes, sous le nom de "Madrid Garage Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1412, rue Clark, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le onze mai 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51008-o P. FRENETTE.

(A.G. 12761-59)

Madrid Garage Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of May, 1959, incorporating: Adolphe Iglesias, manager, Antoine Navarro and Alsin Iglesias, dent removers, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as garage-keepers, under the name of "Madrid Garage Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 1412 Clark Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of May, 1959.

P. FRENETTE,
51008 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12095-59)

Magic Sportswear Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatorze avril 1959, constituant en corporation: Joseph Samuel Caplan, Alan Gold, tous deux de Montréal, et Solomon Weber, d'Outremont, tous avocats, pour les objets suivants:

Passer des contrats, confectionner, vendre et distribuer toutes sortes de vêtements de sport de toutes saisons, pour dames, fillettes et enfants, sous le nom de "Magic Sportswear Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires et 300 actions privilégiées, toutes d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 2075 rue Notre-Dame, Lachine, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51008 P. FRENETTE.

(A.G. 12095-59)

Magic Sportswear Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of April, 1959, incorporating: Joseph Samuel Caplan, Alan Gold, both of Montreal, and Solomon Weber, of Outremont, all advocates, for the following purposes:

To contract, manufacture, sell and distribute all kinds of ladies, girls and children's sportswear for all seasons, under the name of "Magic Sportswear Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares and 300 preferred shares all of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at 2075 Notre Dame Street, Lachine, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of April, 1959.

P. FRENETTE,
51008-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11746-59)

Maheux & Fils Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du treize mai 1959, constituant en corporation: Eugène Maheux, voiturier, Mme Yvonne Vallée Maheux, ménagère, épouse commune en biens dudit Eugène Maheux, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, Albert Maheux, camionneur, Roger Maheux et Camille Maheux, chauffeurs, tous de Ste-Thérèse-de-Lisieux, pour les objets suivants:

Exploiter des entreprises de camionnage et généralement faire le transport de marchandises de toutes sortes, sous le nom de "Maheux & Fils Ltée", avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions communes de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sainte-Thérèse-de-Lisieux, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le treize mai 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51008-o P. FRENETTE.

(A.G. 11746-59)

Maheux & Fils Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of May, 1959, incorporating: Eugène Maheux, carriage-maker, Mrs. Yvonne Vallée Maheux, housewife, wife common as to property of the said Eugène Maheux, and duly authorized by him for these presents, Albert Maheux, trucker, Roger Maheux, and Camille Maheux, chauffeurs, all of Ste-Thérèse-de-Lisieux, for the following purposes:

To operate trucking enterprises and to generally carry on the transportation of merchandise of all kinds, under the name of "Maheux & Fils Ltée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and into 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Sainte-Thérèse-de-Lisieux, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of May, 1959.

P. FRENETTE,
51008 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12202-59)

Manor Enterprises Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix avril 1959, constituant en corporation: Morris Chaikelson, avocat, Gisèle LeBlanc, secrétaire, épouse séparée de biens de Marcel LeBlanc, Fanny Levitan, secrétaire, épouse séparée de biens de Samuel Levitan, tous trois de Montréal et Morris Shuter, comptable de St-Laurent, pour les objets suivants:

Transiger les affaires d'une compagnie d'immeubles et de construction, sous le nom de "Manor Enterprises Ltd.", avec un capital total de \$10,000, divisé en 500 actions ordinaires de \$10 chacune et 500 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le neuf avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51008 P. FRENETTE.

(A.G. 12202-59)

Manor Enterprises Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of April, 1959, incorporating: Morris Chaikelson, advocate, Gisèle LeBlanc, secretary, wife separate as to property of Marcel LeBlanc, Fanny Levitan, secretary, wife separate as to property of Samuel Levitan, all three of Montreal, and Morris Shuter, accountant, of St. Laurent, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and construction company, under the name of "Manor Enterprises Ltd.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 500 common shares of \$10 each and 500 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of April, 1959.

P. FRENETTE,
51008-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12137-59)

Marché Central (Québec) Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix avril 1959, constituant en corporation: Abraham Cohen, avocat, Madeleine St-Pierre, secrétaire, fille majeure et usant de ses droits, tous avocats de Montréal et David A. Schwartz, avocat de Pointe Claire, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'épiciers, bouchers et marchands de produits alimentaires, en gros et en détail, dans toutes ses spécialités, sous le nom de "Marché Central (Québec) Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 135 Blvd. Ste-Rose, Laval-Ouest, district judiciaire de Montréal.

(A.G. 12137-59)

Marché Central (Québec) Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of April, 1959, incorporating: Abraham Cohen, advocate, Madeleine St-Pierre, secretary, fille majeure et usant de ses droits, both of Montreal, and David A. Schwartz, advocate, of Pointe Claire, for the following purposes:

To carry on the wholesale and retail business of grocers, butchers and provisions merchants in all its branches, under the name of "Marché Central (Québec) Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divide into 1,000 common shares of \$10 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 135 Ste. Rose Blvd., Laval West, judicial district of Montreal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51008 P. FRENETTE.

(P.G. 11034-59)

Mayrick Enterprises Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du deux avril 1959, constituant en corporation: Leo Rosentzveig, Stanley Taviss, et William Levitt, tous avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles et placements, sous le nom de "Mayrick Enterprises Corp.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune, 10,000 actions, catégorie "A", de \$1 chacune et 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le deux avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51008 P. FRENETTE.

(P.G. 11359-59)

Meged Home and Mortgage Corporation Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du deux avril 1959, constituant en corporation: Arthur Garmaise, avocat, John McDougall et Dorothy Bikerstaff, secrétaires, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Diriger, exercer et entreprendre les commerces, industries et activités de constructeurs généraux, entrepreneurs et développeurs, sous le nom de "Meged Home and Mortgage Corporation Ltd.", avec un capital total de \$10,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le deux avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51008 P. FRENETTE.

(P.G. 12076-59)

Menorca Investment Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix avril 1959, constituant en corporation: Samuel Chait, Maxwell Shenker, avocats, John Hamilton, secrétaire, tous trois de Montréal, et Harry L. Aronovitch, avocat, de Côte St-Luc, pour les objets suivants:

Agir comme une compagnie de placements, sous le nom de "Menorca Investment Corporation", avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 36,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à suite 301, 5165 ouest, rue Sherbrooke, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51008 P. FRENETTE.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of April, 1959.

P. FRENETTE,
51008-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11934-59)

Mayrick Enterprises Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of April, 1959, incorporating: Leo Rosentzveig, Stanley Taviss and William Levitt, all advocates, of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a realty and investment company, under the name of "Mayrick Enterprises Corp.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each, 10,000 class "A" shares of \$1 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of April, 1959.

P. FRENETTE,
51008-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11359-59)

Meged Home and Mortgage Corporation Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of April, 1959, incorporating: Arthur Garmaise, advocate, John McDougall and Dorothy Bikerstaff, secretaries, all of Montreal, for the following purposes:

To conduct, carry on and engage in the businesses, trades and activities of general builders, contractors and developers, under the name of "Meged Home and Mortgage Corporation Ltd.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of April, 1959.

P. FRENETTE,
51008-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12076-59)

Menorca Investment Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of April, 1959, incorporating: Samuel Chait, Maxwell Shenker, advocates, John Hamilton, secretary, all three of Montreal, and Harry L. Aronovitch, advocate, of Côte St. Luc, for the following purposes:

To act as an investment corporation, under the name of "Menorca Investment Corporation", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$1 each and 36,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company will be at suite 301, 5165 Sherbrooke Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of April, 1959.

P. FRENETTE,
51008-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11564-59)

Mortman Investment Co.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du deux avril 1959, constituant en corporation: Leonard Ostroff, dessinateur, Hyman Martin, gérant et Jack Ralph Bogante, avocat et conseil en loi de la Reine, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer un commerce général d'immeubles et les affaires d'agents et courtiers d'immeubles en général, entrepreneurs, constructeurs, entreposeurs et autres commerces semblables, sous le nom de "Mortman Investment Co.", avec un capital total de \$25,000, divisé en 500 actions ordinaires de \$10 chacune et 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le deux avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51008 P. FRENETTE.

(P.G. 12647-59)

New Jasper Development Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du treize mai 1959, constituant en corporation: Gilles Gauthier, gérant, de L'Abord-à-Plouffe, André Gauthier, vendeur, de Laval-Ouest, et Robert Gauthier, hôtelier, de Montréal, pour les objets suivants:

Commerce d'immeubles et de compagnie de construction, sous le nom de "New Jasper Development Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le treize mai 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51008-o P. FRENETTE.

(P.G. 12040-59)

Pacebuilt Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du six avril 1959, constituant en corporation: Manuel Shacter, de Dorval, Leo Rosentzveig, Stanley Taviss et William Levitt, tous trois de Montréal, tous avocats, pour les objets suivants:

Gérer et exercer le commerce de constructeurs et entrepreneurs, sous le nom de "Pacebuilt Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 30,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le six avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51008 P. FRENETTE.

(P.G. 11925-59)

Period Investment Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

(A.G. 11564-59)

Mortman Investment Co.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of April, 1959, incorporating: Leonard Ostroff, designer, Hyman Martin, manager, and Jack Ralph Bogante, advocate and Queen's Counsel, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on a general real estate business and the businesses generally of real estate agents and brokers, contractors, builders, warehousemen and other similar business, under the name of "Mortman Investment Co.", with a total capital stock of \$25,000, divided into 500 common shares of \$10 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of April, 1959.

P. FRENETTE,
51008-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12647-59)

New Jasper Development Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of May, 1959, incorporating: Gilles Gauthier, manager, of L'Abord-à-Plouffe, André Gauthier, salesman, of Laval-West, and Robert Gauthier, hotel-keeper, of Montreal, for the following purposes:

To carry on a business dealing in real estate and as a building company under the name of "New Jasper Development Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of May, 1959.

P. FRENETTE,
51008 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12040-59)

Pacebuilt Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of April, 1959, incorporating: Manuel Shacter, of Dorval, Leo Rosentzveig, Stanley Taviss and William Levitt, all three of Montreal, all advocates, for the following purposes:

To conduct and carry on the business of builders and contractors, under the name of "Pacebuilt Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 30,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of April, 1959.

P. FRENETTE,
51008-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11925-59)

Period Investment Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have

été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du premier avril 1959, constituant en corporation: Manuel Sachs, comptable agréé, Allan Colton, fabricant, et Abe Arick, agent d'immeubles, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer comme une corporation de placements et de portefeuille, sous le nom de "Period Investment Corp.", avec un capital total de \$10,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 900 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le premier avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51008 P. FRENETTE.

(P.G. 11032-59)

Perlini & Turchek Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du deux avril 1959, constituant en corporation: Daniel Turchek, Frank Perlini, entrepreneurs et Paul Massé, avocat, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Transiger les affaires d'entrepreneurs, constructeurs, couvreurs, importateurs, marchands et manufacturiers de béton, ciment, asphalte, métal en feuilles, préparations pour toits et autres matériaux qui peuvent être utilisés directement ou indirectement par des entrepreneurs, constructeurs ou couvreurs, sous le nom de "Perlini & Turchek Ltd.", avec un capital total de \$100,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et 800 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le deux avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51008 P. FRENETTE.

(P.G. 11790-59)

Perma Investment Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatorze avril 1959, constituant en corporation: George Whelan, avocat, Toshiko Nakatsuka, Margaret Hutchings, dactylographes, et Millie Tobenstein, secrétaire, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce des affaires d'une compagnie de placements et de portefeuille, sous le nom de "Perma Investment Corp.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51008 P. FRENETTE.

(P.G. 12545-59)

Princess Investment Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of April, 1959, incorporating: Manuel Sachs, chartered accountant, Allan Colton, manufacturer, and Abe Arick, realtor, all of Montreal, for the following purposes:

To act as a holding and investment corporation, under the name of "Period Investment Corp.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 1,000 common shares of \$1 each and 900 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of April, 1959.

P. FRENETTE,
51008-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11032-59)

Perlini & Turchek Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of April, 1959, incorporating: Daniel Turchek, Frank Perlini, contractors, and Paul Massé, lawyer, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as contractors, builders, roofers, importers, dealers in and manufacturers of concrete, cement, asphalt, sheet metal, roof preparations and other materials which can be used directly or indirectly by contractors, builders, or roofers, under the name of "Perlini & Turchek Ltd.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 200 common shares of \$100 each and 800 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of April, 1959.

P. FRENETTE,
51008-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11790-59)

Perma Investment Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of April, 1959, incorporating: George Whelan, advocate, Toshiko Nakatsuka, Margaret Hutchings, typists, and Millie Tobenstein, secretary, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment and holding company, under the name of "Perma Investment Corp.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 3,000 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of April, 1959.

P. FRENETTE,
51008-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12545-59)

Princess Investment Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have

été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sept avril 1959, constituant en corporation: Jack Greenstein, avocat, Lillian Lazare et Jeanette Mol, toutes deux secrétaires, filles majeures, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Transiger les affaires d'une compagnie de placements, sous le nom de "Princess Investment Corporation", avec un capital de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 390 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51008 P. FRENETTE.

been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of April, 1959, incorporating: Jack Greenstein, advocate, Lillian Lazare and Jeanette Mol, both secretaries, spinsters of the full age of majority, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Princess Investment Corporation", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of a par value of \$10 each and 390 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of April, 1959.

P. FRENETTE,
51008-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11894-59)

Pylon Construction Co.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du premier avril 1959, constituant en corporation: Daniel Kingstone, Samuel Godinsky, avocats, Katherine Ingledew, sténographe, fille majeure, et Joseph Nuss, étudiant, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Gérer et exercer le commerce de constructeurs et entrepreneurs, sous le nom de "Pylon Construction Co.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 3,800 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune et 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le premier avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51008 P. FRENETTE.

(A.G. 11894-59)

Pylon Construction Co.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of April, 1959, incorporating: Daniel Kingstone, Samuel Godinsky, advocates, Katherine Ingledew, stenographer, spinster of full age of majority, and Joseph Nuss, student, all of Montreal, for the following purposes:

To conduct and carry on the business of builders and contractors, under the name of "Pylon Construction Co.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 3,800 preferred shares of a par value of \$10 each and 2,000 common shares of a par value of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of April, 1959.

P. FRENETTE,
51008-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11931-59)

Raysam Realty Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du premier avril 1959, constituant en corporation: John J. Wasserman, de Westmount, Harold S. Freeman et Irving Halperin tous deux de Montréal, tous avocats, pour les objets suivants:

Transiger les affaires d'une compagnie d'immeubles sous le nom de "Raysam Realty Co. Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 3,800 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le premier avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51008 P. FRENETTE.

(A.G. 11931-59)

Raysam Realty Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of April, 1959, incorporating: John J. Wasserman, of Westmount, Harold S. Freeman and Irving Halperin, both of Montreal, all advocates, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate company, under the name of "Raysam Realty Co. Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$1 each and 3,800 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of April, 1959.

P. FRENETTE,
51008-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12066-59)

Ripon Investment Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix avril 1959, constituant en corporation: Samuel Chait, Maxwell Shenker, avocats, John

(A.G. 12066-59)

Ripon Investment Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of April, 1959, incorporating: Samuel Chait, Maxwell Shenker, advocates, John Hamilton, secre-

Hamilton, secrétaire, tous trois de Montréal, et Harry L. Aronovitch, avocats de Côte St-Luc, pour les objets suivants:

Transiger les affaires d'une corporation de placements, sous le nom de "Ripon Investment Corporation", avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 36,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Suite 1612, 1255 rue Université, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix avril, 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51008 P. FRENETTE.

(P.G. 12696-59)

Riverside Motor Sales Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huit mai 1959, constituant en corporation: J.-Claude Bureau, avocat, Marcel Hamelin, notaire, et Monique Couture, secrétaire, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Commerce d'automobiles, moteurs, camions, machines et de leurs parties et accessoires, sous le nom de "Riverside Motor Sales Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions communes de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Laurent, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le huit mai 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51008-o P. FRENETTE.

(P.G. 12787-59)

R. J. Lévesque & Fils, Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du douze mai 1959, constituant en corporation: Robert-J. Lévesque, industriel, Maxime Lévesque, technicien, et Marie Lévesque, ménagère, épouse commune en biens dudit Robert-J. Lévesque, tous des Trois-Rivières, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de foreurs, creuseurs de puits et de chercheurs de mines, sous le nom de "R. J. Lévesque & Fils, Ltée", avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions communes de \$100 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera aux Trois-Rivières, district judiciaire des Trois-Rivières.

Daté du bureau du Procureur général, le douze mai 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51008-o P. FRENETTE.

(P.G. 11865-59)

Rodal Investment & Development Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du deux avril 1959, constituant en corporation: Gregory Charlap, Max Slapack, Arthur Shulman,

tary, all three of Montreal, and Harry L. Aronovitch, advocate, of Côte St. Luc, for the following purposes:

To act as an investment corporation, under the name of "Ripon Investment Corporation", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$1 each and 36,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Suite 1612, 1255 University Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of April, 1959.

P. FRENETTE,
51008-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12696-59)

Riverside Motor Sales Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of May, 1959, incorporating: J.-Claude Bureau, advocate, Marcel Hamelin, notary, and Monique Couture, secretary, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on a business dealing in automobiles, motors, trucks, machines and their spare parts and accessories, under the name of "Riverside Motor Sales Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and into 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Saint-Laurent, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of May, 1959.

P. FRENETTE,
51008 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12787-59)

R. J. Lévesque & Fils, Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of May, 1959, incorporating: Robert-J. Lévesque, industrialist, Maxime Lévesque, technician, and Marie Lévesque, housewife, wife common as to property of the said Robert-J. Lévesque, all of Trois-Rivières, for the following purposes:

To carry on the business of drillers, well-drillers and mine prospectors, under the name of "R. J. Lévesque & Fils, Ltée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of \$100 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Trois-Rivières, judicial district of Trois-Rivières.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of May, 1959.

P. FRENETTE,
51008 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11865-59)

Rodal Investment & Development Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of April, 1959, incorporating: Gregory Charlap, Max Slapack, Arthur Shulman, advocates, and

avocats et Marcia Shetzen, secrétaire, fille majeure, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'agents d'immeubles, experts évaluateurs, courtiers d'immeubles, entrepreneurs et constructeurs, et faire le commerce général de biens fonciers, sous le nom de "Rodal Investment & Development Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 40 actions ordinaires de \$100 chacune et 360 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à app. 1, 6655 ave Fielding, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le deux avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51008 P. FRENETTE.

(P.G. 12130-59)

Saturnia Realities Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quinze avril 1959, constituant en corporation: Bernard Sivak, de la ville de Côte St-Luc, Harry Y. Garber, de Westmount, tous deux avocats, Yves Geoffroy, étudiant en droit, Philippe Julien, notaire, tous deux de Montréal, et Ian Watson, étudiant en droit, de Howick, pour les objets suivants:

Transiger les affaires d'une compagnie d'immeubles, sous le nom de "Saturnia Realities Inc.", avec un capital total de \$2,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 1,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51008 P. FRENETTE.

(P.G. 11793-59)

Scope Realities Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatre avril 1959, constituant en corporation: William Sanville Aaron de St-Laurent, David Harry Wood de Westmount et Henri-Wilfrid Laurier de St-Lambert, tous avocats, pour les objets suivants:

Acheter, vendre, échanger ou louer, ou autrement faire le commerce d'immeubles et de propriétés immobilières, sous le nom de "Scope Realities Inc.", avec un capital total de \$5,000, divisé en 500 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 5757 Ave. Decelles, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatre avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51008 P. FRENETTE.

(P.G. 12483-59)

S. Desrosiers Construction Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date

Marcia Shetzen, secretary, spinster of the full age of majority, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as real estate agents, experts, valuers, realty brokers, contractors and builders, and do a general real estate business, under the name of "Rodal Investment & Development Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 40 common shares of \$100 each and 360 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Apt. 1, 6655 Fielding Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of April, 1959.

P. FRENETTE,
51008-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12130-59)

Saturnia Realities Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of April, 1959, incorporating: Bernard Sivak, of the town of Côte St. Luc, Harry Y. Garber, of Westmount, both advocates, Yves Geoffroy, student at law, Philippe Julien, notary, both of Montreal, and Ian Watson, student at law, of Howick, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate company, under the name of "Saturnia Realities Inc.", with a total capital stock of \$2,000, divided into 1,000 common shares of \$1 each and 1,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of April, 1959.

P. FRENETTE,
51008-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11793-59)

Scope Realities Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of April, 1959, incorporating: William Sanville Aaron, of St. Laurent, David Harry Wood, of Westmount, and Henri-Wilfrid Laurier, of St. Lambert, all advocates, for the following purposes:

To buy, sell, exchange, lease or otherwise deal in real estate and immoveable property, under the name of "Scope Realities Inc.", with a total capital stock of \$5,000, divided into 500 common shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 5757 Decelles Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of April, 1959.

P. FRENETTE,
51008-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12483-59)

S. Desrosiers Construction Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-

du vingt-neuf avril 1959, constituant en corporation: Sylvio Desrosiers, constructeur, de Saint-Michel, Roger Derome, entrepreneur-briqueleur, et Henri Lavoie, comptable agréé, tous deux de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de constructeurs et d'entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de "S. Desrosiers Construction Limitée", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions communes d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 7395, 1ère avenue, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51008-o P. FRENETTE.

(P.G. 11961-59)

S. D. Gross Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trois avril 1959, constituant en corporation: Daniel Kingstone, Samuel Godinsky, avocats, et Katherine Ingledew, sténographe, fille majeure, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles et placements, sous le nom de "S. D. Gross Inc.", avec un capital total de \$100,000, divisé en 9,500 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune et 5,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trois avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51008 P. FRENETTE.

(P.G. 12760-59)

Simon Pelletier & Fils Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du onze mai 1959, constituant en corporation: Simon Pelletier, industriel, de St-Michel-du-Squatec, Gérard-F. Lapointe, comptable agréé, de St-Patrice-de-la-Rivière-du-Loup, et Paul-Yvan Marquis, notaire, de Rivière-du-Loup, pour les objets suivants:

Faire affaires comme électriciens et exercer le commerce d'appareils et accessoires électriques, sous le nom de "Simon Pelletier & Fils Ltée", avec un capital total de \$75,000, divisé en 500 actions communes de \$100 chacune et en 250 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Michel-du-Squatec, district judiciaire de Kamouraska.

Daté du bureau du Procureur général, le onze mai 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51008-o P. FRENETTE.

(P.G. 12009-59)

St. Constant Industrial Park Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

ninth day of April, 1959, incorporating: Sylvio Desrosiers, builder, of Saint-Michel, Roger Derome, contractor-bricklayer, and Henri Lavoie, chartered accountant, both of Montreal, for the following purposes:

To carry on a business as builders and general building contractors, under the name of "S. Desrosiers Construction Limitée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at 7395, 1st Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of April, 1959.

P. FRENETTE,
51008 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11961-59)

S. D. Gross Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of April, 1959, incorporating: Daniel Kingstone, Samuel Godinsky, advocates, and Katherine Ingledew, stenographer, spinster of the full age of majority, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and investment company, under the name of "S. D. Gross Inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 9,500 preferred shares having a par value of \$10 each and 5,000 common shares having a par value of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of April, 1959.

P. FRENETTE,
51008-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12760-59)

Simon Pelletier & Fils Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of May 1959, incorporating: Simon Pelletier, industrialist, of St. Michel-du-Squatec, Gérard-F. Lapointe, chartered accountant, of St. Patrice-de-la-Rivière-du-Loup, and Paul-Yvan Marquis, notary, of Rivière-du-Loup, for the following purposes:

To carry on business as electricians and deal in electrical apparatus and appliances, under the name of "Simon Pelletier & Fils Ltée", with a total capital stock of \$75,000, divided into 500 common shares of \$100 each and 250 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Saint-Michel-du-Squatec, judicial district of Kamouraska.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of May, 1959.

P. FRENETTE,
51008 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12009-59)

St. Constant Industrial Park Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have

été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du sept avril 1959, constituant en corporation: Abraham Shuster, avocat, Nathaniel Liebman, notaire, et Carl Rosen, étudiant en droit, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Transiger les affaires d'une compagnie d'immeubles, de développement et construction, sous le nom de "St. Constant Industrial Park Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 500 actions ordinaires de \$10 chacune et 3,500 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le sept Avril, 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51008 P. FRENETTE.

(P.G. 12566-59)

Strathmore Investment Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-neuf avril 1959, constituant en corporation: Allan Colton, fabricant, Abe Arick, courtier d'immeubles, et Manuel Sachs, comptable agréé, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Transiger les affaires d'une compagnie de terrains, développement et construction, sous le nom de "Strathmore Investment Corp.", avec un capital total de \$10,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$1 et 900 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51008 P. FRENETTE.

(P.G. 11663-59)

St-Paul-l'Ermite Land & Development Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-trois mars 1959, constituant en corporation: Isidore Greenbaum, Michael Drazner, avocats, Wacław Siniarski, agent, tous trois de Montréal, Roland Cloutier, boulanger de Ste-Rose, et Léon Giguère, administrateur de Pont-Viau, pour les objets suivants:

Transiger les affaires d'une compagnie d'immeubles et développement, sous le nom de "St-Paul-l'Ermite Land & Development Co. Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-trois mars 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51008 P. FRENETTE.

(P.G. 12614-59)

Teddy Bear Shoes Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date

been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, bearing date the seventh day of April, 1959, incorporating: Abraham Shuster, advocate, Nathaniel Liebman, notary, and Carl Rosen, law student, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, development and construction company, under the name of "St. Constant Industrial Park Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 500 common shares of \$10 each and 3,500 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of April, 1959.

P. FRENETTE,
51008-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12566-59)

Strathmore Investment Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, bearing date the twenty-ninth day of April, 1959, incorporating: Allan Colton, manufacturer, Abe Arick, realtor, and Manuel Sachs, chartered accountant, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a land, development and construction company, under the name of "Strathmore Investment Corp.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 1,000 common shares of \$1 each and 900 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of April, 1959.

P. FRENETTE,
51008-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11663-59)

St-Paul-l'Ermite Land & Development Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, bearing date the twenty-third day of March, 1959, incorporating: Isidore Greenbaum, Michael Drazner, advocates, Wacław Siniarski, agent, all three of Montreal, Roland Cloutier, baker, of Ste. Rose, and Léon Giguère, administrator, of Pont Viau, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and development company, under the name of "St-Paul-l'Ermite Land & Development Co. Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of a par value of \$100 each and 300 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of March, 1959.

P. FRENETTE,
51008-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12614-59)

Teddy Bear Shoes Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, bearing date the sixth day

du six mai 1959, constituant en corporation: Roma Cousineau, de Montréal, Bernard Desjarlais et Albert Ouellette, de Verdun, tous avocats, pour les objets suivants:

Industrie et commerce de chaussures, sous le nom de "Teddy Bear Shoes Limited", avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Verdun, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le six mai 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51008-o P. FRENETTE.

(P.G. 12615-59)

Thetford Bowling Stadium Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du six mai 1959, constituant en corporation: Rivard Labrecque, Claude Roy, commerçants, et J.-Lucien Roy, rentier, tous de Thetford-Mines, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie exploitante de salles de quilles et de jeux de toutes sortes, sous le nom de "Thetford Bowling Stadium Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 300 actions communes de \$100 chacune et en 100 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Thetford-Mines, district judiciaire de Mégantic.

Daté du bureau du Procureur général, le six mai 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51008-o P. FRENETTE.

(P.G. 12783-59)

Tower Development Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du douze mai 1959, constituant en corporation: Reginald D. Tormey, de Montréal, Claude Guérin, de Laval-sur-le-Lac, et Jean Gagnon, de Pierrefonds, tous avocats, pour les objets suivants:

Transiger les affaires d'une compagnie, de terrains, développement et construction, sous le nom de "Tower Development Corporation", avec un capital total de \$5,000, divisé en 50 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 45 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le douze mai 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51008 P. FRENETTE.

(P.G. 12023-59)

The Green Publication Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du neuf avril 1959, constituant en corporation: Farbas A. Homonnay, courtier en assurances,

of May, 1959, incorporating: Roma Cousineau, of Montreal, Bernard Desjarlais and Albert Ouellette, of Verdun, all advocates, for the following purposes:

To carry on the business of and deal in footwear, under the name of "Teddy Bear Shoes Limited", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of a par value of \$10 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Verdun, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of May, 1959.

P. FRENETTE,
51008 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12615-59)

Thetford Bowling Stadium Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of May, 1959, incorporating: Rivard Labrecque, Claude Roy, dealers, and J.-Lucien Roy, annuitant, all of Thetford-Mines, for the following purposes:

To carry on business as a company for the purposes of operating bowling alleys and gaming rooms of all kinds, under the name of "Thetford Bowling Stadium Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 300 common shares of \$100 each and 100 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Thetford Mines, judicial district of Megantic.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of May, 1959.

P. FRENETTE,
51008 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12783-59)

Tower Development Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of May, 1959, incorporating: Reginald D. Tormey, of Montreal, Claude Guérin, of Laval-sur-le-Lac, and Jean Gagnon, of Pierrefonds, all lawyers, for the following purposes:

To carry on the business of a land, development and construction company, under the name of "Tower Development Corporation", with a total capital stock of \$5,000, divided into 50 common shares of a par value of \$10 each and 45 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of May, 1959.

P. FRENETTE,
51008-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12023-59)

The Green Publication Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of April, 1959, incorporating: Farkas A. Homonnay, insurance broker, Nina Homonnay,

Nina Homonnay, marchande publique, femme séparée de biens dudit Farkas A. Homonnay et Eleanor de la Motte, épouse divorcée et non-remariée de Jack Edward de la Motte, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer, en général, l'industrie et le commerce d'agents de publicité et exercer l'industrie de polycopistes, imprimeurs, éditeurs, graveurs, dessinateurs et libraires, sous le nom de "The Green Publication Inc.", avec un capital total de \$30,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et 100 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 5238 Chemin de la Reine Marie, apt. 3, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le neuf avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51008 P. FRENETTE.

public merchant, wife separate as to property of the said Farkas A. Homonnay, and Eleanor de la Motte, public merchant, divorced and unmarried wife of Jack Edward de la Motte, all three of Montreal, for the following purposes:

Generally to exercise the trade and commerce of publicity agent and to exercise the trade of multigraphers, printers, editors, engravers, draftsmen and booksellers, under the name of "The Green Publication Inc.", with a total capital stock of \$30,000, divided into 200 common shares of \$100 each and 100 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 5238 Queen Mary Road, Apt. 3, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of April, 1959.

P. FRENETTE,
51008-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12191-59)

Vogue Silks & Draperies Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix avril 1959, constituant en corporation: Percy Libenstein, James Libenstein, marchands, Philip Shrague Garonce et Hyman Laddie Schnaiberg, avocats, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer tous ou aucuns des commerces de marchands de vêtements, tailleurs, drapiers, bonnetiers, modistes, costumiers, chapeliers, gantiers, fourreurs, marchands de soies, tapis, coton, drap, dentelles et articles vestimentaires, ou manufacturiers ou importateurs, sous le nom de "Vogue Silks & Draperies Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51008 P. FRENETTE.

(A.G. 12191-59)

Vogue Silks & Draperies Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of April, 1959, incorporating: Percy Libenstein, James Libenstein, merchants, Philip Shrague Garonce and Hyman Laddie Schnaiberg, advocates, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on all or any of the business of clothiers, tailors, drapers, hosiers, milliners, costumiers, hatters, glovers, furriers, silks, carpets, cotton, cloth and lace merchants, wearing apparel merchants, or manufacturers or importers, under the name of "Vogue Silks & Draperies Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of April, 1959.

P. FRENETTE,
51008-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10988-59)

Volume Development Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du neuf avril 1959, constituant en corporation: Abraham Shuster, avocat, Nathaniel Liebman, notaire et Carl Rosen, étudiant en droit, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Transiger les affaires d'une compagnie d'immeubles et de développement, sous le nom de "Volume Development Corp.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 500 actions ordinaires de \$10 chacune et 3,500 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le neuf avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51008 P. FRENETTE.

(A.G. 10988-59)

Volume Development Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of April, 1959, incorporating: Abraham Shuster, advocate, Nathaniel Liebman, notary, and Carl Rosen, law student, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and development company, under the name of "Volume Development Corp.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 500 common shares of \$10 each and 3,500 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of April, 1959.

P. FRENETTE,
51008-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12476-59)

Willowby's Cameras (1959) Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-quatre avril 1959, constituant en corporation: Edward H. Bernfeld, Max Bernfeld, conseil en loi de la Reine et Jack B. Bobrove, tous avocats de Montréal, pour les objets suivants:

Fabriquer et autrement exercer le commerce d'appareils photographiques et, en général de dispositifs, attachements et accessoires de photographie de toute sorte et description, sous le nom de "Willowby's Cameras (1959) Ltd.", avec un capital total de \$10,000, divisé en 500 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 500 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-quatre avril, 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,

51008

P. FRENETTE.

(A.G. 12476-59)

Willowby's Cameras (1959) Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fourth day of April, 1959, incorporating: Edward H. Bernfeld, Max Bernfeld, Queen's Counsel, and Jack B. Bobrove, all advocates, of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and otherwise deal in photographic apparatus and general photographic appliances, attachments and supplies of every kind and description, under the name of "Willowby's Cameras (1959) Ltd.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 500 common shares of a par value of \$10 each and 500 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fourth day of April, 1959.

P. FRENETTE,

51008-o

Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12201-59)

Zikron Enterprises Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du neuf avril, 1959, constituant en corporation: John J. Wasserman, de Westmount, Harold S. Freeman, Irving Halperin, Daniel Morris et Wolfe Friedman, tous quatre de Montréal, tous avocats, pour les objets suivants:

Transiger les affaires d'une compagnie d'immeubles, développement et construction, sous le nom de "Zikron Enterprises Ltd.", avec un capital actions divisé en 2,000 actions ordinaires sans valeur nominale ou au pair, et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations sera de \$10,000.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le neuf avril 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,

51008

P. FRENETTE.

(A.G. 12201-59)

Zikron Enterprises Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of April, 1959, incorporating: John J. Wasserman, of Westmount, Harold S. Freeman, Irving Halperin, Daniel Morris and Wolfe Friedman, all four of Montreal, all advocates, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, development and construction company, under the name of "Zikron Enterprises Ltd.", with a capital stock divided into 2,000 common shares without nominal or par value, and the amount with which the company will commence its operations will be \$10,000.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of April, 1959.

P. FRENETTE,

51008-o

Acting Deputy Attorney General.

Action en séparation de biens

Action for separation as to property

Canada, Province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, N° 477,990. Dame Rachel Perreault, épouse de Roland Paradis, garagiste, domiciliée au N° 6145 est Boulevard Gouin, dans les cité et district de Montréal, province de Québec.

A formé contre son mari, une demande en séparation de biens, à Montréal, le 23 juin 1959.

Les Procureurs de la demanderesse,

GERVAIS, GUÉRIN,
BOISCLAIR & MORIN.

51026-o

Canada, Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 477,990. Dame Rachel Perreault, wife of Roland Paradis, garage-keeper, domiciled at No. 6145 Gouin Boulevard, East, in the city and district of Montreal, Province of Quebec.

Has instituted against her husband an action in separation as to property, at Montreal, June 23, 1959.

GERVAIS, GUÉRIN,
BOISCLAIR & MORIN,
Attorneys for the plaintiff.

51026

Avis divers

AVIS DE CONSTITUTION
D'UNE COMPAGNIE D'ASSURANCE

Avis est, par les présentes, donné que les soussignés Georges Tanguay, 3500, de la Montagne, Montréal, P.Q., courtier d'assurances; Paul Tanguay, 137, rue Putney, St-Lambert, P.Q., courtier d'assurances; Paul Galipeau, 1312, rue St-Viateur, Outremont, P.Q., courtier d'assurances; Maurice Tanguay, 125, rue Daigneault, Chambly, P.Q., courtier d'assurances; Henri Chartrand, 4458, rue Christophe-Colomb, Montréal, P.Q., administrateur; Cyrille Larue, 172, boulevard Quinn, Longueuil, P.Q., administrateur; Gérard Hébert, 2825, rue Beauclerk, Montréal, P.Q., comptable ont l'intention de présenter au Lieutenant-gouverneur en conseil une requête ayant pour objet de les constituer en compagnie d'assurance conformément aux dispositions des articles 2 et suivants de la Loi des assurances (chapitre 299, S.R.Q. 1941), sous le nom de "La Citadelle Compagnie d'Assurances Générales — The Citadel General Insurance Company", dont le siège social sera dans la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal, ayant un capital-actions de cinq cent mille dollars (\$500,000.00) divisé en cinq mille (5,000) actions d'une valeur au pair de cent dollars (\$100.00) chacune et ayant les pouvoirs de réaliser des opérations d'assurance et de réassurance relatives aux catégories suivantes: contre les accidents d'automobiles, d'aviation, contre le vol avec ou sans effraction, de crédit, contre les explosions, contre l'incendie, contre le faux, de garantie, contre la grêle, industrielle, responsabilité civile, navigation intérieure, transport, maritime océanique, contre le bris de glace (plate glass), contre la maladie, contre les défauts d'extincteurs automatiques, sur les chaudières à vapeur, contre les cyclones, les intempéries, ou tout autre genre d'assurance ou de réassurance, excepté l'assurance-vie.

Donné à Montréal, ce neuvième jour de juin, 1959.

Signature des requérants,
GEORGES TANGUAY,
PAUL TANGUAY,
PAUL GALIPEAU,
MAURICE TANGUAY,
HENRI CHARTRAND,
CYRILLE LARUE,
GÉRARD HÉBERT.

50939-27-4-o

(Sec. P. 432-59)

AVIS D'AUTORISATION

(Loi des Compagnies minières de Québec)

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Tri-Cor Mining Company Limited", a été autorisée à vendre ou autrement aliéner dans la province de Québec, ses actions, titres, certificats-actions, obligations et autres valeurs.

Le siège social dans la province sera établi à suite 106, Hôtel Bourlamaque, Bourlamaque, district judiciaire d'Abitibi.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures exercées contre elle est M. Gérard Paquette, de ladite ville Bourlamaque.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, ce 14e jour de juillet 1959.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

51008

Miscellaneous Notices

NOTICE OF FORMATION OF
AN INSURANCE COMPANY

Notice is hereby given that the undersigned Georges Tanguay, 3500 de la Montagne, Montreal, Que., insurance broker; Paul Tanguay, 137, Putney Street, St. Lambert, Que., insurance broker; Paul Galipeau, 1312, St. Viateur Street, Outremont, Que., insurance broker; Maurice Tanguay, 125, Daigneault Street, Chambly, Que., insurance broker; Henri Chartrand, 4458, Christophe-Colomb Street, Montreal, Que., administrator; Cyrille Larue, 172, Quinn Blvd., Longueuil, Que., administrator; Gérard Hébert, 2825, Beauclerk Street, Montreal, Que., accountant intend to present to the Lieutenant-Governor in council a petition for the purpose of constituting them into an insurance company in accordance with the provisions of sections 2 and following of the Quebec Insurance Act (chapter 299, R.S.Q., 1941), under the name of "The Citadel General Insurance Company — La Citadelle Compagnie d'Assurances Générales", with head office in the city of Montreal, judicial district of Montreal, and a share capital of five hundred thousand dollars (\$500,000.00) divided up into five thousand (5,000) shares of a par value of one hundred dollars (\$100.00) each and with the powers to transact the following classes of insurance and reinsurance: automobile accidents, aviation, burglary with or without forcible entry, credit, explosion, fire, forgery, guarantee, hail, industrial, public liability, inland marine, ocean marine, cargo, plate glass, sickness, sprinkler leakage, boilers, cyclones, tornadoes and all other classes of insurance or reinsurance, other than life.

Given at Montreal, this ninth day of June, 1959.

Signature of petitioners,
GEORGES TANGUAY,
PAUL TANGUAY,
PAUL GALIPEAU,
MAURICE TANGUAY,
HENRI CHARTRAND,
CYRILLE LARUE,
GÉRARD HÉBERT.

50939-27-4-o

(P. Sec. 432-59)

NOTICE OF AUTHORIZATION

(Quebec Mining Companies' Act)

Notice is hereby given that "Tri-Cor Mining Company Limited" has been authorized to sell or otherwise alienate in the Province of Quebec its shares, stocks, stock-certificates, debentures and other securities.

The head office of the Province is to be established at Suite 106, Bourlamaque Hotel, Bourlamaque, in the judicial district of Abitibi.

Its chief agent for the purpose of receiving service in proceedings against it is Mr. Gérard Paquette, of the said town of Bourlamaque.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 14th day of July, 1959.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

51008-o

(Sec. P. 418-59)

AVIS D'AUTORISATION

(Loi des Compagnies minières de Québec)

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Fab Metal Mines Limited" (No Personal Liability) a été autorisée à vendre ou autrement aliéner dans la province de Québec, ses actions, titres, certificats-actions, obligations et autres valeurs.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures exercées contre elle, est M. Raymond Caron, de la cité de Montréal.

Le siège social dans la province, sera établi à la place d'affaires de sondit agent principal, à savoir: 620 rue Cathcart en lesdits district judiciaire et cité de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, ce 14e jour de juillet 1959.

Le Sous-secrétaire de la province,
51008 RAYMOND DOUVILLE.

Province de Québec

VILLE DE BAIE D'URFÉE

Avis public est, par les présentes, donné que la ville de Baie d'Urfée s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil, pour lettres patentes amendant sa charte (1 George V (2ième session) chapitre 67, modifiée par 2-3 Elizabeth II, chapitre 111) sur les matières suivantes:

Changer l'orthographe de "Ville de Baie d'Urfée" à "Ville de Baie d'Urfé" et pour d'autres fins.

Donné à Baie d'Urfée, ce 9e jour de juillet mil neuf cent cinquante-neuf.

Le Secrétaire-trésorier,
51010-29-4-o E. M. PILKEY.

(P. Sec. 418-59)

NOTICE OF AUTHORIZATION

(Quebec Mining Companies' Act)

Notice is hereby given that the company "Fab Metal Mines Limited" (No Personal Liability) has been authorized to sell or otherwise alienate in the Province of Quebec its shares, stocks, stock-certificates, debentures and other securities.

Its chief agent for the purpose of receiving service in proceedings against it is Mr. Raymond Caron, of the city of Montreal.

The head office in the Province is to be established at the place of business of its said chief agent, to wit: 620 Cathcart Street, in the said city and judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 14th day of July, 1959.

RAYMOND DOUVILLE,
51008-o Assistant Secretary of the Province.

Province of Quebec

TOWN OF BAIE D'URFÉE

Public notice is hereby given that the town of Baie d'Urfée will apply to the Lieutenant-Governor in Council, to secure letters patent amending the charter of the town (1 George V (2nd session) chapter 67, as amended by 2-3 Elizabeth II, chapter 111) as follows:

To amend the spelling of the "Town of Baie d'Urfée" to the "Town of Baie d'Urfé" and for other purposes.

Given at Baie d'Urfée, this 9th day of July, one thousand nine hundred and fifty-nine.

E. M. PILKEY,
51010-29-4-o Secretary-Treasurer.

(P.G. 11919-56)

CHAIKIN ENTERPRISES INC.

Règlement numéro 26

Qu'il soit décrété et il est, par les présentes, décrété comme un règlement de "Chaikin Enterprises Inc.", ce qui suit:

1° Que le nombre des directeurs de la compagnie soit et il est, par les présentes, augmenté de trois à quatre, de manière que le bureau de direction de la compagnie soit dorénavant composé de quatre directeurs;

2° Tous règlements, résolutions et procédures antérieurs de la compagnie, incompatibles à icelui, sont, par les présentes, amendés, modifiés et révisés de manière à donner effet à ce règlement.

Copie véritable certifiée du règlement numéro 26 de "Chaikin Enterprises Inc.", qui a été dûment décrété à une assemblée du bureau de direction de la compagnie, dûment tenue le 15e jour de décembre 1958, et a été confirmé subséquemment par le vote unanime de tous les actionnaires de la compagnie présents à une assemblée générale spéciale des actionnaires tenue le 15e jour de décembre 1958.

Daté ce 15e jour de décembre 1958.

CHAIKIN ENTERPRISES INC.,
(Seau) Le Secrétaire,
51011 JOHN CHAIKIN.

(A.G. 11919-56)

CHAIKIN ENTERPRISES INC.

By-law number 26

Be it enacted and it is hereby enacted as a by-law of "Chaikin Enterprises Inc.", as follows:

1. The number of directors of the company be and the same is hereby increased from three to four so that the board of directors of the company shall hereafter be composed of four directors;

2. All prior by-laws, resolutions and proceedings of the company inconsistent herewith are hereby amended, modified and revised in order to give effect to this by-law.

Certified to be a true copy of by-law number 26 of "Chaikin Enterprises Inc.", which was duly enacted at a meeting of the board of directors of the company duly held on the 15th day of December, 1958 and was subsequently confirmed by the unanimous vote of all the shareholders of the company present at a special general meeting of the shareholders held on the 15th day of December, 1958.

Dated this 15th day of December, 1958.

CHAIKIN ENTERPRISES INC.,
(Seal) JOHN CHAIKIN,
51011-o Secretary.

(P.G. 12502-57)

ELDORADO CONSTRUCTION CORP.

Règlement numéro XXIII

Que le nombre des directeurs de la compagnie soit augmenté de quatre à six.

Montréal, 11 juin 1959.

(Sceau)

51012

Le Secrétaire,

(Signé) LEON WILDSTEIN.

(A.G. 12502-57)

ELDORADO CONSTRUCTION CORP.

By-law number XXIII

That the number of directors of the company is hereby increased from four to six.

Montreal, June 11th, 1959.

(Seal)

51012-o

(Signed) LEON WILDSTEIN,

Secretary.

Avis est donné par les présentes que le "Cercle Sportif Beauvillage Inc.", ayant son siège social à St-Étienne, comté de Lévis, a changé son nom en date du 12 juin 1959 en celui de l'O.T.J. de St-Étienne de Lauzon Inc.

Signé à St-Étienne, le 20 juin 1959.

51013-o

Le Secrétaire-trésorier,
J.-MARC ROUSSEAU.

Notice is given by these presents that the "Cercle Sportif Beauvillage Inc.", having its head office at St-Étienne, county of Lévis, has changed its name on June 12th, 1959, into that of the "O. T. J. de St-Étienne de Lauzon Inc."

Signed at St-Étienne, June 20, 1959.

51013

J.-MARC ROUSSEAU,
Secretary-Treasurer.

AVIS

(Loi des Syndicats Professionnels)

La formation d'une association sous le nom de "The Association of Employees of Boyd's Lachute Express Limited", pour l'étude, la défense et l'avancement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la province, le vingt-six juin 1959.

Le siège social dudit syndicat professionnel est à Lachute, district judiciaire de Terrebonne.

51014

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

NOTICE

(Professional Syndicates Act)

The formation of an association under the name of "The Association of Employees of Boyd's Lachute Express Limited", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on June twenty-sixth, 1959.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Lachute, judicial district of Terrebonne.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant-Secretary of the Province.

(P.G. 2362-45)

ST. MARGARET'S HOME

Règlement N° 25

"Qu'il soit décrété et il est, par les présentes, décrété comme un règlement de "St. Margaret's Home" (ici nommée la "Corporation") ce qui suit:

1° Que le nombre des directeurs de la corporation soit et il est, par les présentes, augmenté de cinq à sept, de manière que le bureau de direction de la corporation soit dorénavant composé de sept directeurs.

2° Tous règlements, résolutions et procédures antérieures de la corporation, incompatibles à icelui, sont par les présentes, amendés, modifiés et révisés pour donner effet à ce règlement."

Copie véritable certifiée, ce 10e jour de juin 1959.

51015

Le Secrétaire,
G. B. CRANSTOUN.

(A.G. 2362-45)

ST. MARGARET'S HOME

By-law No. 25

"Be it enacted and it is hereby enacted as a by-law of "St. Margaret's Home" (herein called the "Corporation") as follows:

1. The number of directors of the corporation be and the same is hereby increased from five to seven so that the board of directors of the corporation shall hereafter be composed of seven directors.

2. All prior by-laws, resolutions and proceedings of the corporation inconsistent herewith are hereby amended, modified and revised in order to give effect to this by-law."

Certified a true copy, this 10th day of June, 1959.

51015-o

G. B. CRANSTOUN,
Secretary.

(Sec. P. 152-59)

Avis est donné que, sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, l'honorable Secrétaire de la province a, le vingt-six mai 1959, approuvé les règlements de "L'Association Sportive du Rang St-Ange, Inc.", tels qu'adoptés à l'assemblée générale tenue le 20 janvier 1959, conformément aux dispositions de l'article 8 de la Loi des clubs de récréation et de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le vingt-huit mai 1959.

51016-o

Le Sous-secrétaire de la province,
JEAN BRUCHÉSI.

(P. Sec. 152-59)

Notice is given that, upon the recommendation of the Deputy Attorney General, the Honourable the Provincial Secretary, on the twenty-sixth day of May, 1959, approved the by-laws of "L'Association Sportive du Rang St-Ange, Inc.", as adopted at a general meeting held January 20, 1959, pursuant to the provisions of section 8 of the Amusement Clubs Act and section 225 of the Quebec Companies' Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, the twenty-eighth day of May, 1959.

51016

JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

(P.G. 11170-58)

VAL ROYAL LAKE RESORT DEVELOPMENT CORP.

Extrait des minutes d'une assemblée des directeurs de "Val Royal Lake Resort Development Corp.", tenue à Montréal, le 27 mai 1959, concernant une diminution du nombre de directeurs de quatre à trois:

"Il a été proposé, secondé et résolu à l'unanimité que le paragraphe (a) du règlement N° III de la compagnie soit et il est, par les présentes, amendé pour diminuer à trois, le nombre des directeurs, ledit paragraphe amendé se lisant maintenant comme suit:

"(a) Les affaires de la compagnie seront administrées par un bureau de trois directeurs, chacun d'entre eux au temps de son élection, et durant le terme de sa fonction sera un actionnaire de la compagnie, au montant d'au moins une action et n'aura pas d'arrérages respectivement à tous appels sur icelle."

Copie véritable d'une résolution adoptée à l'unanimité par tous les directeurs présents à une assemblée dûment tenue le 27 mai 1959, et confirmée et ratifiée à l'unanimité par tous les actionnaires de la compagnie, à une assemblée dûment tenue le même jour.

Montréal, 1er juin 1959.

Le Secrétaire-trésorier,
GABRIEL DE CSEPEL.

51027

(A.G. 11170-58)

VAL ROYAL LAKE RESORT DEVELOPMENT CORP.

Extract of the minutes of a meeting of directors of "Val Royal Lake Resort Development Corp.", held at Montreal on May 27, 1959, concerning a decrease in the number of directors from four to three:

"It is moved, seconded and unanimously resolved that paragraph (a) of by-law No. III of the company be and is hereby amended to reduce the directors to three, said amended paragraph now reading as follows:

"(a) The affairs of the company shall be managed by a board of three directors, each of whom at the time of his election, and throughout the term of his office shall be a shareholder in the company, to the amount of at least one share and not in arrears in respect of any call thereon."

True copy of a resolution adopted unanimously by all the directors present at a meeting duly held on May 27, 1959, and confirmed and ratified unanimously by all the shareholders of the company, at a meeting duly held on the same day.

Montreal, June 1st, 1959.

GABRIEL DE CSEPEL,
Secretary-Treasurer.

51027-o

(P.G. 11727-58)

Avis est donné que, sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, j'ai, le vingt-cinq juin 1959, approuvé les règlements généraux de "Les Loisirs de Haute-riève Inc.", et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec.

Donné à mon bureau, à Québec, le trente juin 1959.

Le Secrétaire de la province,
YVES PRÉVOST.

51028-o

(A.G. 11727-58)

Notice is given that, upon the recommendation of the Deputy Attorney General, I have approved the general by-laws of "Les Loisirs de Haute-riève Inc.", on the twenty-fifth day of June, 1959, pursuant to the provisions of section 225 of the Quebec Companies' Act.

Given at my office, at Québec, the thirtieth day of June, 1959.

YVES PRÉVOST,
Provincial Secretary.

51028

AVIS DE CHANGEMENT DE NOM

(Loi des syndicats professionnels)

Avis est donné que, le huit juillet 1959, l'honorable Secrétaire de la province a autorisé le changement de nom de "L'Association Canadienne des Artistes de Variété", dont la formation a été autorisée le 19 décembre 1952, et dont le siège social est situé à Montréal, en celui de "Guilde Canadienne des Artistes de Variété", et ce, conformément aux dispositions de l'article 7 de la Loi des syndicats professionnels, R.S.Q. 1941, chapitre 162.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le treize juillet 1959.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

51048-o

NOTICE OF CHANGE OF NAME

(Professional Syndicates' Act)

Notice is given that, on July eighth, 1959, the Honourable the Provincial Secretary, has authorized the change of name of "L'Association Canadienne des Artistes de Variété", the formation of which was authorized on December 19, 1952, and whose head office is situated at Montreal, into that of "Guilde Canadienne des Artistes de Variété", and such pursuant to the provisions of section 7 of the Professional Syndicates' Act, R.S.Q. 1941, chapter 162.

Given at the office of the Provincial Secretary, on July thirteenth, 1959.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

51048

(P.G. 12936-56)

CANADIAN HOECHST LIMITED

Règlement spécial "E"

Augmentant le nombre des directeurs de six à sept.

Un conseil de sept (7) administrateurs sera élu annuellement et chaque administrateur sera le détenteur d'au moins une action du capital-actions de la compagnie.

Règlement édicté par les directeurs de la compagnie le 7 mai 1959 et sanctionné par tous les

(A.G. 12936-56)

CANADIAN HOECHST LIMITED

Special by-law "E"

Increasing the number of directors from six to seven.

A board of seven (7) directors shall be elected annually and each director shall be the owner of at least one share of the capital stock of the company.

By-law enacted by all the directors of the company on May 7th, 1959 and confirmed by

actionnaires le 14 mai 1959. Tous les directeurs et actionnaires étaient présents aux assemblées.

Certifiée copie conforme.

Montréal, Qué., 23 mai 1959.

(Sceau)
51049-o

Le Secrétaire,
B. SCHRODER.

(P.G. 13568-58)

SOCIÉTÉ D'EXPANSION MÉTROPOLITAINE LTÉE

Règlement N° 70

Qu'il soit décrété et il est, par les présentes, décrété comme un règlement de "Société d'Expansion Métropolitaine Ltée" (ici nommée la "Compagnie") ce qui suit:

1° Que le nombre des directeurs de la compagnie soit et il est, par les présentes, augmenté de trois à sept, de manière que le bureau de direction de la compagnie soit dorénavant composé de sept directeurs.

2° Quatre directeurs formeront quorum à toute assemblée du bureau de direction.

3° Tous règlements, résolutions et procédures antérieurs de la compagnie, incompatibles à icelui, sont par les présentes, amendés, modifiés et révisés pour donner effet à ce règlement.

Le soussigné, Secrétaire de "Société d'Expansion Métropolitaine Ltée", certifie, par les présentes, que le précédent règlement a été dûment décrété par les directeurs de la compagnie, le 17e jour de novembre 1958, et que ledit règlement a été sanctionné par le vote unanime de tous les actionnaires de la compagnie à une assemblée générale spéciale dûment convoquée et tenue aux fins de le considérer, ledit 17e jour de novembre 1958, et qu'à ladite assemblée générale spéciale des actionnaires, toutes les actions émises et en cours du capital-actions de la compagnie étaient représentées en personne ou par procuration.

(Sceau)
51050

Le Secrétaire,
ROBERT J. FORSTER.

(P.G. 10742-59)

FOUR-THIRTEEN CORP.

Un règlement pour augmenter le nombre des directeurs de la compagnie ci-dessus de trois à quatre.

Qu'il soit décrété et il est, par les présentes, décrété comme un règlement de "Four-Thirteen Corp." (ici nommée la compagnie) ce qui suit:

1° Que le nombre des directeurs de la compagnie soit et il est, par les présentes augmenté de trois à quatre de manière à ce que le bureau de direction de la compagnie soit composé dorénavant de quatre directeurs.

2° Trois directeurs formeront quorum à toute assemblée du bureau de direction.

3° Tous les règlements, résolutions et procédures antérieurs de la compagnie incompatibles à icelui sont, par les présentes, amendés, modifiés et révisés pour donner effet à ce règlement.

Decrété ce 29e jour de juin 1959.

Témoin: Le sceau corporatif de la compagnie.
Copie conforme certifiée. Le Secrétaire,
51058 I. L. ADESSKY.

(P.G. 4224-50)

WAI SANG LAUNDRY INCORPORATED

Règlement N° XXIII

Attendu qu'il est jugé opportun aux meilleurs intérêts de la compagnie que le nombre des

all the shareholders on May 14th, 1959. All the directors and shareholders were present at the meetings.

Certified true copy.

Montreal, Que., May 23rd, 1959.

51049-o

B. SCHRODER,
Secretary.

(A.G. 13568-58)

SOCIÉTÉ D'EXPANSION MÉTROPOLITAINE LTÉE

By-law No. 70

Be it enacted and it is hereby enacted as a by-law of "Société d'Expansion Métropolitaine Ltée" (herein called the "Company") as follows:

1. The number of directors of the company be and the same is hereby increased from three to seven so that the board of directors of the company shall hereafter be composed of seven directors.

2. Four directors shall constitute a quorum at any meeting of the board of directors.

3. All prior by-laws, resolutions and proceedings of the company inconsistent herewith are hereby amended, modified and revised in order to give effect to this by-law.

The undersigned, Secretary of "Société d'Expansion Métropolitaine Ltée", hereby certifies that the foregoing by-law was duly enacted by the directors of the company on the 17th day of November, 1958, and that the said by-law was sanctioned by the unanimous vote of all of the shareholders of the company at a Special General Meeting duly called and held for the purpose of considering same on the said 17th day of November, 1958, and that there were present in person or by proxy at the said Special General meeting of shareholders all of the issued and outstanding shares of the capital stock of the company.

(Seal)
51050-o

ROBERT J. FORSTER,
Secretary.

(A.G. 10742-59)

FOUR-THIRTEEN CORP.

A by-law to increase the number of directors of the above company from three to four.

"Be it enacted and it is hereby enacted as a by-law of "Four-Thirteen Corp." (herein called the company) as follows:

1. The number of directors of the company be and the same is hereby increased from three to four so that the board of directors of the company shall hereafter be composed of four directors.

2. Three directors shall constitute a quorum at any meeting of the board of directors.

3. All prior by-laws, resolutions and proceedings of the company inconsistent herewith are hereby amended, modified and revised in order to give effect to this by-law."

Enacted this 29th day of June, 1959.

Witness the corporate seal of the company.
Certified a true copy. I. L. ADESSKY,
51058-o Secretary.

(A.G. 4224-50)

WAI SANG LAUNDRY INCORPORATED

By-law No. XXIII

"Whereas it is deemed appropriate in the best interests of the company that the number of

directeurs soit diminué de cinq (5) à trois (3);

En conséquence, qu'il soit et il est, par les présentes, décrété comme le règlement N° XXIII de la compagnie que:

1° Le règlement N° II de la compagnie soit amendé en remplaçant son premier paragraphe par le suivant:

Les affaires de la compagnie seront administrées par un bureau de direction de trois (3) directeurs, chacun desquels, pendant la durée de sa fonction, détiendra au moins une (1) action du capital-actions de la compagnie absolument en son propre nom et n'aura pas d'arriérés relativement à tous appels sur icelle.

2° Le règlement N° V de la compagnie soit amendé en remplaçant son dernier paragraphe par le suivant:

Une majorité des directeurs présents en personne formeront quorum pour la transaction des affaires.

Vraie copie certifiée du règlement N° XXIII de "Wai Sang Laundry Incorporated" décrété par les directeurs le 3 juin 1959 et ratifié à l'unanimité à une assemblée générale spéciale des actionnaires tenue le même jour.

Le Secrétaire,
NG WAT TOON.

51059

(P.G. 10705-58)

GEORGES BENOIT, LTÉE

Règlement N° 7

"Qu'il soit et il est par les présentes décrété ce qui suit:

Que le nombre de directeurs de "Georges Benoit, Ltée", soit et il est par les présentes réduit de quatre (4) à trois (3) et que l'article 4 du règlement N° 1 de la compagnie soit et il est par les présentes de nouveau modifié en conséquence."

Certifié copie conforme du règlement N° 7 de "Georges Benoit, Ltée" adopté par le bureau de direction le 16 mai 1959 et sanctionné par au moins les deux tiers en valeur des actionnaires à une assemblée générale spéciale des actionnaires de la compagnie dûment convoquée pour en délibérer et tenue le même jour.

Le Secrétaire,
RENÉ-L. MÉNARD.

51060-o

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Magasin Co-op de St-Raphaël", en date du 15 juin 1959, dont le siège social est situé à Saint-Raphaël, comté de Bellechasse, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la province.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le quatorze juillet 1959.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

51061-o

Règlement N° 56

Un règlement concernant la distribution de l'actif de "455 Craig St. West Corp."

1° Attendu que la compagnie a cessé d'exercer son commerce, sauf aux fins de liquidation de ses affaires;

2° Attendu que la compagnie n'a pas de dettes ou obligations, en conséquence, qu'il soit décrété

the directors be decreased from five (5) to three (3);

Now therefor, be it and it is hereby enacted as by-law No. XXIII of the company that:

1. By-law No. II of the company be amended by replacing the first paragraph thereof by the following:

"The affairs of the company shall be managed by a board of three (3) directors, each of whom, during his tenure of office, shall hold at least one (1) share in the capital stock of the company absolutely in his own right and shall not be in arrears in respect of any calls thereon."

2. By-law No. V of the company be amended by replacing the last paragraph thereof by the following:

"A majority of the directors present in person shall form a quorum for the transaction of business."

Certified a true copy of by-law No. XXIII of "Wai Sang Laundry Incorporated" enacted by the directors on June 3, 1959 and ratified unanimously at a special general meeting of shareholders held on the same day.

NG WAT TOON,
Secretary.

51059-o

(A.G. 10705-58)

GEORGES BENOIT, LTÉE

By-law No. 7

"Be it enacted and it is hereby enacted as follows:

That the number of directors of "Georges Benoit, Ltée", be and it is hereby decreased from four (4) to three (3) and that article 4 of company's by-law No. 1 be and it is hereby once again modified accordingly."

Certified true copy of by-law No. 7 of "Georges Benoit, Ltée" adopted by the board of directors May 16, 1959 and confirmed by at least two thirds in value of the shareholders at a special general meeting of shareholders of the company duly called for consideration thereof and held the same day.

RENÉ-L. MÉNARD,
Secretary.

51060

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Magasin Co-op de St-Raphaël", under date June 15, 1959, whereof the head office is at Saint-Raphaël, county of Bellechasse, and that the said document has been filed in the archives of the Department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this fourteenth day of July, 1959.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

51061

By-Law No. 56

Being a by-law respecting the distribution of the assets of "455 Craig St. West Corp."

1. Whereas the company has ceased to carry on business except for the purpose of winding up its affairs;

2. Whereas the company has no debts or obligations;

comme un règlement de "455 Craig St. West Corp." que:

I. La compagnie soit et est, par les présentes, autorisée à disposer de ses biens, distribuer son actif au pro rata entre ses actionnaires et procéder subséquemment à sa dissolution par voie de procès-verbal d'abandon de charte en vertu de l'article 26 de la Loi des compagnies de Québec.

II. Les directeurs et officiers sont, par les présentes, autorisés et dirigés à faire, signer et exécuter toutes choses, actes et documents nécessaires ou opportuns à la bonne exécution du précédent.

Décerné ce sixième jour de juillet 1959.

Le Président,
ROY ROBERTSON.
Le Secrétaire,
H. J. LITWIN.

51062

Therefore be in enacted as a By-law of "455 Craig St. West Corp." that:

I. The company be and is hereby authorized to dispose of its property, distribute its assets rateably among its shareholders and subsequently to proceed to dissolution by way of Surrender of Charter proceedings under Section 26 of the Quebec Companies' Act.

II. The Directors and Officers are hereby authorized and directed to do, sign and execute all things, deeds and documents necessary or desirable for the due carrying out of the foregoing.

Enacted this sixth day of July 1959.

ROY ROBERTSON,
President.
H. J. LITWIN,
Secretary.

51062-o

Chartes — Abandon de

Avis est par les présentes donné que "Creative Fur Co.", s'adressera au Procureur général et au Ministre des Affaires Municipales de l'Industrie et du Commerce pour permission d'abandonner sa charte.

Montréal, le 4 mars 1959.

Le Procureur de CREATIVE FUR CO.,
PHILIP S. GARONCE.
1449 rue St. Alexandre, Montréal. 51017-o

AVIS

Prenez avis que la compagnie "Bergeron & Duhamel Incorporée" demandera au Procureur général, la permission d'abandonner sa charte.

Le Procureur de la compagnie,
GUY J. COUPAL.
51018-o

TOGMASTER INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Togmaster Inc.", constituée en vertu de la Loi des compagnies de Québec et ayant son siège social en la cité de Montréal, demandera au Procureur général de la province de Québec la permission d'abandonner sa charte en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Daté à Montréal, ce 9e jour de juillet 1959.

Les Procureurs de TOGMASTER INC.,
LIVERMAN, BRISKIN & YANOFKY.
1450 City Councillors, suite 950,
Montréal, Québec. 51029

WEST END HOLDINGS CORPORATION

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "West End Holdings Corporation", constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies de Québec et ayant son siège social en la cité de Montréal, demandera au Procureur général de la province de Québec la permission d'abandonner sa charte en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Daté à Montréal, ce 10e jour de juillet 1959.

Les Procureurs de
WEST END HOLDINGS CORPORATION,
LIVERMAN, BRISKIN
& YANOFKY.
1450 City Councillors, Suite 950,
Montréal, Québec. 51036

Charters — Surrender of

Notice is hereby given that "Creative Fur Co.", will make application to the Attorney General and to the Minister of Municipal Affairs Trade and Commerce, for leave to surrender its charter.

Montreal, March 4, 1959.

PHILIP S. GARONCE,
Attorney for CREATIVE FUR CO.
1449 St. Alexander Street, Montreal. 51017-o

NOTICE

Take notice that "Bergeron & Duhamel Incorporée" will apply to the Attorney General for leave to surrender its charter.

GUY J. COUPAL,
Attorney for the company.
51018-o

TOGMASTER INC.

Notice is hereby given that the "Togmaster Inc.", a corporation constituted under the Quebec Companies' Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Attorney General of the Province of Quebec, for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies' Act.

Dated at Montreal, this 9th day of July, 1959.

LIVERMAN, BRISKIN & YANOFKY,
Attorneys for TOGMASTER INC.
1450 City Councillors, suite 950,
Montreal, Québec. 51029-o

WEST END HOLDINGS CORPORATION

Notice is hereby given that the "West End Holdings Corporation", a corporation constituted under the Quebec Companies' Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Attorney General of the Province of Quebec, for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies' Act.

Dated at Montreal, this 10th day of July, 1959.

LIVERMAN, BRISKIN
& YANOFKY,
Attorneys for
WEST END HOLDINGS CORPORATION.
1450 City Councillors, Suite 950,
Montreal, Québec. 51036-o

STERLING LANDS LIMITED

AVIS

Conformément aux dispositions de la loi des compagnies de Québec, "Sterling Lands Limited" donne par les présentes avis public qu'elle demandera la permission d'abandonner sa charte et de faire fixer une date à compter de laquelle la compagnie aura pris fin.

Montréal, le 15 juillet 1959.

Le Secrétaire,

J. RICHARD HYDE.

51063-o

STERLING LANDS LIMITED

NOTICE

Under the provisions of the Quebec Companies' Act "Sterling Lands Limited" hereby gives Notice that it will make application for the acceptance of surrender of its charter and to fix a date upon and from which the company shall be dissolved.

Montreal, July 15th, 1959.

J. RICHARD HYDE,

Secretary.

51063-o

Compagnies autorisées à faire
des affaires

(Sec. P. 449-59)

Avis est, par les présentes, donné que "Basic Foods Sales Corp.", une compagnie à fonds social étrangère, constituée en corporation en vertu des lois de l'état de New Jersey, E.U.A. a été autorisée à exercer son commerce dans la province de Québec, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies à fonds social étrangères, S.R.Q. 1941, chapitre 279.

Le bureau principal de ladite compagnie dans la province sera établi à chambre 300 — 455 ouest, rue Craig, en les cité et district judiciaire de Montréal.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures exercées contre elle, est M. W. H. Laidley, à l'adresse donnée ci-dessus.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, ce 14e jour de juillet 1959.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

51008

Companies Licensed to do
Business

(P. Sec. 449-59)

Notice is hereby given that "Basic Foods Sales Corp.", an extra-provincial corporation incorporated in virtue of the laws of the State of New Jersey, U.S.A., has been licensed to carry on business in the Province of Quebec, pursuant to the provisions of the Extra-Provincial Companies Act, R.S.Q. 1941, chapter 279.

The principal office of the said Company in the Province is to be established at Room 300 — 455 Craig Street, West, in the city and judicial district of Montreal.

Its chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against it is Mr. W. H. Laidley, of the above given address.

Given at the office of the Provincial Secretary this 14th day of July, 1959.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

51008-o

(Sec. P. 471-59)

Avis est, par les présentes, donné que "Chubb & Son Inc.", une compagnie à fonds social étrangère constituée en corporation en vertu de "Stock Corporation Law" de l'état de New York, E.U.A., a été autorisée à exercer son commerce dans la province de Québec, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies à fonds social étrangères, S.R.Q. 1941, chapitre 279.

Le bureau principal de ladite compagnie dans la province sera établi à 276 ouest, rue St-Jacques, en les cité et district judiciaire de Montréal.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures exercées contre elle, est M. Alfred Powis fils, de ladite cité de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, ce 14e jour de juillet 1959.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

51008

(P. Sec. 471-59)

Notice is hereby given that "Chubb & Son Inc.", an extra-provincial corporation incorporated in virtue of the Stock Corporation Law of the State of New York, U.S.A., has been licensed to carry on business in the Province of Quebec, pursuant to the provisions of the Extra-Provincial Companies' Act, R.S.Q. 1941, chapter 279.

The principal office of the said Company in the Province is to be established at 276 St. James Street, West, in the city and judicial district of Montreal.

Its chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against it is Mr. Alfred Powis Jr., of the said city of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 14th day of July, 1959.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

50108-o

Compagnies dissoutes

(P.G. 10126-59)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Gagnon Frères Meubles (Naudville)

Companies Dissolved

(A.G. 10126-59)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Gagnon Frères Meubles (Naudville) Ltée", incorporated

Ltée", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 22 octobre 1956.

Avis est de plus donné qu'à compter du trente juin 1959, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le deux juillet 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51008-o P. FRENETTE.

(P.G. 13032-58)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Home & Garden Development Co.", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 25 février 1954.

Avis est de plus donné qu'à compter du trente juin 1959, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le deux juillet 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51008-o P. FRENETTE.

(P.G. 14944-58)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Joncas Investment Company Limited", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 5 mars 1945.

Avis est de plus donné qu'à compter du trente juin 1959, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le deux juillet 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51008-o P. FRENETTE.

(P.G. 13348-58)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Laurentian Apts. Ltd.", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 17 octobre 1952.

Avis est de plus donné qu'à compter du trente juin 1959, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le deux juillet 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51008-o P. FRENETTE.

(P.G. 12586-59)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée

under said Part I of Quebec Companies' Act, by letters patent dated October 22, 1956.

Notice is also given that from and after June thirtieth 1959, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of July, 1959.

P. FRENETTE,
51008 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13032-58)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Home & Garden Development Co.", incorporated under said Part I of the Quebec Companies' Act, by letters patent dated February 25, 1954.

Notice is also given that from and after June thirtieth, 1959, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of July, 1959.

P. FRENETTE,
51008 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 14944-58)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Joncas Investment Company Limited", incorporated under said Part I of the Quebec Companies' Act, by letters patent dated March 5, 1945.

Notice is also given that from and after June thirtieth, 1959, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of July, 1959.

P. FRENETTE,
51008 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 13348-58)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Laurentian Apts. Ltd.", incorporated under said Part I of the Quebec Companies' Act, by letters patent dated October 17, 1952.

Notice is also given that from and after June thirtieth 1959, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of July, 1959.

P. FRENETTE,
51008 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12586-59)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attor-

par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Investment Services Inc.", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 12 décembre 1951.

Avis est de plus donné qu'à compter du trente juin 1959, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le deux juillet 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51008-o P. FRENETTE.

ney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Investment Services Inc.", incorporated under said by letters patent dated December 12, 1951.

Notice is also given that from and after June thirtieth 1959, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of July, 1959.

P. FRENETTE,
51008 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10639-58)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Le Théâtre Empire de Jonquière, Limitée", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 12 février 1944.

Avis est de plus donné qu'à compter du trente juin 1959, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le deux juillet 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51008-o P. FRENETTE.

(A.G. 10639-58)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Le Théâtre Empire de Jonquière, Limitée", incorporated under the said Part I of the Quebec Companies' Act, by letters patent dated February 12, 1944.

Notice is also given that from and after June thirtieth, 1959, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of July, 1959.

P. FRENETTE,
51008 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11810-59)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Maypole Maid Incorporated", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 30 décembre 1948.

Avis est de plus donné qu'à compter du trente juin 1959, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le deux juillet 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51008-o P. FRENETTE.

(A.G. 11810-59)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Maypole Maid Incorporated", incorporated under the said Part I of the Quebec Companies' Act, by letters patent dated December 30, 1948.

Notice is also given that from and after June thirtieth, 1959, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of July, 1959.

P. FRENETTE,
51008 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 13815-58)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Medopharma Inc.", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 16 juin 1951.

Avis est de plus donné qu'à compter du trente juin 1959, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le deux juillet 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51008-o P. FRENETTE.

(A.G. 13815-57)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Medopharma Inc.", incorporated under the said Part I of the Quebec Companies' Act, by letters patent dated June 16, 1951.

Notice is also given that from and after June thirtieth, 1959, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of July, 1959.

P. FRENETTE,
51008 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10763-59)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Morlane Industries Ltd.", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 27 septembre 1957.

Avis est de plus donné qu'à compter du trente juin 1959, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le deux juillet 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51008-o P. FRENETTE.

(A.G. 10763-59)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Morlane Industries Ltd.", incorporated under the said Part of the Quebec Companies' Act, by letters patent dated September 27, 1957.

Notice is also given that from and after June thirtieth, 1959, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of July, 1959.

P. FRENETTE,
51008 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11066-59)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "News Holdings Inc.", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 7 janvier 1948.

Avis est de plus donné qu'à compter du trente juin 1959, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le deux juillet 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51008-o P. FRENETTE.

(A.G. 11066-59)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "News Holdings Inc.", incorporated under the said Part I of the Quebec Companies' Act, by letters patent dated January 7, 1948.

Notice is also given that from and after June thirtieth, 1959, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of July, 1959.

P. FRENETTE,
51008 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10415-59)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Standard Parking Ltd.", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 23 janvier 1953.

Avis est de plus donné qu'à compter du trente juin 1959, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le deux juillet 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51008-o P. FRENETTE.

(A.G. 10415-59)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Standard Parking Ltd.", incorporated under the said Part I of the Quebec Companies' Act, by letters patent dated January 23, 1953.

Notice is also given that from and after June thirtieth, 1959, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of July, 1959.

P. FRENETTE,
51008 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10248-56)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "The Peeby Company Inc.", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 13 décembre 1955.

Avis est de plus donné qu'à compter du trente juin 1959, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le deux juillet 1959.

L'Assistant-procureur général suppléant,
51008-o P. FRENETTE.

(A.G. 10248-56)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "The Peeby Company Inc.", incorporated under said Part I of the Quebec Companies' Act, by letters patent dated December 13, 1955.

Notice is also given that from and after June thirtieth 1959, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of July, 1959.

P. FRENETTE,
51008 Acting Deputy Attorney General.

Demande à la Législature

Application to Legislature

AVIS PUBLIC

PUBLIC NOTICE

Avis public est, par les présentes, donné que Messieurs Armin Feldmann, marchand, Baruch Werzberger, ministre, Robert Monheit, manufacturier, Mayer Pollak, fourreur, Sandor Grunwald, boulanger, Moric Treitel, marchand, Abraham Edelstein, manufacturier de broderie, Simon Reichman, marchand, Salamon Werzberger, ministre du culte, Majse Zanger, ministre du culte, Sochlem Waldman, marchand, David Grunfeld, boucher, Ernst Kremer, peintre, More Schwarc, tailleur, Aron Gluck, pourvoyeur, Leib Goldstein, épiciér, Alexander Gellis, rembourreur, Armin Schonfeld, retraité, Hers Monheit, marchand, Hers Lipsitz, agent de voyage, tous des cité et district de Montréal s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session pour obtenir l'adoption d'une Loi les constituant en corporation et tels autres qui peuvent devenir subséquemment membres d'une congrégation religieuse sous le nom de "Community Holy Association of United Congregations", avec le droit et le pouvoir d'acquérir et détenir des propriétés immobilières qui peuvent être requises pour une synagogue ou lieu du culte, pour une résidence servant au rabbin ou ministre officiant, pour un cimetière ou terrain d'inhumation, vendre, louer, échanger, hypothéquer ou aliéner ses propriétés ou toutes parties d'icelles et acquérir d'autres propriétés immobilières en lieu d'icelles; rédiger, faire, accepter et endosser à ses propres fins des lettres de change, billets promissoires et autres instruments négociables sous la signature de ses ou autres qui peuvent être déterminée par son bureau de direction; conserver des registres d'actes de statut civil, nommer de temps en temps un ou des rabbins ou un ou des ministres officiants, et le ou les remplacer et en nommer un ou des autres à sa ou leurs places, ledit ou lesdits rabbins et/ou le ministre ou les ministres officiants de la congrégation détiendront l'autorité et le pouvoir de garder des registres concernant les actes de statut civil et les exercer relativement à ceux, tous autres pouvoirs civile propres aux ministres de congrégations religieuses; tel rabbin ou rabbins et/ou ministre ou ministres officiants ne seront pas tenus d'obtenir un permis du Gouverneur ou personne administrant le Gouvernement tel que décrété dans la Loi de l'ancienne province du Bas Canada, 9-10, George IV, chapitre 75, et aura néanmoins tous les pouvoirs conférés par ladite Loi relativement aux ministres ainsi licenciés; et assumer l'actif et les obligations de toute autre corporation similaire ou autre institution de même nature, avec le consentement de ladite corporation ou institution.

Montréal, le 12 mars 1959.

Le Procureur de la requérante,
LOUIS DINER C.R.

50976-28-4

Public notice is hereby given that Messrs. Armin Feldmann, merchant, Baruch Werzberger, minister, Robert Monheit, manufacturer, Mayer Pollak, furrier, Sandor Grunwald, baker, Moric Treitel, merchant, Abraham Edelstein, embroidery manufacturer, Simon Reichman, merchant, Salamon Werzberger, minister, Majse Zanger, minister, Sochlem Waldman, merchant, David Grunfeld, butcher, Ernst Kremer, painter, More Schwarc, tailor, Aron Gluck, caterer, Leib Goldstein, grocer, Alexander Gellis, upholsterer, Armin Schonfeld, retired, Hers Monheit, merchant, Hers Lipsitz, travel agent, all of the city and district of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next Session, for the passing of an act incorporating them and such others as may hereafter become members, into a religious congregation under the name of "Community Holy Association of United Congregations" with the right and power to acquire and hold immoveable property which may be required for a synagogue or place of worship, for a residence for a rabbi or officiating minister, for a cemetery or burial ground; to sell, lease, exchange, hypothecate or alienate its property or any part thereof; and acquire other immoveable property in lieu thereof; to draw, make, accept and endorse for its own purpose, bills of exchange, promissory notes and other negotiable instruments under the signature of its officers or others as may be determined by its board of directors; to keep registers for acts of civil status to appoint from time to time, a rabbi or rabbis or officiating minister or ministers, and to remove him or them and appoint another or others in his or their places, the said rabbi or rabbis and/or officiating minister or ministers, of the congregation to have authority and power to keep registers for acts of civil status and to exercise in relation thereto, all other civil powers pertaining to ministers of religious congregations; such rabbi or rabbis and/or officiating minister or ministers shall not need to obtain a licence from the Governor or person administering the Government as enacted in the Act of the late Province of Lower Canada, 9-10, George IV, ch. 75, and shall nevertheless have all the powers conferred by the said Act on ministers so licensed; and to take over the assets and liabilities of any other similar corporation or other institution of a similar nature with the consent of the said corporation or institution.

Montreal, March 12, 1959.

LOUIS DINER, Q.C.,
Attorney for Petitioners.

50976-28-4-o

Département de l'Instruction Publique

Department of Education

N° 272-56.

Demande est faite d'annexer le territoire actuel de la municipalité scolaire de St-Agapit, dans le comté de Lotbinière, à la municipalité scolaire de St-Agapitville, même comté.

Québec, le 7 juillet 1959.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
O. J. DÉSAULNIERS.

50994-28-2-o

N° 272-56.

Application is made to annex the present territory of the School Municipality of St. Agapit, in the county of Lotbinière, to the School Municipality of St. Agapitville, same county.

Quebec, July 7, 1959.

O. J. DÉSAULNIERS,
Superintendent of Education.

50994-28-2

N° 389-59.

Demande est faite d'annexer le territoire actuel de la municipalité scolaire de la paroisse de St-Barnabé, dans le comté de St-Hyacinthe, à la municipalité scolaire du village de St-Barnabé, même comté et de changer le nom de cette dernière en celui de St-Barnabé, comté de St-Hyacinthe.

Québec, le 7 juillet 1959.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
50995-28-2-o O. J. DÉSAULNIERS.

No. 389-59.

Application is made to annex the present territory of the school municipality of parish of St-Barnabé, in the county of St-Hyacinthe, to the school municipality of the village of St-Barnabé, same county and to change the name of the latter into that of St-Barnabé, county of St-Hyacinthe.

Quebec, July 7, 1959.

O. J. DÉSAULNIERS,
Superintendent of Education.

N° 1280-58.

Demande est faite de changer le nom de la municipalité scolaire de Spaulding, dans le comté de Frontenac, en celui de Audet, même comté.

Québec, le 10 juillet 1959.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
51037-29-2-o O. J. DÉSAULNIERS.

No. 1280-58.

Application is made to change the name of the school municipality of Spaulding, in the county of Frontenac, into that of Audet, same county.

Quebec, July 10, 1959.

O. J. DÉSAULNIERS,
Superintendent of Education.

N° 501-59.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de St-Damien-de-Brandon, dans le comté de Berthier, les lots 135 à 142 inclusivement, du cadastre officiel de la paroisse de St-Gabriel-de-Brandon, pour les annexer à la municipalité scolaire de la paroisse de St-Gabriel-de-Brandon, même comté.

Québec, le 8 juillet 1959.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
51038-29-2-o O. J. DÉSAULNIERS.

No. 501-59.

Application is made to detach from the school municipality of St-Damien-de-Brandon, in the county of Berthier, lots 135 to 142 inclusively on the official cadaster for the parish of St-Gabriel-de-Brandon, to annex them to the school municipality of the parish of St-Gabriel-de-Brandon, same county.

Quebec, July 8, 1959.

O. J. DÉSAULNIERS,
Superintendent of Education.

N° 379-59.

Demande est faite d'annexer à la municipalité scolaire de Pascal, dans le comté d'Abitibi-Est, le territoire des cantons Louvicourt, Vauquelin et Villebon, lequel n'est pas encore organisé au point de vue scolaire.

Cet avis remplace celui du 18 juin 1959.

Québec, le 9 juillet 1959.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
51039-29-2-o O. J. DÉSAULNIERS.

No. 379-59.

Application is made to annex to the school municipality of Pascal, in the county of Abitibi-Est, the territory of the townships of Louvicourt, Vauquelin and Villebon, which has not as yet been organized from an educational point of view.

This notice replaces that of June 18, 1959.

Quebec, July 9, 1959.

O. J. DÉSAULNIERS,
Superintendent of Education.

N° 465-59.

Demande est faite d'annexer le territoire actuel de la municipalité scolaire de Pincourt, dans le comté de Terrebonne, à la municipalité scolaire de la ville de Terrebonne, même comté.

Québec, le 9 juillet 1959.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
51040-29-2-o O. J. DÉSAULNIERS.

No. 465-59.

Application is made to annex the present territory of the school municipality of Pincourt, in the county of Terrebonne, to the school municipality of the town of Terrebonne, same county.

Quebec, July 9, 1959.

O. J. DÉSAULNIERS,
Superintendent of Education.

N° 154-55.

Demande est faite d'annexer à la municipalité scolaire de Barraute, dans le comté d'Abitibi-Est, les lots 42 à la limite est du canton La Corne, dans les rangs VII à X inclusivement dudit canton, territoire non organisé au point de vue scolaire.

Québec, le 8 juillet 1959.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
51041-29-2-o O. J. DÉSAULNIERS.

No. 154-55.

Application is made to annex to the school municipality of Barraute, in the county of Abitibi-Est, lots 42 to the east limit of the township of La Corne, in the ranges VII to X inclusively of the said township, territory not as yet organized from an educational point of view.

Quebec, July 8, 1959.

O. J. DÉSAULNIERS,
Superintendent of Education.

N° 426-59.

Demande est faite de rectifier les limites de la municipalité scolaire de La Corne, dans le comté d'Abitibi-Est, de manière qu'elles comprennent à l'avenir le territoire ci-dessous décrit, savoir:

No. 426-59.

Application is made to rectify the limits of the school municipality of La Corne, in the county of Abitibi-Est, in order that they may comprise, in future, the territory herebelow described, to wit:

Canton La Corne, rangs I-II inclusivement. Du lot 1 au 10 inclusivement; rangs III à X inclusivement. Du lot 1 au lot 41 inclusivement.

La Motte, rang I, de la rive est de la rivière Harricana à la limite est du canton; rang II, de la rive est de la rivière Harricana et d'une ligne imaginaire ayant son point de départ au nord du lot 51 et obliquant jusqu'à la pointe sud du lot 46 du rang III; rangs III à VIII inclusivement, de la rive est de la rivière Harricana à la limite est du canton.

Québec, le 9 juillet 1959.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
51042-29-2 O. J. DÉSALNIERS.

La Corne township, ranges I-II inclusively. From lot 1 to 10 included; ranges III to X inclusively. From lot 1 to lot 41 inclusively.

La Motte, range I, from the east bank of the Harricana River to the east limit of the township; range II, from the east bank of the Harricana River and from an imaginary line having its starting point at the north of lot 51 and in an oblique line to the south point of lot 46 of range III; ranges III to VIII inclusively, from the east bank of the Harricana River to the East limit of the township.

Quebec, July 9, 1959.

O. J. DÉSALNIERS,
Superintendent of Education.
51042-29-2

No. 427-59.

Demande est faite de rectifier les limites de la municipalité scolaire de St-Vincent-de-Paul, dans le comté d'Abitibi-Est, de manière qu'elles comprennent à l'avenir le territoire ci-dessous décrit, savoir:

Canton Vassan, rang III, la partie nord des lots 29, 30, 31 à partir de la rivière Harricana; rang IV, les lots de la rive est de la rivière Harricana au lot 31 inclusivement; rang V, de la rive est de la rivière Harricana au lot 36 inclusivement; rangs VI, VII, de la rive est de la rivière Harricana au lot 41 inclusivement; rang VIII, la partie nord de la rivière Harricana des lots 1 à 7 inclusive ment, les lots 8 à 14 inclusivement, les lots A-B-C-D-E, et du lot 15 au lot 41 inclusivement; rangs IX, X, du lot 1 au lot 41 inclusivement.

Canton Malartic, rang VIII, la partie nord de la rivière Harricana du lot 55, le lot 56 et la partie nord de la rivière Harricana des lots 57 à la limite est du canton; rangs IX, X, de la rive est de la rivière Harricana, du lac Malartic, à la limite est du canton.

Canton La Corne, rangs I, II, du lot 11 au lot 41 inclusivement.

Québec, le 9 juillet 1959.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
51043-29-2 O. J. DÉSALNIERS.

No. 427-59.

Application is made to correct the limits of the school municipality of St. Vincent-de-Paul, in the county of Abitibi-East, in order that they include hereafter the territory hereinunder described, to wit:

Township of Vassan, range III, the northerly part of lots 29, 30, 31 as from the Harricana River; range IV, lots from the easterly bank of the Harricana River to lot 31 inclusively; range V, from the easterly bank of the Harricana River to lot 36 inclusively; ranges VI, VII, from the easterly bank of the Harricana River to lot 41 inclusively; range VIII, the northerly part of the Harricana River, lots 1 to 7 inclusively; lots 8 to 14 inclusively; lots A-B-C-D-E, and lot 15 to lot 41 inclusively; ranges IX, X, from lot 1 to lot 41 inclusively.

Township of Malartic, range VIII, the northerly part of the Harricana River of lot 55, lot 56 of the northerly part of the Harricana River of lots 57 as far as the easterly limit of the township; ranges IX, X, from the easterly bank of the Harricana River, from Lake Malartic to the easterly limit of the township.

Township of La Corne, ranges I, II, from lot 11 to lot 41 inclusively.

Quebec, July 9, 1959.

O. J. DÉSALNIERS,
Superintendent of Education.
51043-29-2

N° 425-59.

Demande est faite de rectifier les limites de la municipalité scolaire de St-Edmond, dans le comté d'Abitibi-Est, de manière qu'elles comprennent à l'avenir le territoire ci-dessous décrit, savoir:

Canton Vassan, rang III, les lots suivants: 31 partie sud de la rivière Harricana à la limite est du canton; rang IV, lot 32 à la limite est du canton; rang V, lot 37 à la limite est du canton; rangs VI à X, lot 42 à la limite est du canton.

Canton Senneville, rangs III et IV, lot 1 à la rivière Harricana; rangs V, VI, lot 1 au lac Blouin; rang VII, lot 1 au lac Blouin et la partie nord des lots 17 à 21 inclusivement; rangs VIII, IX et X, les lots 1 à 10 inclusivement.

Canton La Corne, rangs I à VI, les lots 42 à la limite est du canton.

Québec, le 9 juillet 1959.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
51044-29-2 O. J. DÉSALNIERS.

No. 425-59.

Application is made to correct the limits of the school municipality of St. Edmond, county of Abitibi-East, in order that they include hereafter the territory hereunder described, to wit:

Township of Vassan, range III, the following lots: 31 south part of the Harricana River as far as the easterly limit of the township; range IV, lot 32 as far as the easterly limit of the township; range V, lot 37 as far as the easterly limit of the township; ranges VI to X, lot 42 as far as the easterly limit of the township.

Township of Senneville, ranges III and IV, lot 1 as far as the Harricana River, ranges V, VI, lot 1 to Lake Blouin; range VII, lot 1 to Lake Blouin and the northerly part of lots 17 to 21 inclusively; ranges VIII, IX, X, lots 1 to 10 inclusively.

Township of La Corne, ranges I to VI, lot 42 as far as the easterly limit of the township.

Quebec, July 9, 1959.

O. J. DÉSALNIERS,
Superintendent of Education.
51044-29-2

Département des Terres et Forêts Department of Lands and Forest

AVIS

Cadastre officiel de la paroisse de St-Roch-Nord (municipalité de cité de Québec, quartier Limoilou), division d'enregistrement de Québec.

Avis est par la présente donné que les lots 581-5-168 à 581-5-175, 581-5-180 à 581-5-184 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil. Québec, le 23 juin 1959.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
AVILA BÉDARD.

51009-o

NOTICE

Official cadastre of the parish of St-Roch-Nord (municipality of city of Québec, Limoilou Ward), registration division of Québec.

Notice is hereby given that lots 581-5-168 to 581-5-175, 581-5-180 to 581-5-184 are cancelled in virtue of article 2174A of the Civil Code. Québec, June 23, 1959.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

51009-o

Cadastre officiel de la paroisse de St-Jérôme de Matane (municipalité de ville de Matane), division d'enregistrement de Matane.

Avis est par la présente donné que les lots 89-49, 90-54 sont corrigés et le lot 91-28 est annulé en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 16 avril 1959.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
AVILA BÉDARD.

51009-o

Official cadastre of the parish of St-Jérôme de Matane (municipality of town of Matane), registration division of Matane.

Notice is hereby given that lots 89-49, 90-54 are corrected and lot 91-28 has been cancelled in virtue of article 2174A of the Civil Code.

Québec, April 16, 1959.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

51009-o

Cadastre officiel de la paroisse de Notre-Dame de L'Assomption de Repentigny (municipalité de ville de Repentigny), division d'enregistrement de L'Assomption.

Avis est par la présente donné que les lots 123-912 et 123-913 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 26 juin 1959.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
AVILA BÉDARD.

51009-o

Official cadastre of the parish of Notre-Dame de L'Assomption de Repentigny (municipality of town of Repentigny), registration division of L'Assomption.

Notice is hereby given that lots 123-912 and 123-913 are cancelled in virtue of article 2174A of the Civil Code.

Québec, June 26, 1959.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

51009-o

Sièges sociaux

AVIS DE CHANGEMENT D'ADRESSE

Avis est donné que la compagnie "Convention Furs Inc.", constituée en corporation par lettres patentes émises en vertu de la Loi des compagnies de Québec en mars 1951, a transporté son bureau principal de 3,968, Blvd Saint-Laurent, Montréal, à 416, rue Ontario Ouest, Montréal, à compter du 3 mai 1959.

Donné à Montréal, le 3 juillet 1959.

Le Secrétaire,
VERA SCHAFFER.

51019-o

Canada — Province de Québec
District de Québec

Avis par les présentes est donné que "La Compagnie du St-Louis", constituée en corporation par lettres patentes émises le 19 octobre 1909, ayant son bureau principal dans la cité de Québec où elle avait son bureau au numéro 38 de la rue Desjardins, l'a transporté au numéro 39 de la rue St-Louis dans ladite cité de Québec où, à compter de la date du présent avis, la compagnie sera censée avoir son bureau principal.

Québec, ce 6 juillet 1959.

Le Président,
YVES PRATTE.

51020-o

Head Offices

NOTICE OF CHANGE IN ADDRESS

Notice is hereby given that the company "Convention Furs Inc.", incorporated by letters patent issued under the law of the Company's Act of Québec in March 1951, has moved its head-office from 3,968, Saint-Lawrence Blvd, Montreal, to 416, Ontario Street West, Montreal, as per May 3, 1959.

Dated at Montreal, P.Q., on July 3, 1959.

VERA SCHAFFER,
Secretary.

51019-o

Canada — Province of Québec
District of Québec

Notice is hereby given that "La Compagnie du St-Louis", incorporated by letters patent issued on October 19, 1909, having its head office in the city of Québec where its office was heretofore at number 38 Desjardins Street, has transferred it to number 39 St-Louis Street, in the said city of Québec where, from and after the date of the present notice, the company shall consider the latter address as its head office.

Québec, July 6, 1959.

YVES PRATTE,
President.

51020

Avis est donné que la compagnie "Couillard Entreprises Inc.", constituée en corporation par lettres patentes émises par la province de Québec, en date du vingt-huitième jour du mois de mai mil neuf cent cinquante-neuf, et ayant son bureau principal dans la cité de Sillery, a établi son bureau au numéro 1,216, rue des Gouverneurs.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Québec, ce 9ème jour de juin 1959.

51021-o Le Secrétaire,
CHS. CANTIN.

Notice is given that the company "Couillard Entreprises Inc.", incorporated by letters patent issued by the Province of Quebec dated the twenty-eighth day of the month of May one thousand nine hundred and fifty-nine, and having its head office in the city of Sillery has established its office at number 1,216 des Gouverneurs Street.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Quebec, this 9th day of June, 1959.

51021 CHS. CANTIN,
Secretary.

Avis de la situation du siège social de
DES FORGES INVESTMENT LTD

Avis est donné que la compagnie "Des Forges Investment Ltd", constituée en corporation par lettres patentes en date du 19 mai 1959 et ayant son bureau principal dans la cité de Montréal, a établi son bureau au numéro 132 ouest, rue St-Jacques, chambre 525, Montréal.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce vingt-huitième jour de mai, mil neuf cent cinquante-neuf.

51022-o Le Président,
J. GUSTAVE RICHER.

Notice of location of head office of
DES FORGES INVESTMENT LTD

Notice is given that the company "Des Forges Investment Ltd", constituted as a corporation by letters patent dated May 19, 1959, and having its head office in the city of Montreal, has established its office at number 132 St. James Street, West, room 525, Montreal.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered as being its head office.

Given at Montreal, this twenty-eighth day of May, one thousand nine hundred and fifty-nine.

51022 J. GUSTAVE RICHER,
President.

PERMA INVESTMENT CORP.

Cette compagnie a été constituée en corporation par lettres patentes émises par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, le 14 avril 1959, et a établis son siège social à 8,815 avenue du Parc, en les cité et district de Montréal, Québec. Montréal, 28 avril 1959.

51023 Le Président,
BEN HECHT.

PERMA INVESTMENT CORP.

This company was incorporated by letters patent issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec on April 14, 1959, and has established its head office at 8,815 Park Avenue, in the city and district of Montreal, Quebec.

Montreal, April 28, 1959.

51023-o BEN HECHT,
President.

J. R. CONSTRUCTION INCORPORÉE

Avis est donné que la compagnie "J. R. Construction Incorporée", constituée en corporation par lettres patentes émises en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, en date du 24 avril 1959 a établis son siège social à 397 Carré Jean de Brébeuf, St-Jean, P.Q.

(Seal) Le Président,
51030-o JACQUES ROBERT.

J. R. CONSTRUCTION INCORPORÉE

Notice is hereby given that the company "J. R. Construction Incorporée", incorporated by letters patent issued under Part I of the Quebec Companies' Act dated the 24th day of April, 1959, has established its head office at 397 Carré Jean de Brébeuf, St-Jean, P.Q.

(Seal) JACQUES ROBERT,
51030-o President.

Canada — Province de Québec
District de Montréal

Avis est par les présentes que la compagnie "Coronation Realities Incorporation", constituée en corporation, le 16 juin 1958, a établi son siège social au numéro 3,591 est, rue Sherbrooke, dans les cité et district de Montréal.

Montréal, ce 10e jour de juillet 1959.

(Seal) Le Secrétaire,
51031-o GUY MESSIER.

Canada — Province of Quebec
District of Montreal

Notice is hereby given that the company "Coronation Realities Incorporation" constituted as a corporation June 16, 1958, has established its head office at number 3,591 Sherbrooke Street, East, in the city and district of Montreal.

Montreal, this tenth day of July, 1959.

(Seal) GUY MESSIER,
51031 Secretary.

SIX INC.

Avis est donné que la compagnie "Six Inc.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 8 octobre 1958, a établi son siège social au numéro 266 ouest, rue St-Jacques, à Montréal.

A compter de la date du présent avis, cette adresse est considérée par la compagnie comme

SIX INC.

Notice is hereby given that "Six Inc.", incorporated by letters patent on the eighth day of October 1958, has established its head office at number 266 St. James St., West, Montreal.

From and after the date of this notice, this address shall be considered by the company to

étant celle de son bureau principal et de son siège social.

Donné à Montréal, ce 3 juillet 1959.

51032-o

Le Secrétaire,
LUCIEN GROTHÉ.

Avis du changement d'adresse
du siège social de
POST MOTORS SALES LTD.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Post Motors Sales Ltd.", constituée en corporation par lettres patentes, le 21^e jour d'août 1958, et ayant son siège social à Montréal, où jusqu'à ce jour son bureau était situé à 9,232 rue Lajeunesse, Montréal, l'a transporté à 9,244 rue Lajeunesse, Montréal.

Daté à Montréal, ce 5^e jour de janvier 1959.

51033

Le Secrétaire,
SEFMAN BLOOM.

Dans l'affaire de:
HARVARD CORPORATION

Avis de situation du siège social

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Harvard Corporation", constituée en corporation par lettres patentes en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, le 25^e jour d'août 1958, et ayant son siège social en les cité et district de Montréal, a établi son bureau à suite 301, 5,165 ouest, rue Sherbrooke, Montréal, Québec.

Daté à Montréal, ce 24^e jour d'avril 1959.

51034

Le Secrétaire,
DAVID ZAP.

Avis est donné que la compagnie "Conrad Lafrance & Fils Inc.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 24 février 1959, et ayant son bureau principal au Cap de la Madeleine a établi son bureau au numéro 195 de la rue Fusée.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné au Cap de la Madeleine, ce troisième jour de juillet 1959.

51035-o

Le Président,
CONRAD LAFRANCE.

(P.G. 12455-58)

HOECHST INDUSTRIES LIMITED

Changement d'adresse du siège social

Règlement spécial "F"

Le siège social de la compagnie autrefois situé à 2435 Chemin Lucerne, ville Mont-Royal, Qué., sera, à compter du 1^{er} mai 1959, situé à 3400 rue Namur dans les cité et district de Montréal, province de Québec.

Je, soussigné, secrétaire de "Hoechst Industries Limited", certifie par les présentes que le règlement précité a été édicté par les administrateurs de la compagnie à une assemblée tenue à son siège social le 29 avril 1959, et qu'il a été subsequmment ratifié et confirmé par les actionnaires à une assemblée générale spéciale tenue plus tard le même jour, 29 avril 1959.

be its head office.

Dated at the city of Montreal, this 3rd day of July, 1959.

51032-o

LUCIEN GROTHÉ,
Secretary.

Notice of change in the address of
the head office of
POST MOTORS SALES LTD.

Notice is hereby given that "Post Motors Sales Ltd.", company incorporated by letters patent on the 21st day of August, 1958, and having its head office in Montreal, where its office was situated up to today at 9,232 Lajeunesse Street, Montreal, has moved it to 9,244 Lajeunesse Street, Montreal.

Dated at Montreal, this 5th day of January, 1959.

51033-o

SEFMAN BLOOM,
Secretary.

In the matter of:
HARVARD CORPORATION

Notice of location of head office

Notice is hereby given that "Harvard Corporation", incorporated by letters patent under the provisions of Part I of the Quebec Companies' Act on the 25th day of July, 1958, and having its head office in the city and district of Montreal, has established its head office at suite 301, 5,165 Sherbrooke Street West, Montreal, Quebec.

Dated at Montreal, this 24th day of April, 1959.

51034-o

DAVID ZAP,
Secretary.

Notice is given that the company "Conrad Lafrance & Fils Inc.", constituted as a corporation by letters patent dated February 24, 1959, and having its head office at Cap de la Madeleine has established its office at number 195 Fusée Street.

From and after the date of this notice, the said office, shall be considered by the company as being its head office.

Given at Cap de la Madeleine, this third day of July, 1959.

51035

CONRAD LAFRANCE,
President.

(A.G. 12455-58)

HOECHST INDUSTRIES LIMITED

Change of address of head office

Special by-law "F"

The head office of the company formerly located at 2435 Lucerne Road, town of Mount Royal, Que., shall as of May 1st, 1959, be located at 3400 Namur Street, in the city and district of Montreal, Province of Quebec.

I, the undersigned, secretary of "Hoechst Industries Limited", hereby certify that the above by-law was enacted by the directors of the company at a meeting held at its head office on April 29th, 1959, and was subsequently ratified and confirmed by the shareholders at a special general meeting held later on the same day, i.e., April 29th 1959.

Tous les administrateurs étaient présents à l'assemblée des administrateurs. Tous les actionnaires étaient présents à l'assemblée spéciale générale des actionnaires.

Montréal, Qué., 3 juin 1959.

(Secau)
51051-0

Le Secrétaire,
MARCEL PICHÉ.

Canada — Province de Québec
District de Montréal

Dans l'affaire de:
NAVERIL INVESTMENTS CORP.

Avis de situation du siège social

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Naveril Investments Corp.", constituée en corporation en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des compagnies de Québec en date du 9e jour de mars 1959, et ayant son siège social en la cité de Montréal, dans ladite province, a établi son bureau à 45 ouest, rue St-Jacques.

A compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté en cité de Montréal, ce 18e jour de mars 1959.

51052

Le Secrétaire,
SONJA ZARITZKY,

(P.G. 13142-55)

MONTRÉAL DIFFUSION INC.

Règlement N° 46

concernant le changement du bureau principal.

"Le bureau principal de la compagnie, "Montréal Diffusion Inc.", est transporté de Montréal où il était auparavant à Saint-Hilaire, comté de Rouville, au numéro 67 du Boulevard Richelieu."

Copie certifiée du règlement N° 46, dûment adopté à une assemblée des directeurs tenue le 25 septembre 1958 et approuvé à l'unanimité à une assemblée générale spéciale de la compagnie tenue le 3 octobre 1958 par les actionnaires détenant entre eux 100% des actions représentées à cette assemblée.

51064

Le Secrétaire,
MAURICE RIEL.

(P.G. 10094-56)

VANDERILL INC.

Règlement N° 58

"Qu'il soit décrété et il est, par les présentes, décrété comme le règlement N° 58 de "Vanderill Inc.", que la situation du siège social de la compagnie soit et elle est, par les présentes, changée de 1,405 rue Peel, en la cité de Montréal, à 318 Stanstead Crescent, à Ville Mont-Royal, en la province de Québec."

Montréal, Qué., ce 5e jour de juin 1959.
Vraie copie certifiée.

51065

Le Secrétaire,
LUCILLE D. VALIQUETTE.

At the meeting of directors all of them were present. At the special general meeting of shareholders, all the shareholders were present.

Montreal, Que., June 3rd 1959.

(Seal)
51051-0

MARCEL PICHÉ,
Secretary.

Canada — Province of Quebec
District of Montreal

In the matter of:
NAVERIL INVESTMENTS CORP.

Notice of location of head office

Notice is hereby given that "Naveril Investments Corp.", incorporated under the provisions of Part I of the Quebec Companies' Act on the 9th day of March, 1959, and having its head office in the city of Montreal, in the said province, has established its office at 45 St. James Street West.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at the city of Montreal, this 18th day of March, 1959.

51052-0

SONJA ZARITZKY,
Secretary.

(A.G. 13142-55)

MONTRÉAL DIFFUSION INC.

By-law No. 46

concerning a change in location of head office.

"The head office of the company "Montréal Diffusion Inc.", is moved from Montreal where it was previously located to Saint Hilaire, county of Rouville, at number 67 Richelieu Boulevard."

Certified copy of by-law No. 46, duly adopted at a meeting of directors held September 25, 1958 and unanimously confirmed at a special general meeting of the company held October 3, 1958 by the shareholders holding among themselves 100% of the shares represented at said meeting.

51064

MAURICE RIEL,
Secretary.

(A.G. 10094-56)

VANDERILL INC.

By-law No. 58

"Be it enacted and it is hereby enacted as by-law No. 58 of "Vanderill Inc.", that the location of the head office of the company be and the same is hereby changed from 1,405 Peel Street, in the city of Montreal, to 318 Stanstead Crescent, in the town of Mount Royal, in the Province of Quebec."

Montreal, Qué., this 5th day of June 1959.
Certified a true copy.

51065-0

LUCILLE D. VALIQUETTE,
Secretary.

Avis est par les présentes donné que "La Grande Rivière Exploration Co. Ltd." (No Personal Liability) constituée eu moyen de lettres patentes données en vertu de la Loi des compagnies de Québec le 16ième jour de mars 1959, et ayant son bureau principal dans la ville de

Notice is hereby given that "La Grande Rivière Exploration Co. Ltd." (No Personal Liability), incorporated by letters patent issued under the Quebec Mining Companies' Act on the 16th day of March, 1959, and having its head office in the city of Montreal has established its office at 620

Montréal, a établi son bureau à 620 rue Cathcart, Cathcart Street in the city of Montreal.
Montréal.

Daté à Montréal, le 10 juillet 1959.

Dated at Montreal, P.Q., this 10th day of July, 1959.

51066-o Le Président,
RAYMOND CARON.

51066-o RAYMOND CARON,
President.

Soumissions

Province de Québec

LA COMMISSION DES ÉCOLES DE LA CITÉ
DE KÉNOGAMI
(Comté de Jonquière-Kénogami)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le sous-signé J.-P. Lapierre, secrétaire-trésorier, Couvent de Ste-Famille, Kénogami, comté de Jonquière-Kénogami, jusqu'à 8.00 heures du soir, lundi, le 3 août 1959, pour l'achat de \$300,000.00 d'obligations de la Commission des écoles de la cité de Kénogami, comté de Jonquière-Kénogami, datées du 1er août 1959 et remboursables par séries du 1er août 1960 au 1er août 1979 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 4½% ni supérieur à 5½% par année, payable semi-annuellement les 1er février et 1er août de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution d'emprunt en date du 28 mai 1959, telle que modifiée — construction d'une école élémentaire de douze classes dans la paroisse de Ste-Famille.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er septembre 1959.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$300,000.00 — 20 ans

Année	Capital
1er août 1960.....x	\$25,500.00
1er août 1961.....x	26,500.00
1er août 1962.....x	28,000.00
1er août 1963.....x	29,500.00
1er août 1964.....x	31,500.00
1er août 1965.....	7,000.00
1er août 1966.....	7,500.00
1er août 1967.....	8,000.00
1er août 1968.....	8,500.00
1er août 1969.....	9,000.00
1er août 1970.....	9,000.00
1er août 1971.....	9,500.00
1er août 1972.....	10,500.00
1er août 1973.....	11,000.00
1er août 1974.....	11,500.00
1er août 1975.....	12,000.00
1er août 1976.....	13,000.00
1er août 1977.....	13,500.00
1er août 1978.....	14,000.00
1er août 1979.....	15,000.00

Les "x" indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de \$130,000.00, accordé par le Secrétaire de la province et payable en cinq versements annuels de \$26,000.00 chacun, de 1960 à 1964 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

De plus, des soumissions pourront être envoyées et seront considérées pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance

Tenders

Province of Quebec

THE SCHOOL COMMISSION FOR THE CITY
OF KENOGAMI
(County of Jonquière-Kenogami)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned J.-P. Lapierre, Secretary-Treasurer, Ste-Famille Convent, Kenogami, county of Jonquière-Kenogami, until 8.00 o'clock p.m. Monday, August 3, 1959, for the purchase of an issue of \$300,000.00 of bonds for the School Commission of the city of Kenogami, county of Jonquière-Kenogami, dated August 1st, 1959, and redeemable serially from August 1st, 1960 to August 1st, 1979 inclusively, with interest at a rate not less than 4½% nor more than 5½% per annum, payable semi-annually on February 1st and August 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan resolution dated May 28, 1959, as amended — construction of an elementary school of twelve classes in the parish of Ste-Famille.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from September 1st, 1959.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$300,000.00 — 20 years

Year	Capital
August 1st, 1960.....x	\$25,500.00
August 1st, 1961.....x	26,500.00
August 1st, 1962.....x	28,000.00
August 1st, 1963.....x	29,500.00
August 1st, 1964.....x	31,500.00
August 1st, 1965.....	7,000.00
August 1st, 1966.....	7,500.00
August 1st, 1967.....	8,000.00
August 1st, 1968.....	8,500.00
August 1st, 1969.....	9,000.00
August 1st, 1970.....	9,000.00
August 1st, 1971.....	9,500.00
August 1st, 1972.....	10,500.00
August 1st, 1973.....	11,000.00
August 1st, 1974.....	11,500.00
August 1st, 1975.....	12,000.00
August 1st, 1976.....	13,000.00
August 1st, 1977.....	13,500.00
August 1st, 1978.....	14,000.00
August 1st, 1979.....	15,000.00

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of \$130,000.00 granted by the Provincial Secretary and payable in five annual instalments of \$26,000.00 each, from 1960 to 1964 inclusively, will be received and applied to the service of the said loan.

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall

quinze ans. Cependant, les soumissions en devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Kénogami, comté de Jonquière-Kénogami.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation avant le 1er août 1966 inclusivement si elles sont émises à courte échéance dix ans, avant le 1er août 1967 inclusivement si elles sont émises à courte échéance quinze ans, ou avant le 1er août 1969 inclusivement si elles sont émises pour le terme de vingt ans; après ces dates, lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue lundi, le 3 août 1959, à 8.00 heures du soir, au couvent de Ste-Famille, Kénogami, comté de Jonquière-Kénogami.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Kénogami, (Comté de Jonquière-Kénogami),
ce 7 juillet 1959.

Le Secrétaire-trésorier,
J.-P. LAPIERRE.

Couvent de Ste-Famille, C.P. 279,
Kénogami, (Jonquière-Kénogami), P.Q.,
Téléphone: Liberté 2-2324. 51024-o

Province de Québec

LA COMMISSION DES ÉCOLES CATHOLIQUES
DE MONT-ROYAL
(Comté de Montréal-Outremont)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Adrien Perrault, secrétaire-trésorier, 1345 avenue Régent, Mont-Royal, comté de Montréal-Outremont, jusqu'à 8.00 heures du soir, lundi, le 3 août 1959, pour l'achat de \$500,000.00 d'obligations de la Commission des écoles catholiques de Mont-Royal, comté de Montréal-Outremont, datées du 1er juillet 1959 et remboursables par séries du 1er juillet 1960 au 1er juillet 1979 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 4½% ni supérieur à 5½% par année, payable semi-annuellement les 1er janvier et 1er juillet de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution d'emprunt en date du 3 mars 1959 telle que modifiée — construction d'une école secondaire sur le chemin Rockland.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er septembre 1959.

be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Kenogami, county of Jonquière-Kenogami.

Capital and interest are payable at all the branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure, as well as at the head office of the said bank at Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation prior to August 1st, 1966 inclusively, if issued as ten-year short-term bonds, prior to August 1st, 1967 inclusively, if issued as fifteen-year short-term bonds, and prior to August 1st, 1969 inclusively, if issued for a twenty-year term, after which dates the bonds are, under authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners to be held on Monday, August 3, 1959, at 8.00 o'clock p.m., at the Ste-Famille Convent, Kenogami, county of Jonquière-Kenogami.

The school commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Kenogami, (County of Jonquière-Kenogami),
July 7, 1959.

J.-P. LAPIERRE,
Secretary-Treasurer.

Ste-Famille Convent, P.O.B. 279,
Kenogami, (Jonquière-Kenogami), P.Q.,
Telephone: Liberté 2-2324. 51024

Province of Quebec

THE CATHOLIC SCHOOL COMMISSION
OF MOUNT ROYAL
(County of Montreal-Outremont)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds", will be received by the undersigned, Adrien Perreault, Secretary-Treasurer, 1345 Regent Avenue, Mount Royal, county of Montreal-Outremont, until 8.00 o'clock p.m., Monday, August 3, 1959, for the purchase of \$500,000.00 of bonds of the Catholic school commission of Mount Royal, county of Montreal-Outremont, dated July 1st, 1959 and redeemable serially from July 1st, 1960 to July 1st, 1979 inclusively, at a rate of not less than 4½% or more than 5½% per annum, payable semi-annually, on January 1st and July 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan resolution dated March 3, 1959 as modified — erection of a school for secondary studies on Rockland Road.

For adjudication purposes only; interest shall be calculated as from September 1st, 1959.

Le tableau d'amortissement est le suivant :

The table of redemption is as follows:

Tableau d'amortissement — \$500,000.00 — 20 ans

Table of redemption — \$500,000.00 — 20 years

Année	Capital
1er juillet 1960	\$14,500.00
1er juillet 1961	15,000.00
1er juillet 1962	16,000.00
1er juillet 1963	17,000.00
1er juillet 1964	18,000.00
1er juillet 1965	18,500.00
1er juillet 1966	19,500.00
1er juillet 1967	21,000.00
1er juillet 1968	22,000.00
1er juillet 1969	23,000.00
1er juillet 1970	24,500.00
1er juillet 1971	26,000.00
1er juillet 1972	27,500.00
1er juillet 1973	28,500.00
1er juillet 1974	30,500.00
1er juillet 1975	32,000.00
1er juillet 1976	34,000.00
1er juillet 1977	35,500.00
1er juillet 1978	37,500.00
1er juillet 1979	39,500.00

Year	Capital
July 1st, 1960	\$14,500.00
July 1st, 1961	15,000.00
July 1st, 1962	16,000.00
July 1st, 1963	17,000.00
July 1st, 1964	18,000.00
July 1st, 1965	18,500.00
July 1st, 1966	19,500.00
July 1st, 1967	21,000.00
July 1st, 1968	22,000.00
July 1st, 1969	23,000.00
July 1st, 1970	24,500.00
July 1st, 1971	26,000.00
July 1st, 1972	27,500.00
July 1st, 1973	28,500.00
July 1st, 1974	30,500.00
July 1st, 1975	32,000.00
July 1st, 1976	34,000.00
July 1st, 1977	35,500.00
July 1st, 1978	37,500.00
July 1st, 1979	39,500.00

De plus, des soumissions pourront être envoyées et seront considérées pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Mont-Royal, comté de Montréal-Outremont.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation avant le 1er juillet 1966 inclusivement si elles sont émises à courte échéance dix ans, avant le 1er juillet 1967 inclusivement si elles sont émises à courte échéance quinze ans, ou avant le 1er juillet 1969 inclusivement si elles sont émises pour le terme de vingt ans; après ces dates, lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue lundi, le 3 août 1959, à 8.00 heures du soir, à 1345 avenue Régent, Mont-Royal, comté de Montréal-Outremont.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Mont-Royal, (Comté de Montréal-Outremont), ce 6 juillet 1959.

Le Secrétaire-trésorier,
ADRIEN PERRAULT.

1345 avenue Régent,
Mont-Royal, (Montréal-Outremont) P.Q.
Téléphone: REgent 8-0516
entre midi et 1.00 heure,
et 4.30 et 5.00 heures.

51025-0

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered for ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Mount Royal, county of Montreal Outremont.

Capital and interest are payable at all the branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure, as well as at the head office of the said bank at Toronto.

The said bonds, will not be redeemable by anticipation prior to July 1st, 1966 inclusively, if issued as ten-year short-term bonds, prior to July 1st, 1967 inclusively, if issued as fifteen-year short-term bonds, and prior to July 1st, 1969 inclusively, if issued for a twenty-year term, after which dates, the said bonds may, under the authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners to be held on Monday, August 3, 1959, at 8.00 o'clock p.m., at 1345 Regent Avenue, Mount Royal, county of Montreal-Outremont.

The school commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Mount Royal, (County of Montreal-Outremont), this July 6, 1959.

ADRIEN PERRAULT,
Secretary-Treasurer.

1345 Regent Avenue,
Mount Royal (Montreal-Outremont) P.Q.
Telephone: REgent 8-0516
between noon and 1.00 o'clock
and 4.30 and 5.00 o'clock.

51025

Province de Québec

VILLAGE DE ST-PRIME
(Comté de Lac St-Jean-Ouest)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le sous-signé Marcel Neron, secrétaire-trésorier, St-Prime, comté de Lac St-Jean-Ouest, jusqu'à 8.00 heures du soir, mardi, le 4 août 1959, pour l'achat de \$155,000.00 d'obligations du village de St-Prime, comté de Lac St-Jean-Ouest, datées du 1er juin 1959 et remboursables par séries du 1er juin 1960 au 1er juin 1979 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 4½% ni supérieur à 5½% par année, payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement d'emprunt N° 19 — travaux d'aqueduc.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er septembre 1959.

Le tableau d'amortissement est le suivant :

Tableau d'amortissement — \$155,000.00 — 20 ans

Année	Capital
1er juin 1960	\$ 2,000.00
1er juin 1961	2,000.00
1er juin 1962	2,500.00
1er juin 1963	2,500.00
1er juin 1964	2,500.00
1er juin 1965	3,000.00
1er juin 1966	3,000.00
1er juin 1967	3,000.00
1er juin 1968	3,500.00
1er juin 1969	3,500.00
1er juin 1970	3,500.00
1er juin 1971	4,000.00
1er juin 1972	4,000.00
1er juin 1973	4,500.00
1er juin 1974	4,500.00
1er juin 1975	5,000.00
1er juin 1976	5,000.00
1er juin 1977	5,500.00
1er juin 1978	5,500.00
1er juin 1979	86,000.00

De plus, des soumissions pourront être envoyées et seront considérées pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Roberval, comté de Lac St-Jean-Ouest.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation avant le 1er juin 1966 inclusivement si elles sont émises à courte échéance six ans, avant le 1er juin 1967 inclusivement si elles sont émises à courte échéance quinze ans, ou avant le 1er juin 1969 inclusivement si elles sont émises à courte échéance vingt ans; après ces dates, lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il

Province of Quebec

VILLAGE OF ST-PRIME
(County of Lake St-John-West)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Marcel Neron, Secretary-Treasurer, St-Prime, county of Lake St-John-West, until 8.00 o'clock p.m. Tuesday, August 4, 1959, for the purchase of an issue of \$155,000.00 of bonds for the village of St-Prime, county of Lake St-John-West, dated June 1st, 1959, and redeemable serially from June 1st, 1960 to June 1st, 1979 inclusively, with interest at a rate not less than 4½% nor more than 5½% per annum, payable semi-annually on June 1st and December 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan by-law No. 19 — work on aqueduct.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from September 1st, 1959.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$155,000.00 — 20 years

Year	Capital
June 1st, 1960	\$ 2,000.00
June 1st, 1961	2,000.00
June 1st, 1962	2,500.00
June 1st, 1963	2,500.00
June 1st, 1964	2,500.00
June 1st, 1965	3,000.00
June 1st, 1966	3,000.00
June 1st, 1967	3,000.00
June 1st, 1968	3,500.00
June 1st, 1969	3,500.00
June 1st, 1970	3,500.00
June 1st, 1971	4,000.00
June 1st, 1972	4,000.00
June 1st, 1973	4,500.00
June 1st, 1974	4,500.00
June 1st, 1975	5,000.00
June 1st, 1976	5,000.00
June 1st, 1977	5,500.00
June 1st, 1978	5,500.00
June 1st, 1979	86,000.00

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Roberval, county of Lake St-John-West.

Capital and interest are payable at all the branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation prior to June 1st, 1966 inclusively, if issued as ten-year short-term bonds, prior to June 1st, 1967 inclusively, if issued as fifteen-year short-term bonds, and prior to June 1st, 1969 inclusively, if issued for a twenty-year term, after which dates the bonds are, under authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be

affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, le 4 août 1959, à 8.00 heures du soir, en la salle paroissiale, St-Prime, comté de Lac St-Jean-Ouest.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

St-Prime, (Comté de Lac St-Jean-Ouest), ce 14 juillet 1959.

Le Secrétaire-trésorier,
MARCEL NÉRON.

St-Prime, (Lac St-Jean-Ouest), P.Q.,

Téléphone: 776.

51056-0

Province de Québec

VILLE D'AMOS (Comté d'Abitibi)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Emery Bordeleau, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, Amos, comté d'Abitibi, jusqu'à 8.00 heures du soir, mercredi, le 5 août 1959, pour l'achat de \$270,000.00 d'obligations de la ville d'Amos, comté d'Abitibi, datées du 1er août 1959 et remboursables par séries du 1er août 1960 au 1er août 1969, inclusivement avec intérêt à un taux non inférieur à 4½% ni supérieur à 5½% par année, payable semi-annuellement les 1er février et 1er août de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlements d'emprunt Nos 212a — \$127,000.00; 212b — \$48,000.00; et 219 — \$95,000.00 — renouvellements.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er septembre 1959.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$270,000.00 — 10 ans

Année	Capital
1er août 1960.....	\$12,500.00
1er août 1961.....	14,500.00
1er août 1962.....	23,000.00
1er août 1963.....	23,500.00
1er août 1964.....	25,000.00
1er août 1965.....	26,000.00
1er août 1966.....	27,000.00
1er août 1967.....	33,000.00
1er août 1968.....	34,000.00
1er août 1969.....	51,500.00

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Amos.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation avant le 1er août 1966 inclusivement; après cette date, lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat

called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Tuesday, August 4, 1959, at 8.00 o'clock p.m., at the parochial Hall, St-Prime, county of Lake St-John-West.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

St-Prime, (County of Lake St-John-West), July 14, 1959.

MARCEL NÉRON,
Secretary-Treasurer.

St-Prime, (Lake St-John-West), P.Q.,

Telephone: 776.

51056

Province of Quebec

TOWN OF AMOS (County of Abitibi)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Emery Bordeleau, Secretary-Treasurer, City Hall, Amos, county of Abitibi, until 8.00 o'clock p.m., Wednesday, August 5, 1959, for the purchase of \$270,000.00 of bonds of the town of Amos, county of Abitibi, dated August 1st, 1959 and redeemable serially from August 1st, 1960 to August 1st, 1969 inclusively, at a rate of not less than 4½% or more than 5½% per annum, payable semi-annually, on February 1st and August 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan by-laws Nos 212a — \$127,000.00; 212b — \$48,000.00; and 219 — \$95,000.00 — renewals.

For adjudication purposes only; interest shall be calculated as from September 1st, 1959.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$270,000.00 — 10 years

Year	Capital
August 1st, 1960.....	\$12,500.00
August 1st, 1961.....	14,500.00
August 1st, 1962.....	23,000.00
August 1st, 1963.....	23,500.00
August 1st, 1964.....	25,000.00
August 1st, 1965.....	26,000.00
August 1st, 1966.....	27,000.00
August 1st, 1967.....	33,000.00
August 1st, 1968.....	34,000.00
August 1st, 1969.....	51,500.00

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Amos.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation prior to August 1st, 1966 inclusively; after which date, the said bond may, under the authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the

est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mercredi, le 5 août 1959, à 8.00 heures du soir, en l'Hôtel de Ville, Amos, comté d'Abitibi.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Amos, (Comté d'Abitibi), ce 14 juillet 1959.

Le Secrétaire-trésorier,
ÉMERY BORDELEAU.

Adresse postale:

Hôtel de Ville, C.P. 685,

Amos, (Abitibi), P.Q.

Téléphone: 63.

51057-0

Province de Québec

LA COMMISSION DES ÉCOLES CATHOLIQUES
DE CHICOUTIMI
(Comté de Chicoutimi)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le sous-signé Joseph Bonneau, secrétaire-trésorier, 36 est, rue Jacques-Cartier, Chicoutimi, comté de Chicoutimi, jusqu'à 4.00 heures de l'après-midi, mardi, le 4 août 1959, pour l'achat de \$1,350,000.00 d'obligations de la Commission des écoles catholiques de Chicoutimi, comté de Chicoutimi, datées du 1er août 1959 et remboursables par séries du 1er août 1960 au 1er août 1979 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 4½% ni supérieur à 5½% par année, payable semi-annuellement les 1er février et 1er août de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution d'emprunt en date du 6 juin 1959 — construction d'une école secondaire de trente classes.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er septembre 1959.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement—\$1,350,000.00—20 ans

Année	Capital
1er août 1960.....x\$	69,000.00
1er août 1961.....x	72,000.00
1er août 1962.....x	76,000.00
1er août 1963.....x	80,000.00
1er août 1964.....x	85,000.00
1er août 1965.....x	90,000.00
1er août 1966.....x	95,000.00
1er août 1967.....x	100,000.00
1er août 1968.....x	105,000.00
1er août 1969.....x	111,000.00
1er août 1970.....x	36,000.00
1er août 1971.....x	38,000.00
1er août 1972.....x	40,000.00
1er août 1973.....x	43,000.00
1er août 1974.....x	45,000.00
1er août 1975.....x	47,000.00
1er août 1976.....x	50,000.00
1er août 1977.....x	53,000.00
1er août 1978.....x	56,000.00
1er août 1979.....x	59,000.00

Les "x" indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de

bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Wednesday, August 5, 1959, at 8.00 o'clock p.m., at the City Hall, Amos, county of Abitibi.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Amos, (County of Abitibi), this July 14, 1959.

ÉMERY BORDELEAU,
Secretary-Treasurer.

Post office address:

City Hall, P.B. 685,

Amos, (Abitibi), P.Q.

Telephone: 63.

51057

Province of Quebec

THE CATHOLIC SCHOOL COMMISSION
OF CHICOUTIMI
(County of Chicoutimi)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Joseph Bonneau, Secretary-Treasurer, 36 Jacques-Cartier, East, Chicoutimi, county of Chicoutimi, until 4.00 o'clock p.m. Tuesday, August 4, 1959, for the purchase of an issue of \$1,350,000.00 of bonds for the Catholic School Commission of Chicoutimi, county of Chicoutimi, dated August 1st, 1959, and redeemable serially from August 1st, 1960 to August 1st, 1979 inclusively, with interest at a rate not less than 4½% nor more than 5½% per annum, payable semi-annually on February 1st and August 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan resolution dated June 6, 1959 — construction of a secondary school of thirty classrooms.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from September 1st, 1959.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$1,350,000.00 — 20 years

Year	Capital
August 1st, 1960.....x\$	69,000.00
August 1st, 1961.....x	72,000.00
August 1st, 1962.....x	76,000.00
August 1st, 1963.....x	80,000.00
August 1st, 1964.....x	85,000.00
August 1st, 1965.....x	90,000.00
August 1st, 1966.....x	95,000.00
August 1st, 1967.....x	100,000.00
August 1st, 1968.....x	105,000.00
August 1st, 1969.....x	111,000.00
August 1st, 1970.....x	36,000.00
August 1st, 1971.....x	38,000.00
August 1st, 1972.....x	40,000.00
August 1st, 1973.....x	43,000.00
August 1st, 1974.....x	45,000.00
August 1st, 1975.....x	47,000.00
August 1st, 1976.....x	50,000.00
August 1st, 1977.....x	53,000.00
August 1st, 1978.....x	56,000.00
August 1st, 1979.....x	59,000.00

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of

\$808,582.21, accordé par le Secrétaire de la province et payable en dix versements dont le premier de \$80,858.23 et les neuf autres de \$80,858.22 chacun, de 1960 à 1969 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

De plus, des soumissions pourront être envoyées et seront considérées pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Chicoutimi.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation avant le 1er août 1966 inclusivement si elles sont émises à courte échéance dix ans, avant le 1er août 1967 inclusivement si elles sont émises à courte échéance quinze ans, ou avant le 1er août 1969 inclusivement si elles sont émises pour le terme de vingt ans; après ces dates, lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue mardi, le 4 août 1959, à 4.00 heures de l'après-midi, au bureau de la commission scolaire, 36 est, rue Jacques-Cartier, Chicoutimi.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Chicoutimi, (Comté de Chicoutimi), ce 8 juillet 1959.

Le Secrétaire-trésorier,
JOSEPH BONNEAU.

36 est, rue Jacques-Cartier,
Chicoutimi, P.Q.
Téléphone: Liberté 3-5017. 51067-o

\$808,582.21, granted by the Provincial Secretary and payable in ten instalments the first of which is \$80,858.23 and the other nine of \$80,858.22 each, from 1960 to 1969 inclusively, will be received and applied to the service of the said loan.

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Chicoutimi.

Capital and interest are payable at all the branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure as well as at the head office of the said bank at Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation prior to August 1st, 1966 inclusively, if issued as ten-year short-term bonds, prior to August 1st, 1967 inclusively, if issued as fifteen-year short-term bonds, and prior to August 1st, 1969 inclusively, if issued for a twenty-year term, after which dates the bonds are, under authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners to be held on Tuesday, August 4th, 1959, at 4.00 o'clock p.m., at the office of the school commission, 36 Jacques-Cartier Street, East, Chicoutimi.

The school commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Chicoutimi, (County of Chicoutimi), July 8, 1959.

JOSEPH BONNEAU,
Secretary-Treasurer.

36 Jacques-Cartier, Street, East,
Chicoutimi, P.Q.
Telephone: Liberté 3-5017. 51067

Vente — Loi de faillite

Canada, province de Québec, district de Québec, Cour Supérieure (En matière de faillite) N° 6250-F. Dans l'affaire de la faillite de Roméo Grenier, aviculteur et cultivateur, rang 1, Ste-Louise, comté de L'Islet, débiteur.

AVIS DE VENTE

Avis est par les présentes donné que: MERCREDI, le DIX-NEUF d'AOÛT 1959, à TROIS heures et TRENTE p.m., seront vendus par encaissement public, à la porte de l'église de la paroisse de Ste-Louise, comté de L'Islet les immeubles ci-après décrits, savoir:

Item A) "Un terrain faisant partie du lot désigné sous le numéro deux cent soixante et un (261) au cadastre officiel de la paroisse de St-

Sale — Bankruptcy Act

Canada, Province of Quebec, district of Quebec, Superior Court (Sitting in Bankruptcy) No. 6250-F. In the matter of the bankruptcy of Roméo Grenier, poultry-keeper and farmer, range 1, Ste-Louise, county of L'Islet, debtor.

NOTICE OF SALE

Notice is hereby given that, on WEDNESDAY, AUGUST NINETEENTH, 1959, at THREE o'clock and a HALF p.m., shall be offered for sale by public auction, at the church door of the parish of Ste-Louise, county of L'Islet, the immovables hereinafter described, to wit:

Item A) "A lot of land forming part of lot designated under number two hundred and sixty-one (261) in the official cadaster of the parish of

Roch-des-Aulnaies, contenant deux arpents de largeur et trois arpents de profondeur environ, borné au nord-ouest par un ruisseau, au nord-est par le lot deux cent soixante-deux appartenant à Xavier Morin, au sud-est par le chemin de front ou fronteau du rang, au sud-ouest par le lot deux cent soixante appartenant à Athanase Fortin ou représentants."

Item B) "Une ferme faisant partie du lot désigné sous le numéro soixante-dix-sept (77) au cadastre officiel de la paroisse de Ste-Louise, contenant environ quatre arpents de front sur une profondeur de trente arpents, bornée au nord-ouest par le fronteau du rang, au nord-est par le lot soixante-dix-huit appartenant à Arthur Fortin, au sud-est par le résidu du lot soixante-dix-sept appartenant à Joseph Gamache et Zéphirin Dubé, au sud-ouest par le lot soixante-seize appartenant à Armand Michaud, avec constructions et dépendances."

Item C) "Un terrain faisant partie du lot désigné sous le numéro treize (13) au cadastre officiel de la paroisse de Saint-Aubert, comté de l'Islet contenant trois arpents de largeur sur une profondeur de seize arpents environ, borné au nord-ouest par le chemin de front, au nord-est par le lot numéro dix appartenant à Maurice Robichaud, au sud-est par le résidu dudit lot numéro treize appartenant à Elphège Grenier et au sud-ouest par le lot numéro quatorze appartenant à Josephat Gaudreau. Sous réserve d'un droit de passage qui peut exister sur cet immeuble en faveur d'Olivier Talbot ou représentants, aux termes d'une vente passée le dix-neuf mars mil neuf cent et enregistrée sous le numéro 32104."

Les item A-B-C seront offerts en vente au plus haut et dernier enchérissseur à charge des rentes et répartitions d'église qui peuvent exister ainsi que des servitudes actives et passives.

Les titres et certificats peuvent être examinés en tout temps en s'adressant aux bureaux des syndics soussignés.

Cette vente est faite conformément aux articles 716, 717 et 719-A du Code de Procédure Civile et aussi à l'article 55 de la Loi de faillite. Cette vente équivaut à la vente faite par le Shérif.

Conditions de paiement: argent comptant.
Québec, 13 juillet 1959.

Les Syndics,
**JOSEPH MARMETTE
& RENÉ LEFAIVRE.**

Bureaux:

111, Côte de la Montagne,
Québec.

51055-29-2-0

St-Roch-des-Aulnaies, containing two arpents in width and three arpents in depth approximately, bounded on the northwest by a brook, on the northeast by lot two hundred and sixty-two belonging to Xavier Morin, on the southeast, by the front road or ledge of range, on the southwest, by lot two hundred and sixty belonging to Athanase Fortin or representatives."

Item B) "A farm forming part of lot designated under number seventy-seven (77) in the official cadaster of the parish of Ste-Louise, containing approximately four arpents in front along a depth of thirty arpents, bounded on the northwest by the front ledge of the range, on the northeast by lot seventy-eight, belonging to Arthur Fortin, on the southeast, by the residue of lot seventy-seven belonging to Joseph Gamache and Zéphirin Dubé, on the southwest by lot seventy-six belonging to Armand Michaud, with constructions and dependencies."

Item C) "A lot of land forming part of lot designated under number thirteen (13) in the official cadaster of the parish of Saint Aubert, county of L'Islet, containing three arpents in width along a depth of sixteen arpents approximately, bounded on the northwest by the front road, on the northeast by lot number ten belonging to Maurice Robichaud, on the southeast by the residue of the said lot number thirteen belonging to Elphège Grenier and on the southwest by lot number fourteen belonging to Josephat Gaudreau. Under reserve of a right-of-way which may exist on this immovable in favor of Olivier Talbot or representatives, on the terms of a sale passed on March nineteenth, one thousand nine hundred and registered under number 32104."

Items A-B-C shall be offered for sale to the last and highest bidder with rents as a charge thereon and Church apportionments which may exist as well subject to the servitudes both active and passive.

Titles and certificates may be examined at all times by applying to the office of the undersigned.

This sale is made in accordance with articles 716, 717 and 719-A of the Code of Civil Procedure and also article 55 of the bankruptcy Act. This sale is equivalent to a sale made by Sheriff.

Conditions of payment: cash.
Quebec, July 13, 1959.

**JOSEPH MARMETTE
& RENÉ LEFAIVRE,**
Trustees.

Offices:

111 Mountain Hill,
Quebec.

51055-29-2

Vente pour taxes

CITÉ DE VERDUN

Vente de propriétés pour taxes

Avis public est par les présentes donné que les propriétés, ci-dessous décrites, seront vendues à l'enchère publique qui sera tenue à l'Hôtel de Ville de Verdun, MERCREDI, le CINQUIÈME jour d'AOUT dix-neuf cent cinquante-neuf, à DIX heures du matin, en vertu de la loi 22 George V, chapitre 129, section 6, pour satisfaire au paiement des taxes municipales et scolaires avec intérêts, plus les frais encourus ou qui pourront être encourus, à moins que ces taxes, intérêts et frais ne soient payés avant la vente.

Sale for Taxes

CITY OF VERDUN

Sale of properties for taxes

Public notice is hereby given that the properties described hereunder will be sold by public auction which will be held at the City Hall of Verdun, on WEDNESDAY, the FIFTH day of AUGUST, nineteen hundred and fifty-nine, at TEN o'clock in the morning under authority of Act 22, George V, chapter 129, section 6, to satisfy the payment of the municipal and school taxes and the cost which have been or may be incurred, unless the said taxes, interest and costs are paid before the sale.

Nom du propriétaire Name of proprietor	Cadastre Cadastral	Subdivisions
Émile Michaud.	3405.	479.
Avec bâtisses dessus érigées portant les numéros civiques 3926 et 3928 rue Claude.	With buildings thereon erected bearing civic numbers 3926 and 3928 Claude St.	
Émile Michaud.	3405.	520.
Avec bâtisses dessus érigées, portant les numéros civiques 3969 et 3971 rue Claude.	With buildings thereon erected, bearing civic numbers 3969 and 3971 Claude St.	
Émile Michaud.	3405.	519.
Avec bâtisses dessus érigées, portant les numéros civiques 3959 à 3967 rue Claude.	With buildings thereon erected, bearing civic numbers 3959 at 3967 Claude St.	
Verdun Paint Specialties, représenté par Jean-Paul Loiselle.	4656.	17.
Avec bâtisses dessus érigées, portant les numéros civiques 135 et 137 ave Willibrord.	With buildings thereon erected, bearing civic numbers 135 and 137 Willibrord Ave.	
Richard Enterprises Ltd.	4680.	189pt S.O.-W., 190, 191pt N.E.
Un emplacement composé des lots 4680-189pt S.O. et 190 et 191pt N.E. le tout mesurant 45' x 100'4" dans la ligne N.E. et 100'2" dans la ligne S.O. plus ou moins, mesure anglaise, et borné au nord par le résidu du lot Cad. 4680 subd. 189pt, à l'ouest par la ruelle publique portant le No 4680 subd. 193, au sud par le résidu du lot cad. 4680 subd. 191, et à l'est en front par l'ave Verdun.	An emplacement composed of lots 4680-189pt S.W. and 190, and 191pt N.E., the whole measuring 45' x 100'4" on the N.E. line and 100'2" on the S.W. line, more or less, English measurements, and bounded to the north by the residue of the lot cad. 4680, subd. 189pt, and to the west by a public lane designated as No. 4680, subd. 193, and to the south by the residue of the lot cad. 4680, subd. 191, and to the east in front by Verdun Ave.	
Avec bâtisses dessus érigées portant le numéro civique 5855 ave Verdun.	With buildings thereon erected, bearing civic number 5855 Verdun Avenue.	
Les immeubles susdits apparaissent tous au plan et livre de renvoi de la paroisse de Montréal et sont situés dans la cité de Verdun.	The above immovables are all on the plan and book of reference of the parish of Montreal and are situated in the city of Verdun.	
Ladite vente sera en outre faite avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes et occultes attachées auxdits immeubles.	The said sale shall moreover be made with all servitudes both active and passive, apparent or hidden, affecting such immovables.	
Condition de la vente: argent comptant ou chèque accepté.	Terms of sale: Cash or accepted cheque.	

Donné à l'Hôtel de Ville, Verdun, P. Q., ce 7ième jour de juillet 1959.

Le Greffier,
A. J. BURGESS.
50996-28-2-o

Given at the City Hall, Verdun, P. Q., this 7th day of July, 1959.

A. J. BURGESS,
City Clerk.
50996-28-2-o

VENTES PAR SHÉRIFS

AVIS PUBLIC, est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

ABITIBI

Province de Québec, district d'Abitibi
Cour Supérieure, { L'OFFICE DU CRÉDIT
N° 11,493. { AGRICOLE DU QUÉ-
BEC, corps politique et in-
corporé, ayant son siège social à Québec, deman-
deur, vs DAME JEANNE D'ARC PLANTE,
ménagère, domiciliée à Senneterre, Abitibi-Est,
P.Q. épouse commune en biens de Robert Chicoine,
du même lieu, autorisée judiciairement à
ester en justice aux fins des présentes, défende-
resse.

AVIS DE VENTE

Les immeubles connus et désignés comme étant les lots de terre numéros quatorze et seize (14 et 16) du rang sept (7), au cadastre officiel pour le canton Senneterre, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendus en blocs, à la porte de l'église paroissiale de Senneterre, le DIX-NEUVIÈME jour d'AOÛT 1959 à DEUX heures de l'après-midi.

Amos, 11 juillet 1959.

Le Shérif d'Abitibi,
J. A. GAUTHIER.
51046-29-2-o

SHERIFF'S SALES

PUBLIC NOTICE, is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

ABITIBI

Province of Quebec, district of Abitibi
Superior Court, { THE QUEBEC FARM
No. 11,493. { CREDIT BUREAU, a
body politic and corporate,
having its head office in Quebec, plaintiff vs
DAME JEANNE D'ARC PLANTE, housewife,
domiciled at Senneterre, Abitibi-East, P.Q.
wife common as to property of Robert Chicoine,
of the same locality, legally authorized to appear
in Court for the purposes herein, defendant.

NOTICE OF SALE

The immovables known and designated as being lots of land number fourteen and sixteen (14 and 16) of range seven (7), of the official cadastre for the township of Senneterre, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold "en bloc" at the door of the parochial church of Senneterre, the NINETEENTH day of AUGUST 1959 at TWO o'clock in the afternoon.

Amos, July 11, 1959.

J. A. GAUTHIER,
Sheriff for Abitibi.
51046-29-2

Province de Québec — District d'Abitibi
 Cour Supérieure, { **GÉRARD DERASP**, co-
 N° 11.461. lon, domicilié et de-
 meurant à St-Maurice de
 Dalquier, district d'Abitibi, saisissant; vs **CLAU-
 VERNY GOLD MINES LIMITED**, n.p.l., cor-
 poration minière légalement constituée et incor-
 porée, ayant son siège social au numéro 682
 Avenue Bloomfield, Montréal, saisi.

Province of Quebec — District of Abitibi
 Superior Court, { **GÉRARD DERASP**, set-
 No. 11.461. tler, domiciled and re-
 siding at St-Maurice de Dal-
 quier, district of Abitibi, seizing creditor; vs **CLAU-
 VERNY GOLD MINES LIMITED**, n.p.l.,
 Mining Corporation, legally constituted and
 incorporated, having its head office at number
 682, Bloomfield Ave., Montreal, seized.

AVIS DE VENTE

Les biens immobiliers suivants savoir: Les
 claims A-52,097, A-52,099, A-52,100 situés sur la
 demie-sud des lots 22, 23 et 25 du rang 6, canton
 Duvernay, couverts par un permis de mise en
 valeur N° 904; les claims A-53, 205 et A-52,206
 et A-58,675, situés sur la demie-nord des lots
 22 et 23 rang 5, canton Duvernay et la demie-sud
 du lot 23, rang 5, canton Duvernay, couverts par
 un permis de mise en valeur N° 1413; les claims
 A-69,843 et canton Duvernay, couverts par un
 permis de mise en valeur N° 2371; les claims
 A-55,672, A-55,673, A-55,674 et A-55,675 situés
 sur la partie demie-nord des lots 24, 25, 26 et 27
 du rang 6, canton Duvernay, couverts par un
 permis de mise en valeur N° 2835; les claims
 A-83,541 et A-83,543, situés sur la demie-nord
 des lots 22 et 23, rang 6, canton Duvernay, cou-
 verts par un permis de mise en valeur N° 3792,
 les claims A-52,755, A-52,756 et A-52,757, situés
 sur la demie-nord des lots 24, 25 et 26 du rang 5,
 canton Duvernay, couverts par un permis de
 mise en valeur N° 1060, le tout avec bâtisses
 dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendus au bureau du Shérif du
 district d'Abitibi, à Amos, le VINGT-NEU-
 VIÈME jour de JUILLET 1959, à DEUX
 heures p.m.

Le Shérif d'Abitibi,
 J.-A. GAUTHIER.
 Bureau du Shérif, Amos, 19 juin 1959. 50878-26-2-0

ARTHABASKA

Fieri Facias de Bonis et de Terris
 District d'Arthabaska

Cour Supérieure, { **PAUL CHICOINE**, gara-
 N° 13,445. giste de St-Cyrille de
 Wendover, comté de Drum-
 mond, demandeur vs **LAURENT LAUZIÈRE**
 de St-Cyrille de Wendover, district d'Artha-
 baska, défendeur.

"Un terrain mesurant cent pieds de front sur
 deux cents pieds de profondeur, connu et désigné
 aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre
 d'enregistrement du comté de Drummond, pour
 le canton de Wendover, comme étant le coin
 sud-ouest sud-est du lot numéro deux cent vingt
 (P. 220), avec toutes les bâtisses y érigées. Le-
 quel terrain est borné en front au sud-ouest le
 chemin de front, en profondeur au nord-est et
 d'un côté au sud-ouest Arthur Ladouceur et de
 l'autre côté au sud-est le lot numéro 213.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale
 de St-Cyrille de Wendover, comté de Drummond,
 le trentième jour de juillet 1959
 Drummond, le TRENTIÈME jour de JUILLET
 1959 à ONZE heures de l'avant-midi. (heure
 avancée)

Le Shérif,
 FÉLIX HOULE.
 Bureau du Shérif, Arthabaska, ce 23 juin 1959. 50908-26-2-0

NOTICE OF SALE

The following immoveables, to wit: Claims
 A-52,097, A-52,099, A-52,100, situated upon the
 south half of lots 22, 23 and 25 of range 6, Du-
 vernay township, covered by a development
 license No. 904; claims A-53,205 and A-53,206
 and A-58,675, situated upon the north half of
 lots 22 and 23, range 5, Duvernay township and
 the south half of lot 23, range 5, Duvernay town-
 ship, covered by a development license No. 1413;
 claims A-69,843 and Duvernay township, covered
 by a development license No. 2371, claims A-55,-
 672, A-55,673, A-55,674 and A-55,675 situated
 upon the north half part of lots 24, 25, 26 and
 27 of range 6, Duvernay township, covered by a
 development license No. 2835; claims A-83,541
 and A-83,543, situated upon the north half of
 lots 22 and 23, range 6, Duvernay township,
 covered by a development license No. 3792,
 claims A-52,755, A-52,756 and A-52,757, si-
 tuated upon the north half of lots 24, 25 and 26
 of range 5, Duvernay township, covered by a
 development license No. 1060, the whole with
 buildings thereon erected, circumstances and
 dependencies.

To be sold at the Sheriff's Office of the district
 of Abitibi, at Amos, on the TWENTY-NINTH
 day of JULY, 1959, at TWO o'clock p.m.

J.-A. GAUTHIER,
 Sheriff of Abitibi.
 Sheriff's Office, Amos, June 19, 1959. 50878-26-2

ARTHABASKA

Fieri Facias de Bonis et de Terris
 District of Arthabaska

Superior Court, { **PAUL CHICOINE**, gara-
 No. 13,445. ge-keeper of St-Cyrille of
 Wendover, county of Drum-
 mond, plaintiff, vs **LAURENT LAUZIÈRE**,
 of St-Cyrille of Wendover, district of Artha-
 baska, defendant.

"A lot of land measuring one hundred feet in
 frontage by two hundred feet in depth, known
 and designated on the official plan and in the
 book of reference of the registration cadaster of
 the county of Drummond, for the township of
 Wendover, as being the southwest southeast
 corner of lot number two hundred and twenty
 (Pt. 220), with all the buildings thereon erected.
 Which lot of land is bounded in front on the
 southwest by the front road, in depth on the
 northeast and on one side, on the Southwest
 by Arthur Lacoureur and on the other side, on
 the southeast, by lot number 213.

To be sold at the door of the parochial church
 of St-Cyrille of Wendover, county of Drum-
 mond, on the THIRTIETH day of JULY, 1959,
 at ELEVEN o'clock in the forenoon. (Day-
 light-Saving Time).

FÉLIX HOULE,
 Sheriff.
 Sheriff's Office, Arthabaska, this 23th day of June, 1959. 50908-26-2

Fieri Facias de Terris
District d'Arthabaska

Cour Supérieure, { **THÉODORE DUBÉ**, me-
N° 13996. { nuisier, de St-Simon de
Drummond, demandeur vs
LIONEL J. GAGNÉ, de St-Simon de Drum-
mond, district d'Arthabaska, défendeur.

1° Un lopin de terre, ayant front sur la rue St-Adélard, à St-Simon de Drummond, mesurant quarante pieds de largeur par cent pieds de profondeur, le tout plus ou moins, mesure anglaise, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du canton de Grantham, comme étant le lot numéro deux cent quatre-vingt-trois des subdivisions officielles du lot numéro cent trente-huit (138-283);

2° Une lisière de terrain, contigue au lot ci-dessus décrit, mesurant vingt-huit pieds par cent pieds de profondeur, le tout plus ou moins, mesure anglaise, borné en front au nord-est par la rue St-Adélard, en profondeur au sud-ouest par une partie du lot 138-272, du côté sud-est par le lot 138-283, ci-haut décrit et de l'autre côté au nord-ouest par le résidu du lot 138-282, ladite lisière de terrain étant connu aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du canton de Grantham comme étant la partie sud-est du lot deux cent quatre-vingt-deux des subdivisions officielles du lot numéro cent trente-huit, (138-Pt. S.E. 282), avec toutes les bâtisses dessus construites.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de St-Simon de Drummond, le TREN-
TIÈME jour de JUILLET 1959 à TROIS heures de l'après-midi. (Heure avancée).

Le Shérif,
Bureau du Shérif, **FÉLIX HOULE**.
Arthabaska, ce 22 juin 1959.

50909-26-2-o

BEAUCE

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Cour Supérieure — District de Beauce

St-Joseph de Beauce, { **PAUL ÉMILE GIL-**
N° 26,749. { **BERT**, artisan de
à savoir: { Ste-Rose, contre **CAMIL-**
LE BAILLARGEON,

2562 Bilodeau, Montréal à savoir:

Une propriété située au village de Ste-Rose mesurant soixante pieds (60) de largeur, direction N.-SE., par cent soixante pieds (160) de profondeur: mesure anglaise, tel que renclos, et désignée comme faisant partie du lot cinquante-neuf (59) du rang quatre (4) de Watford avec bâtisses, bornée en front et au sud-est par une rue perpendiculaire au chemin royal, au nord-ouest à Philippe Dion et Dame Vve Aimé Morin, ayant-cause de Joseph Lessard, au sud-ouest à Arthur Lessard; tel que le tout se trouve avec les servitudes existantes et tel qu'acquis de Florian Caron qui borne ledit emplacement au sud-est.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale, en la paroisse de Ste-Rose, le SEPTIÈME jour d'AOUT prochain à DIX heures de l'avant-midi.

Le Skérif,
Bureau du Shérif, **J. S. POULIOT**.
St-Joseph de Beauce,
le 30 juin 1959. 50944-27-2-o
[Première insertion: 4 juillet 1959]
[Seconde insertion: 18 juillet 1959]

Fieri Facias de Terris
District of Arthabaska

Superior Court, { **THÉODORE DUBÉ**, jo-
No. 13996. { inner, of St-Simon of
Drummond, plaintiff, vs **LIO-**
NEL J. GAGNÉ, of St-Simon, of Drummond,
district of Arthabaska, defendant.

1. A plot of land having frontage on St-Adélard Street, at St-Simon of Drummond, measuring forty feet in width by one hundred feet in depth, the whole more or less, English measure, known and designated on the official plan and in the book of reference of the township of Grantham, as being lot number two hundred and eighty-three of the official subdivisions of lot number one hundred and thirty-eight (138-283);

2. A strip of land, contiguous to the above described lot, measuring twenty-eight feet by one hundred feet in depth, the whole more or less, English measure, bounded in front on the north-east by St-Adélard Street, in depth, on the south-west by a part of lot 138-272, on the southeast side by lot 138-283, above described and on the other side, on the northwest, by the residue of lot 138-282, the said strip of land being known on the official plan and in the book of reference of the cadaster for the township of Grantham as being the southeast part of lot two hundred and eighty-two of the official subdivision of lot number one hundred and thirty-eight, (138-Pt. S.E. 282), with all the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of St-Simon of Drummond, on the THIRTIETH day of JULY 1959, at THREE o'clock in the afternoon. (Daylight Saving time).

FÉLIX HOULE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Arthabaska, this 22nd day of June, 1959.
50909-26-2

BEAUCE

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Superior Court — District of Beauce

St-Joseph de Beauce, { **PAUL ÉMILE GIL-**
No. 26,749. { **BERT**, craftsman of
to wit: { Ste-Rose, against **CA-**
MILLE BAILLIAR-

GEON, 2562 Bilodeau, Montreal, to wit:

A property situated in the village of Ste-Rose, measuring sixty feet (60) in width, direction N.-SE., by one hundred and sixty feet (160) in depth: English measure, as fenced-in, and designated as forming part of lot fifty-nine (59) of range four (4) of Watford, with buildings, bounded in front and on the southeast, by a perpendicular street to the Royal Road, on the northwest, by Philippe Dion and Dame Widow Aimé Morin, assignee of Joseph Lessard, on the southwest, by Arthur Lessard; as the whole is to be found with the existing servitudes and such as acquired from Florian Caron who bounds the said emplacement on the southeast.

To be sold at the parochial church door, in the parish of Ste-Rose, on the SEVENTH day of AUGUST next, at TEN o'clock in the forenoon.

J. S. POULIOT,
Sheriff's Office, Sheriff.
St-Joseph de Beauce,
June 30, 1959. 50944-27-2
[First insertion: July 4, 1959]
[Second insertion: July 18, 1959]

CHICOUTIMI

Fieri Facias

District de Chicoutimi

District de Roberval, { DAME PHILIANNE
Cou. Supérieure, { DUBÉ, J.-M. BEL-
N° 22,268. { LEY, Naudville, de-
mandeurs; vs DAME
GEORGETTE MOREL, LÉOPOLD MAL-
TAIS, N.-D. du Rosaire, défendeurs, et LÉO-
POLD MALTAIS, N.-D. du Rosaire, Mis-en-
cause.

"Un terrain ou emplacement situé en la paroisse de Notre-Dame du Rosaire, mesurant cinquante pieds (50') de front dans le sens nord-sud, sur cent (100') pieds de profondeur dans le sens est-ouest, le tout faisant partie du lot numéro trois (Pt. N° 3), aux plan et livre de renvoi officiels pour le cadastre du canton Rouleau, dans le premier rang ouest du Lac des Habitants, et compris dans les bornes suivantes, savoir: Au nord, à l'est et au sud au terrain d'Adrien Tremblay, et à l'ouest au chemin public, ledit terrain étant situé à deux cent pieds de la ligne nord du terrain de Freddy Lapointe ou représentants, le tout avec les bâtisses y érigées, circonstances, et dépendances."

Pour être vendu à la porte de l'église à Notre-Dame du Rosaire, le TRENTIÈME jour du mois de JUILLET 1959, à TROIS heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif, Le Shérif,
Chicoutimi, le 23 juin 1959. RENÉ DELISLE. 50912-26-2-o

GASPÉ

Fieri Facias de Terris et de Bonis

Cour Supérieure, { S. LAVERY & C. LAVERY
Montréal, { S. LAVERY & C. LAVERY
N° 465383. { Denis, Montréal, P.Q., de-
mandeurs, vs PHILIPPE
BERTRAND, 5736 rue Clark, Montréal, P.Q.

Les propriétés à vendre sont les suivantes:
"Un certain morceau de terrain sis et situé à Petite Rivière Ouest, municipalité de Ste-Adélaïde de Pabos, comté de Gaspé, P.Q. et district de Gaspé, portant le N° 278.

"Un deuxième lot portant N° 259, avec maisons dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendues à la porte de l'église de Ste-Adélaïde de Pabos, MARDI le VINGT-HUITIÈME jour de JUILLET 1959, à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif, Le Shérif,
Percé, le 22 juin 1959. J. F. MEAGHER. 50910-26-2-o

Fieri Facias de Terris

Cour de Magistrat, { MAURICE GOUPIL,
Gaspé, { MAURICE GOUPIL,
N° 10104. { Chandler, comté de
Gaspé, P.Q., demandeur,
vs Mme Vve JOS. BLAIS,
300 Hétu, Gatineau Mills, P.Q., défenderesse.

La propriété à vendre est la suivante:
"Une certaine terre sise et située dans la Municipalité de Pabos, mieux connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels pour ladite municipalité comme étant le lot N° 39 du second rang de la Seigneurie de Pabos. Borné comme suit: au nord le 3ième rang, à l'est par le lot N° 38, au sud par le 1er rang et à l'ouest par le lot N° 40.

CHICOUTIMI

Fieri Facias

District of Chicoutimi

District of Roberval, { DAME PHILIANNE
Superior Court, { DUBÉ, J.-M. BEL-
No. 22,268. { LEY, Naudville, plain-
tiffs; vs DAME GEOR-
GETTE MOREL, LÉOPOLD MALTAIS, N.-D.
du Rosaire, defendants and LÉOPOLD MAL-
TAIS, N.-D. du Rosaire, mis-en-cause.

"A lot of land or emplacement situated in the parish of Notre-Dame du Rosaire, measuring fifty feet (50') in frontage in the north-south direction, by one hundred (100') feet in depth in an east-west direction, the whole forming part of lot number three (Pt. No. 3), on the official plan and in the book of reference for the cadaster of the Rouleau township, in the first range west of Lac des Habitants and comprised within the following boundaries, to wit: on the north, east and to the south of the lot of Adrien Tremblay, and on the west of the public highway, the said land being situated at two hundred feet of the north line of the land of Freddy Lapointe or representatives, the whole with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies."

To be sold at the door of the church of Notre-Dame du Rosaire, on the THIRTIETH day of the month of JULY, 1959, at THREE o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, RENÉ DELISLE,
Chicoutimi, June 23, 1959. Sheriff. 50912-26-2

GASPÉ

Fieri Facias de Terris et de Bonis

Superior Court, { S. LAVERY & C. LAVERY
Montréal, { S. LAVERY & C. LAVERY
No. 465383. { Denis, Montréal, P.Q., de-
mandeurs, vs PHILIPPE
BERTRAND, 5736 Clark Street, Montréal, P.Q.

The following properties are for sale:
"A certain piece of land situated at Petite Rivière west, municipality of Ste-Adélaïde de Pabos, county of Gaspé, P.Q. and district of Gaspé, bearing No. 278.

"A second lot bearing No. 259, with houses thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of Ste-Adélaïde de Pabos, TUESDAY, the TWENTY-EIGHTH day of JULY, 1959, at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, J. F. MEAGHER,
Percé, June 22, 1959. Sheriff. 50910-26-2

Fieri Facias de Terris

Magistrate's Court, { MAURICE GOUPIL,
Gaspé, { MAURICE GOUPIL,
No. 10104. { Chandler, county of
Gaspé, P.Q., plaintiff, vs
Mrs. widow JOS. BLAIS,
300 Hétu, Gatineau Mills, P.Q., defendant.

The following property is for sale:
"A certain farm situated in the municipality of Pabos, better known and designated on the official plan and in the book of reference for the said municipality as being lot No. 39 of the second range of the Pabos Seignior. Bounded as follows: on the north, by the 3rd range, on the east, by lot No. 38, on the south, by the first range and on the west, by lot No. 40.

Pour être vendue à la porte de l'église de Ste-Adélaïde de Pabos, MARDI, le VINGT-HUITIÈME jour de JUILLET 1959, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, J. F. MEAGHER.
Percé, le 22 juin 1959. 50911-26-2-o

To be sold at the church door of Ste-Adélaïde de Pabos, TUESDAY, the TWENTY-EIGHTH day of JULY, 1959, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, J. F. MEAGHER, Sheriff.
Percé, June 22, 1959. 50911-26-2

JOLIETTE

Fieri Facias de Terris
Canada — Province of Québec
District of Québec

Cour Supérieure, { ROSAIRE VACHON, des
N° 95786. { cité et district de Québec y faisant affaire seul, sous les nom et raison sociale de "Admiral Stainless Steel Reg'd", demandeur, vs CLAIRE FERLAND, épouse de Lucien Arcouette, tous deux de lieux inconnus faisant ci-devant affaires seules tant à Trois-Rivières, Québec et Montréal sous les noms et raison sociale de "Claire Ferland Fina Ware Enr." comme marchande publique avec le consentement de son mari et ce dernier mis en cause pour autoriser et assister sadite épouse aux fins des présentes, défendeurs.

Comme appartenant aux défendeurs:
Immeuble situé à St-Gabriel de Brandon et décrit aux plan et livre de renvoi du cadastre (renouvelé) de St-Gabriel:

"La moitié indivise d'un emplacement situé à St-Gabriel de Brandon, connu et désigné comme étant une partie du lot numéro cinq cent trente-douze (P. 530-A-12) du cadastre du village de St-Gabriel de Brandon, de la contenance de tout le terrain compris entre le terrain de M. Albertin Desrochers (N° 530-B-1), le terrain de M. Gabriel Lemire (N° 530-B-2), le terrain de la Fabrique de St-Gabriel de Brandon, N° 530-M-1) d'un côté, le terrain de Adélar Houle (N° 529) en arrière, et autre partie dudit lot N° 530-A-12 appartenant à Hildège Desrochers de l'autre côté, et borné en front par la rue St-Gabriel: avec une maison, un restaurant et dépendances dessus construits, et les servitudes existantes, notamment le droit de passage mitoyen avec M. H. Desrochers."

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de St-Gabriel de Brandon, le MERCREDI, VINGT-NEUVIÈME jour de JUILLET 1959, à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, Le Shérif de Joliette, ROLAND PERRAULT.
Joliette, 22 juin 1959. 50913-26-2-o

KAMOURASKA

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province of Québec
District of Kamouraska

Cour Supérieure, { DAVID EUGÈNE RIOUX,
N° 20469. { avocat de la cité de Rivière-du-Loup, vs JOS. T. DUBÉ, de St-Marc du Lac Long.

Le lot N° 12, rang III, du canton Packington, sis à St-Marc-du-Lac-Long, d'une superficie de 153 acres, comprenant une superficie de 100 acres, dans sa partie sud-ouest suivant un billet de location portant le N° 101,843 et une superficie de 53 acres dans sa partie nord-est suivant un billet de location portant le N° 101,844, le tout avec bâtisses y érigées, circonstances et dépendances.

JOLIETTE

Fieri Facias de Terris
Canada — Province of Québec
District of Québec

Superior Court, { ROSAIRE VACHON, of
No. 95786. { the city and district of Québec carrying on business alone, under the name and style of "Admiral Stainless Steel Reg'd", plaintiff, vs CLAIRE FERLAND, wife of Lucien Arcouette, both of unknown address, carrying on heretofore business alone as well in Trois-Rivières, as in Québec and Montreal, under the style and name of "Claire Ferland Fina Ware Enr." as a public merchant with the consent of her husband and the latter mis en cause to authorize and assist his wife for these presents, defendants.

As belonging to the defendants:
An immoveable situated at St-Gabriel de Brandon and described on the official plan and in the book of reference of the cadaster (renewed) of St-Gabriel:

"The undivided half of an emplacement situated at St-Gabriel de Brandon, known and designated as being a part of lot number five hundred and thirty-A-twelve (Pt. 530-A-12) of the cadaster of the village of St-Gabriel de Brandon, containing the whole of the land comprised between the lot of land of Mr. Albertin Desrochers (No. 530-B-1), the lot of land of Mr. Gabriel Lemire (No. 530-B-2), the lot of land of the Church property of St-Gabriel de Brandon, No. 530-M-1) on one side, the lot of land of Adélar Houle (No. 529) in rear, and the other part of the said lot No. 530-A-12 belonging to Hildège Desrochers on the other side, and bounded in front by St-Gabriel Street; with a house, a restaurant and dependencies thereon constructed, and the existing servitudes, notably the mitoyen right-of-way with Mr. H. Desrochers."

To be sold at the parochial church door of St-Gabriel de Brandon, on WEDNESDAY, the TWENTY-NINTH day of JULY, 1959, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, ROLAND PERRAULT, Sheriff of Joliette.
Joliette, June 22, 1959. 50913-26-2

KAMOURASKA

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province of Québec
District of Kamouraska

Superior Court, { DAVID EUGÈNE RIOUX,
No. 20469. { advocate, of the city of Rivière-du-Loup, vs JOS. T. DUBÉ of St-Marc du Lac Long.

Lot No. 12, range III, of the Packington township, situated at St-Marc-du-Lac-Long, of an area of 153 acres, comprising an area of 100 acres, in its southwest part according to a location ticket bearing No. 101,843 and an area of 53 acres in its northeast part according to a ticket of location bearing No. 101,844, the whole with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

Le tout pour être vendus à la porte de l'église de St-Marc-du-Lac-Long, LUNDI, le VINGT-QUATRIÈME jour d'AOÛT 1959, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Député-Shérif du
Bureau du Shérif, district de Kamouraska,
Rivière-du-Loup CYRILLE PELLETIER.
ce 11 jour de juillet 1959. 51047-29-2-0
[Première insertion: samedi le 18 juillet 1959]

The whole to be sold at the door of the St-Marc-du-Lac-Long church, MONDAY, AUGUST TWENTY-FOURTH, 1959, at TWO o'clock in the afternoon.

CYRILLE PELLETIER,
Sheriff's Office, Deputy Sheriff of the
Rivière-du-Loup, district of Kamouraska.
this 11th day of July, 1959. 51047-29-2
[First insertion: Saturday, July 18, 1959]

MÉGANTIC

Fieri Facias de Terris

Cour de Magistrat, { J. E. FERLAND LTÉE,
N° 1074. { de la cité de Thetford
Mines, comté de Mégantic,
dans le district de Mégantic, demanderesse, contre
VITALINE CHABOT, de la cité de Thetford
Mines comté de Mégantic, dans le district de
Mégantic, défenderesse.

Désignation:

"Un morceau de terrain situé en la cité de Thetford Mines, connu et désigné comme étant le lot numéro dix-huit, de la subdivision du lot numéro vingt-cinq-F (N° 25-F-18) du cadastre officiel pour le quatrième rang du canton de Thetford".

Pour être vendu à Thetford Mines, le TRENTIÈME jour de JUILLET mil neuf cent cinquante-neuf à DEUX heures de l'après-midi, à la porte de l'église de la paroisse Notre-Dame de la Présentation.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, ALBERT LAMONDE.
Thetford Mines, le 19 juin 1959. 50877-24-2-0

MÉGANTIC

Fieri Facias de Terris

Magistrate's Court, { J. E. FERLAND LTÉE,
No. 1074. { of the city of Thetford
Mines, county of Mégantic,
in the district of Mégantic, plaintiff, against
VITALINE CHABOT, of the city of Thetford
Mines, county of Mégantic, in the district of
Mégantic, defendant.

Désignation:

"A piece of land situated in the city of Thetford Mines, known and designated as being the lot number eighteen of the subdivision of the lot number twenty-five-F (No. 25-F-18) of the official register of the survey of lands for the fourth range of the township of Thetford".

To be sold in the city of Thetford Mines, the THIRTIETH day of JULY one thousand nine hundred and fifty-nine at TWO hours of the clock in the afternoon at the church door of Notre-Dame de la Présentation.

ALBERT LAMONDE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Thetford Mines, June 19, 1959. 50877-26-2-0

MONTMAGNY

Fieri Facias de Terris

Canada — Province de Québec
District de Montmagny

Cour Supérieure, { MAURICE ROUS-
District de Québec, { SEAU & CIE
N° 91-873. { LTÉE, corporation légale
ayant son siège social à
Québec, demanderesse; vs ROMÉO HARBOUR
de Armagh, défendeur.

"Un emplacement de la contenance d'un quart d'arpent de front sur cent soixante et douze pieds de profondeur, faisant partie du lot de terre connu au cadastre officiel du canton Armagh, sous le numéro soixante-dix-A, premier rang nord-ouest (70-A, R. 1, N.-O.), borné comme suit: au nord Louis Vézina, au sud au terrain de Arthur Duchesneau ainsi qu'à l'ouest et à l'est de la route." Avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de Armagh, comté de Bellechasse, JEUDI, le TRENTIÈME jour de JUILLET 1959, à TROIS heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif, Le Shérif,
Montmagny CHS OMER BERNIER.
le 18 juin 1959. 50874-26-2-0

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Canada — Province de Québec
District de Montmagny

Cour Supérieure, { M. LAURÉAT THI-
N° 7566. { BAULT, commer-
çant, St-Eugène, comté de
l'Islet, demandeur, vs M. NAZAIRE BÉLANGER,
St-Fabien de Panet, comté de Montmagny,
défendeur.

MONTMAGNY

Fieri Facias de Terris

Canada — Province de Québec
District de Montmagny

Superior Court, { MAURICE ROUS-
District of Quebec, { SEAU & CIE
No. 91-873. { LTÉE, a legal corporation
having its head office at
Quebec, plaintiff; vs ROMÉO HARBOUR of
Armagh, defendant.

"An emplacement containing a quarter of an arpent in front by one hundred and seventy-two feet in depth, being part of lot of land known in the official cadastre of the township of Armagh, under number seventy-A, first range north-west (70-A, R. 1, N.-W.), bounded as follows: Northerly by Louis Vézina, southerly by the land of Arthur Duchesneau and as well as west and east of the road." With buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of Armagh, county of Bellechasse, THURSDAY, the THIRTIETH day of JULY, 1959, at THREE o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, CHS OMER BERNIER,
Montmagny, Sheriff.
June 18, 1959. 50874-26-2

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Canada — Province of Quebec
District of Montmagny

Superior Court, { M. LAURÉAT THI-
No. 7566. { BAULT, merchant,
St. Eugène, county of L'Islet,
plaintiff vs M. NAZAIRE BÉLANGER, St.
Fabien de Panet, county of Montmagny, defend-
ant.

Les droits acquis sur un terrain de la contenance de deux cent neuf acres en superficie formée des lots quatre et cinq (4 et 5) du sixième rang (rg. VI) du cadastre officiel du canton Talon avec bâtisses, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de St-Fabien de Panet, comté de Montmagny, VENDREDI, le TRENTE-ET-UNIÈME jour de JUILLET 1959, à TROIS heures de l'après-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, CHS OMER BERNIER.
Montmagny, le 18 juin 1959. 50875-26-2-0

MONTREAL

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Cour Supérieure — District de Montréal
Montréal, à savoir: { **BANQUE CANADIENNE NATIONALE** de manderesse vs **FRANÇOIS NAGY**, défendeur.

Un immeuble situé à Pincoirt Ile Perrôt mesurant deux cent vingt pieds de largeur sur trois cent soixante-quinze pieds de profondeur, mesure anglaise, faisant partie du lot originaire numéro cent vingt et un (Partie 121) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Ste-Jeanne de l'Ile Perrôt, bornée ladite partie comme suit: en front à l'ouest par un chemin privé conduisant au boulevard Ducharme vers le nord et en arrière vers l'est par l'emplacement du Dr. A. Fortin ou représentants et vers le sud et de l'autre côté par W. Desrochers ou représentants, étant d'autres parties du même lot 121, avec toutes les bâtisses dessus érigées et notamment deux maisons.

Pour être vendu, à la porte de l'église paroissiale de la paroisse Ste-Jeanne de Chantal de l'Ile Perrôt, le VINGT-et-UNIÈME jour d'AOÛT 1959, à ONZE heures du matin.

Le Shérif,

CAISSE &

Bureau du Shérif, LAURENCELLE.
Montréal, 14 juillet 1959. 51054-29-2-0

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, à savoir: { **JULES PINSON-NEAULT et al.**, demandeurs vs **J. ALBERT SANS-CARTIER**, défendeur et **JACQUES GEOFFRION et al.**, es-qual, mis-en-cause.

Comme appartenant au défendeur:

"Un emplacement ayant front sur l'avenue des Pins, à Ville Lemoyne, comté de Chambly, connu et désigné sous le N° 68 de la subdivision officielle du lot originaire N° 150 (150-68) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Longueuil, avec toutes constructions y dessus érigées."

Pour être vendu, au bureau d'enregistrement du comté de Chambly, à Longueuil, le VINGT-et-UNIÈME jour d'AOÛT 1959, à ONZE heures du matin.

Le Shérif,

CAISSE &

Bureau du Shérif, LAURENCELLE.
Montréal, 14 juillet 1959. 51053-29-2-0

PONTIAC

Canada — Province de Québec
District de Pontiac

Cour de Magistrat, { **LIONEL OUELLET** marchand, etc., du village Portage du Fort, district de Pontiac, demandeur vs **ARCHIBALD**

The rights acquired on a lot of land containing two hundred and nine acres in superficial area, formed by lots four and five (4 and 5) of the sixth range (r. VI) in the official cadastre of the township of Talon, with buildings, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of St. Fabien de Panet, county of Montmagny, FRIDAY, the THIRTY-FIRST day of JULY, 1959, at THREE o'clock in the afternoon.

CHS OMER BERNIER,

Sheriff's Office, Sheriff,
Montmagny, June 18, 1959. 50875-26-2

MONTREAL

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Superior Court — District of Montreal
Montreal, to wit: { **CANADIAN NATIONAL BANK**, plaintiff, vs **FRANÇOIS NAGY**, defendant.

An immoveable situated at Pincoirt Ile Perrôt measuring two hundred and twenty feet in width by three hundred and seventy-five feet in depth, English measure, forming part of the original lot number one hundred and twenty-one (Part 121) on the official plan and in the book of reference for the parish of Ste-Jeanne de l'Ile Perrôt, bounded the said part as follows: in front, on the west, by a private road, leading to the Ducharme Boulevard on the north, and in rear, towards the east by the emplacement of Dr. A. Fortin or representatives and on the south and on the other side by W. Desrochers or representatives, being other parts of the same lot 121, with all the buildings thereon erected and notably two houses.

To be sold at the parochial church door of the parish of Ste-Jeanne de Chantal of l'Ile Perrôt, on the TWENTY-FIRST day of AUGUST, 1959, at ELEVEN o'clock in the morning.

CAISSE &
LAURENCELLE,

Sheriff's Office, Sheriff,
Montreal, July 14th, 1959. 51054-29-2-0

Fieri Facias de Terris

Superior Court — District of Montreal

Montreal, to wit: { **JULES PINSON-NEAULT et al.**, plaintiffs vs **J. ALBERT SANS-CARTIER**, defendant and **JACQUES GEOFFRION et al.**, es-qual, mis-en-cause.

As belonging to the defendant:

"An emplacement fronting on Pine Avenue, town of Lemoyne, county of Chambly, known and designated as No. 68 of the official subdivision of original lot No. 150 (150-68) of the official plan and book of references of the parish of Longueuil, with all the structures thereon erected."

To be sold at the registry office of the county of Chambly, at Longueuil, the TWENTY-FIRST day of AUGUST, 1959, at ELEVEN o'clock in the morning.

CAISSE &
LAURENCELLE,

Sheriff's Office, Sheriff,
Montreal, July 14th, 1959. 51053-29-2-0

PONTIAC

Canada — Province of Quebec
District of Pontiac

Magistrate's Court, { **LIONEL OUELLET** merchant, etc., of the village of Portage du Fort, district of Pontiac, plaintiff vs **ARCHIBALD**

alias ARCHIE BERNARD, du village Portage du Fort, dit district de Pontiac, défendeur.

alias ARCHIE BERNARD, of the village of Portage du Fort, said district of Pontiac, defendant.

Les lots numéros cent quatre-vingt-neuf (189) et cent quatre-vingt-neuf "A" (189 a) conformément aux livres de renvoi officiels du village Portage-du-Fort, comté et district de Pontiac, P. Qué., ensemble avec les constructions dessus érigées, avec tous les membres et dépendances y appartenant, comme le tout existe présentement.

Lots numbers one hundred and eighty-nine (189) and one hundred and eighty-nine "A" (189 a) according to the official plan and book of reference for the village of Portage-du-Fort, county and district of Pontiac, P. Que., together with buildings thereupon erected, with all and every the members and appurtenances thereto belonging, as the whole is presently in existence.

Pour être vendus au bureau d'enregistrement pour le comté de Pontiac, du village de Campbell's Bay, le DIX-HUITIÈME jour d'AOÛT 1959, à DIX heures de l'avant-midi.

To be sold at the Registrar's Office for the county of Pontiac, in the village of Campbell's Bay, on the EIGHTEENTH day of AUGUST, 1959, at TEN o'clock in the forenoon.

Campbell's Bay, 10 juillet 1959.

Campbell's Bay, July 10th, 1959.

Bureau du Shérif,
Campbell's Bay, Qué.,
10 juillet 1959.

Sheriff's Office,
Campbell's Bay, Que.,
July 10th, 1959.

Le Shérif,
DOMINIC SLOAN.

DOMINIC SLOAN,
Sheriff.

51068-29-2

51068-29-2-0

QUÉBEC

Fieri Facias

Québec, à savoir: JOSAPHAT LAQUERRE, N° 96,582. { cultivateur, domicilié à Val Alain, comté de Lotbinière, district de Québec, contre DAMIEN CORRI-VEAU, domicilié à St-Janvier de Joly, comté de Lotbinière, district de Québec.

Étant le lot numéro soixante-cinq (N° 65) du rang un (1) de l'arpentage de 1929, borné au nord-ouest par le rang deux (2) au nord-est par le lot numéro cent quatre-vingt-douze — soixante-et-onze (N° 192-71) au sud-est par le canton Nelson, au sud-ouest, par le lot numéro cent quatre-vingt-douze — soixante-et-treize (N° 192-73); mesurant trois (3) arpents au nord-ouest, trente-trois arpents, deux perches, un pied et huit dixièmes (33-2-1-8/10 au nord-est, trente-deux arpents et six perches au sud-ouest (32-6) au sud-ouest; contenant en superficie quatre-vingt-dix-huit arpents soixante et onze perches et cent soixante-deux pieds, (98.71-162), avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Lotbinière, comté de Lotbinière, le TRENTE-ET-UNIÈME jour de JUILLET prochain à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif,
Québec, le 19 juin 1959.
[Première insertion: le 27 juin 1959.]
[Deuxième insertion: le 18 juillet 1959.]

Le Shérif,
Dr J. R. GOBEIL.

QUEBEC

Fieri Facias

Quebec, to wit: JOSAPHAT LAQUERRE, No. 96,582. { farmer domiciled at Val Alain, county of Lotbinière, district of Quebec, against DAMIEN CORRI-VEAU, domiciled at St. Janvier de Joly, county of Lotbinière, district of Quebec.

Being lot number sixty-five (No. 65) of range one (1) of the 1929 surveying, bounded north-westerly by range two (2), northeasterly by lot number one hundred and ninety-two — seventy-one (No. 192-71), southeasterly by Nelson township, southwesterly by lot number one hundred and ninety-two — seventy-three (No. 192-73); measuring three (3) arpents to the North-West, thirty-three arpents, two rods, one foot and eight tenths (33-2-1-8/10) to the North east, thirty-two arpents and six rods to the south-west (32-6); containing in superficial area ninety-eight arpents, seventy-one rods and one hundred and sixty-two feet (98.71. 162), with buildings thereon erected circumstances and dependencies.

To be sold at the Registry Office of Lotbinière, county of Lotbinière, on the THIRTY-FIRST day of JULY, next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office,
Quebec, June 19, 1959.
[First insertion: June 27, 1959.]
[Second insertion: July 18, 1959.]

Dr. J. R. GOBEIL,
Sheriff.

50889-26-2

RICHELIEU

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure, { LÉO PERREAULT LTÉE, N° 14-485. { un corps politique et incorporé dûment constitué en corporation, ayant son siège social et principale place d'affaires en les cité et district de Montréal, demanderesse vs LAURIE LÉGER, de Varennes district de Richelieu, défendeur, et LOUIS PHILIPPE LAFONTAINE, de cité et district de Montréal, comptable, en sa qualité de syndic nommé pour la succession en faillite de Laurier Léger, et VICTOR MARTINEAU, avocat, des cité et district de Montréal, en sa qualité de séquestre officiel, mis-en-cause.

Un emplacement situé au village de Varennes, comté de Verchères, en la province de Québec, connu et désigné comme étant le lot N° vingt de la subdivision officielle du lot originaire N° cent six (106-20) des plan et livre de Renvoi

RICHELIEU

Fieri Facias de Terris

Superior Court, { LÉO PERREAULT LTD., N° 14-485. { a body politic and corporate duly incorporated, having its head office and principal place of business in the city and district of Montreal, plaintiff, vs LAURIE LÉGER, of Varennes, district of Richelieu, defendant, and LOUIS PHILIPPE LAFONTAINE, of the city and district of Montreal, accountant, in his quality as trustee named to the bankrupt estate of Laurie Léger, and VICTOR MARTINEAU, advocate, of the city and district of Montreal, in his quality as official receiver, mis-en-cause.

An emplacement situated in the village of Varennes, county of Verchères, Province of Quebec, known and designated as being lot No. twenty of the Official subdivision of the original lot No. one hundred and six (106-20)

officiels du village de Varennes, mesurant soixante-deux pieds de largeur (62) par une profondeur de soixante-huit pieds (68), (62x68) et formant une superficie totale de quatre mille deux cents seize pieds carrés (4,216), le tout à la mesure anglaise, plus ou moins, telle qu'indiquée au Cadastre du lot.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale du village de Varennes, comté de Verchères, JEUDI, le TRENTIÈME jour de JUILLET 1959 à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, F. COURNOYER,
Sorel, le 22 juin 1959. 50914-26-2-o

on the Official Plan and Book of reference for the village of Varennes, measuring sixty-two feet in width (62) by a depth of sixty-eight feet (68), (62x68) and forming a total superficial area of four thousand two hundred and sixteen square feet (4,216), the whole English measure, more or less, as set forth on lot cadastre.

To be sold at the parochial church door of the village of Varennes, county of Verchères, THURSDAY, the THIRTIETH day of JULY, 1959, at TEN o'clock in the forenoon.

F. COURNOYER,
Sheriff's Office,
Sorel, June 22, 1959. 50914-26-2

RIMOUSKI

Fieri Facias de Terris

Canada — Province de Québec

District de Rimouski

Cour Supérieure, N° 22. { L'OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC, corps politique et incorporé, ayant son siège social à Québec, demanderesse vs LES HÉRITIERS DE FEU MAURICE GOYETTE, de son vivant, domicilié à Ste-Isène, comté de Matapédia, district de Rimouski, défendeurs.

Le numéro huit (8), rang trois (3), Canton Nemtaye, étant une terre située dans la paroisse de Ste-Isène, comté de Matapédia, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Ste-Isène, le DIX-NEUVIÈME jour d'AOÛT 1959, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Député Shérif,
Bureau du Shérif, JACQUES MARTIN,
Rimouski, 13 juillet 1959. 51045-29-2-o

RIMOUSKI

Fieri Facias de Terris

Canada — Province of Quebec

District of Rimouski

Superior Court, N° 22. { QUEBEC FARM CREDIT BUREAU, a body politic and incorporated having its head office at Quebec, plaintiff vs THE HEIRS OF THE LATE MAURICE GOYETTE, in his lifetime, domiciled at Ste-Isène, county of Matapédia, district of Rimouski, defendants.

Number eight (8), range three (3), Nemtaye Township, being a farm situated in the parish of Ste-Isène, county of Matapédia, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of St-Isène, on the NINETEENTH day of AUGUST, 1959, at TWO o'clock in the afternoon.

JACQUES MARTIN,
Sheriff's Office,
Rimouski, July 13, 1959. 51045-29-2

ROBERVAL

Fieri Facias

Canada — Province de Québec

District de Roberval

Cour Supérieure, N° 22,331. { RAYMOND BOUCHARD, YVON BOUCHARD et CONRAD BOUCHARD, faisant affaires ensemble sous le nom de "Raymond Bouchard & Frères Enrg.", comme marchands généraux à St-François de Sales, demandeurs vs Mme Vve HENRI LAVOIE, de St-François de Sales, défenderesse.

Le numéro six (6), rang six (6), township of Charlevoix; lot number 11, range 6, township of Charlevoix; lot number 19, range 7, township of Charlevoix; and the moiety ouest du lot numéro 9, rang 7, canton de Charlevoix, en la possession "Animo Domini" de la défenderesse, Dame Vve Henri Lavoie, avec bâtisses dessus construites, appartenances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-François de Sales, comté de Roberval, le TRENTIÈME (30) jour de JUILLET 1959, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif du district de Roberval,
Bureau du Shérif, LÉON-MAURICE LAVOIE,
Palais de Justice,
District de Roberval,
le 19 juin 1959. 50879-26-2-o

[Première insertion: samedi le 27 juin 1959.]

ROBERVAL

Fieri Facias

Canada — Province of Quebec

District of Roberval

Superior Court, N° 22,331. { RAYMOND BOUCHARD, YVON BOUCHARD and CONRAD BOUCHARD, carrying on business together under the name of "Raymond Bouchard & Frères Enrg.", as general merchants at St. François de Sales, plaintiffs vs Mrs. HENRI LAVOIE, widow, of St. François de Sales, defendant.

Lot number 6, range 6, township of Charlevoix; lot number 11, range 6, township of Charlevoix; lot number 19, range 7, township of Charlevoix; and the west of half of lot number 9, range 7, township of Charlevoix in possession "Animo Domini" of the defendant, Mrs. Henri Lavoie, widow, with buildings thereon erected appurtenances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of St. François de Sales, county of Roberval, on the THIRTIETH (30) day of JULY, 1959, at TWO o'clock in the afternoon.

LÉON-MAURICE LAVOIE,
Sheriff of the district of Roberval,
Sheriff's Office,
Court House,
District of Roberval,
June 19, 1959. 50879-26-2

[First insertion: Saturday, June 27, 1959.]

Fieri Facias
Canada — Province of Québec

District de Roberval

Cour Supérieure, { **MME GERTRUDE**
N° 20,508. { **OTIS**, ménagère, St-
Félicien, épouse séparée de
biens de Joseph Têtu, marchand de St-Félicien
district de Roberval, et ledit Joseph Têtu, pour
autoriser son épouse, demandeurs vs **RAY-**
MOND OTIS, de Chibougamau et Roberval,
district de Roberval et Abitibi-Est, défendeur.

AVIS DE VENTE

"Un terrain emplacement, situé en la ville
minière de Chibougamau, connu et désigné sous
le numéro cent quarante-cinq (N° 145), du bloc
"D", aux plan et livre de renvoi officiels du can-
ton McKenzie, comté d'Abitibi-Est, division d'en-
registrement du Lac St-Jean-Ouest, avec maison
dessus construite, appartenance et dépendances;
le tout, la propriété de Raymond Otis".

Pour être vendus à la porte de l'église de la
paroisse St-Marcel de Chibougamau, comté
d'Abitibi-Est, le VINGTIÈME (20e) jour du
mois d'AOÛT 1959, à DEUX heures de l'après-
midi.

Le Shérif du district de Roberval.
LÉON MAURICE LAVOIE.

Bureau du Shérif,
Palais de Justice,
District de Roberval,
le 14 juillet 1959. 51069-29-2-o
(Première insertion: le 18 juillet 1959)

SAINT-HYACINTHE

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District de Saint-Hyacinthe

Cour Supérieure, { **NORMAND GUILL-**
N° 11075. { **BEAULT** et **ANNA**
GIROUARD, demandeurs, vs
JOSEPH BEAUPRÉ, cultivateur, de Saint-
Nazaire d'Acton, district de Saint-Hyacinthe,
défendeur.

Saisies comme appartenant au défendeur:

1) une terre située en la paroisse de Saint-
Nazaire d'Acton, sur le premier rang du canton
d'Upton, étant les lots de terre 353 et 354 du
cadastre de la paroisse de Saint-Éphrem d'Upton,
d'environ 6½ arpents de largeur par environ
28 arpents de profondeur, plus ou moins, ayant
une superficie d'environ 182 arpents; bornée en
front par le chemin public, en profondeur par
les terres de la paroisse de Sainte-Hélène, comté
de Bagot, du côté sud-est par le lot 352, appar-
tenant à D. Robidoux, et du côté nord-ouest par
P. 355 appartenant à Ovila Robidoux.

Avec bâtisses y érigées.

Lesdits lots 353 et 354 sont sujets à une servi-
tude créée en faveur de "Southern Canada
Power Co. Ltd.", pour construction et entretien
d'une ligne électrique, le tout selon acte enregis-
tré à Bagot, sous le N° B-83287.

2) une terre située en la paroisse de Saint-
Nazaire d'Acton, sur le 2ième rang du canton
d'Upton, étant la moitié sud-est du lot 373 du
cadastre de la paroisse de Saint-Éphrem d'Up-
ton, de la contenance d'environ 1½ arpent de
largeur par environ 24 arpents de profondeur,
plus ou moins, ayant une superficie d'environ
36 arpents, bornée en front par le chemin public,
en profondeur par les terres de la paroisse de
Saint-Eugène de Grantham, du côté sud-est par
le lot 374 appartenant à Louis Bibeau, et du

** Fieri Facias*
Canada — Province of Québec

District of Roberval

Superior Court, { **MRS. GERTRUDE**
No. 20,508. { **OTIS**, housewife, St-
Félicien, wife separate as to
property of Joseph Têtu, merchant of St-Félicien,
district of Roberval, and the said Joseph Têtu,
to authorize his wife, plaintiffs, vs **RAYMOND**
OTIS, of Chibougamau and Roberval, district
of Roberval, and Abitibi-East, defendant.

NOTICE OF SALE

"An emplacement lot situated in the mining
town of Chibougamau, known and designated
under number one hundred and forty-five (145),
of block "D", on the official plan and in the book
of reference for the McKenzie township, county
of Abitibi-East, registration division of Lake St.
John-West, with house thereon erected, appur-
tenances and dependencies; the whole, property
of Raymond Otis."

To be sold at the church door of the parish of
St-Marcel of Chibougamau, county of Abitibi-
East, on the TWENTIETH (20th) day of the
month of AUGUST, 1959, at TWO o'clock in the
afternoon.

LÉON MAURICE LAVOIE,
Sheriff for the district of Roberval.

Sheriff's Office,
Court House,
District of Roberval,
July 14, 1959. 51069-29-2
[First insertion: July 18, 1959]

SAINT-HYACINTHE

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District of Saint-Hyacinthe

Superior Court, { **NORMAND GUILL-**
No. 11075. { **BEAULT** et **ANNA**
GIROUARD, of the city and
district of Montreal, plaintiffs, vs **JOSEPH**
BEAUPRÉ, farmer, of Saint-Nazaire d'Acton,
district of Saint-Hyacinthe, defendant.

Seized as belonging to the defendant:

1) a farm situated in the parish of Saint-
Nazaire d'Acton, in the first range of the town-
ship of Upton, being lots of land 353 and 354
of the cadaster of the parish of Saint-Éphrem
d'Upton, of about 6½ arpents in width by about
28 arpents in depth, more or less, having an
area of about 182 arpents; bounded in front by
the public road, in depth, by the farms of the
parish of Sainte-Hélène, county of Bagot, on
the southeast side by lot 352, belonging to D.
Robidoux, and on the northwest side by Pt. 355
belonging to Ovila Robidoux.

With buildings thereon erected.

The said lots 353 and 354 are subject to a
servitude created in favor of "Southern Canada
Power Co. Ltd.", for the construction and
maintenance of a power line, the whole according
to registered deed at Bagot under No. B-83287.

2) a farm situated in the parish of Saint-
Nazaire d'Acton, on the 2nd range of the town-
ship of Upton, being the southeast-half of lot
373 of the cadaster of the parish of Saint-Éphrem
d'Upton, containing about 1½ arpent in width
by about 24 arpents in depth more, or less,
having an area of about 36 arpents, bounded
in front by the public road, in depth, by the farms
of the parish of Saint-Eugène de Grantham, on
the southeast side by lot 374 belonging to Louis
Bibeau, and on the northwest side by the north-

côte nord-ouest par la moitié nord-ouest dudit lot 373 appartenant à E. Bouchard.

Avec bâtisses y érigées.

Pour être vendues à la porte de l'église paroissiale de Saint-Nazaire d'Acton, comté de Bagot, le MERCREDI, VINGT-DEUXIÈME jour de JUILLET 1959, à DIX et TRENTE heures a.m.

Bureau du Shérif, Le Shérif,
Palais de Justice, R. BOUSQUET,
St-Hyacinthe, le 15 juin 1959. 50855-25-2-0

TERREBONNE

Canada — Province de Québec
District de Terrebonne

Cour Supérieure, { JACQUES BEAUDOIN, de-
Montréal, { mandeur, vs RÉGIS
N° 466039. { QUINCOU, défendeur.

AVIS DE VENTE

La partie du lot 164 subdivision 51 de la paroisse de St-Eustache, district de Terrebonne, avec toutes les bâtisses qui peut y avoir dessus construites.

Pour être vendu à la porte de l'église Ste-Marthe sur le Lac, paroisse de St-Eustache, MERCREDI, le VINGT-NEUVIÈME jour de JUILLET 1959 à UNE heure de l'après-midi (29 juillet 1959 à 1 hre p.m.).

Conditions de vente: Argent comptant.

Bureau du Shérif, Le Shérif,
St-Jérôme, 19 juin 1959. GEO. AUCLAIR.
60880-26-2-0

Canada — Province de Québec
District de Terrebonne

Cour Supérieure, { PAGÉ & FRÈRE LTÉE,
Montréal, { un corps politique et cor-
N° 468576. { poratif, dûment constituée en
corporation, et ayant son
siège social et principale place d'affaires en la ville de Laval-Ouest, district de Terrebonne, demandeurs vs LUCIEN PARENT, de la cité d'Outremont, district de Montréal, défendeur.

AVIS DE VENTE

Un emplacement situé en la cité de St-Eustache, connu et désigné tel que mentionné et composé de;

1° Le lot N° 7 de la subdivision du lot original N° 145 (145-7) aux plan et livre de renvoi officiels du village de St-Eustache;

a) Le lot N° 2 de la subdivision du lot original N° 180 (180-2) aux plan et livre de renvoi officiels.

Avec les constructions dessus érigées portant le numéro civique 150 rue St-Viateur.

Pour être vendu à la porte de l'église de St-Eustache, MERCREDI, le VINGT-NEUVIÈME jour de JUILLET 1959 à TROIS heures de l'après-midi. (29 juillet 1959, 3 hres p.m.).

Conditions vente: argent comptant.

Bureau du Shérif, Le Shérif,
St-Jérôme, 19 juin 1959. GEO. AUCLAIR.
50881-36-2

west-half of the said lot 373 belonging to E. Bouchard.

With buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of Saint-Nazaire d'Acton, county of Bagot, on WEDNESDAY, the TWENTY-SECOND day of JULY, 1959, at HALF-PAST TEN o'clock, a.m.

Sheriff's Office, R. BOUSQUET,
Court House, Sheriff.
Saint-Hyacinthe, June 15, 1959. 50855-25-2

TERREBONNE

Canada — Province of Quebec
District of Terrebonne

Superior Court, { JACQUES BEAUDOIN,
Montreal, { plaintiff vs RÉGIS QUIN-
No. 466039. { COU, Defendant.

NOTICE OF SALE

Part of lot 164, subdivision 51 of the parish of St. Eustache, district of Terrebonne, with all buildings that may be erected thereon.

To be sold at the church door of Ste Marthe sur le Lac, parish of St. Eustache, WEDNESDAY, the TWENTY-NINTH day of JULY, 1959, at ONE o'clock in the afternoon (July 29, 1959, at 1. o'clock p.m.).

Condition of Sale: Cash.

Sheriff's Office, GEO. AUCLAIR,
St. Jérôme, June 19, 1959. Sheriff.
50880-26-2

Canada — Province of Quebec
District of Terrebonne

Superior Court, { PAGÉ & FRÈRE LTÉE,
Montreal, { a body politic and corp-
No. 468576. { orate, duly incorporated, hav-
ing its head office and principal place of business in the town of Laval West, district of Terrebonne, plaintiff vs LUCIEN PARENT, of the city of Outremont, district of Montreal, defendant.

NOTICE OF SALE

An emplacement situated in the city of St. Eustache, known and designated as and composed of;

1. Lot No. 7 of the subdivision of original lot No. 145 (145-7) on the official plan and book of reference of the village of St. Eustache;

2. Lot No. 2 of the subdivision of original lot No. 180 (180-2) on the said official plan and book of reference.

With building thereon erected bearing civic No. 150 St-Viateur Street.

To be sold at the church door of St. Eustache, WEDNESDAY, the TWENTY-NINTH day of JULY, 1959 at THREE o'clock in the afternoon. (July 29, 1959, 3 o'clock p.m.).

Condition of Sale: Cash.

Sheriff's Office, GEO. AUCLAIR,
St. Jérôme, June 19, 1959. Sheriff.
50881-26-2

Index de la Gazette officielle de Québec, N° 29

ACTION EN SÉPARATION DE BIENS:

Perreault vs Paradis..... 2873

Index of the Quebec Official Gazette, No. 29

ACTION FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:

Perreault vs Paradis..... 2873

AVIS AUX INTÉRESSÉS:

2837 NOTICE TO INTERESTED PARTIES:

2837

AVIS DIVERS:

MISCELLANEOUS NOTICES:

Baie d'Urfée, (Modification de charte).....	2875
Canadian Hoechst Limited (Directeurs).....	2877
Chaikin Enterprises Inc. (Directeurs).....	2875
Eldorado Construction Corp. (Directeurs).....	2876
Fab Metal Mines Limited (Vente d'actions).....	2875
Four-Thirteen Corp. (Directeurs).....	2878
Georges Benoit, Ltée (Directeurs).....	2879
Guilde Canadienne des Artistes de Variété (Nom changé).....	2877
La Citadelle Compagnie d'Assurances Générales — The Citadel General Insurance Company (Requête).....	2874
L'Association Sportive du Rang St-Ange Inc. (Règlements).....	2876
Les Loisirs de Haute-rixe Inc. (Règlements).....	2877
Magasin Co-op de St-Raphaël (Fondation).....	2879
O.T.J. de St-Étienne de Lauzon Inc. (Nom changé).....	2876
Société d'Expansion Métropolitaine Ltée (Directeurs).....	2878
St. Margaret's Home (Directeurs).....	2877
The Association of Employees of Boyd's Lachute Express Limited (formation).....	2876
Tri-Cor Mining Company Limited (Vente d'actions).....	2874
Val Royal Lake Resort Development Corp. (Directeurs).....	2877
Wai Sang Laundry Incorporated (Directeurs).....	2878
455 Craig St. West Corp. (Dist. de l'actif).....	2879

Baie d'Urfée, (Charter amendment).....	2875
Canadian Hoechst Limited (Directors).....	2877
Chaikin Enterprises Inc. (Directors).....	2875
Eldorado Construction Corp. (Directors).....	2876
Fab Metal Mines Limited (Sale of bonds).....	2875
Four-Thirteen Corp. (Directors).....	2878
Georges Benoit, Ltée (Directors).....	2879
Guilde Canadienne des Artistes de Variété (Name changed).....	2877
The Citadel General Insurance Company — La Citadelle Compagnie d'Assurances Générales (Petition).....	2874
L'Association Sportive du Rang St-Ange Inc. (By-Laws).....	2876
Les Loisirs de Haute-rixe Inc. (By-Laws).....	2877
Magasin Co-op de St-Raphaël (Foundation).....	2879
O.T.J. de St-Étienne de Lauzon Inc. (Name changed).....	2876
Société d'Expansion Métropolitaine Ltée (Directors).....	2878
St. Margaret's Home (Directors).....	2877
The Association of Employees of Boyd's Lachute Express Limited (Formation).....	2876
Tri-Cor Mining Company Limited (Sale of bonds).....	2874
Val Royal Lake Resort Development Corp. (Directors).....	2877
Wai Sang Laundry Incorporated (Directors).....	2878
455 Craig St. West Corp. (Dist. of assets).....	2879

CHARTES — ABANDON DE:

CHARTERS — SURRENDER OF:

Bergeron & Duhamel Incorporée.....	2880
Creative Fur Co.....	2880
Sterling Lands Limited.....	2880
Togmaster Inc.....	2880
West End Holdings Corporation.....	2880

Bergeron & Duhamel Incorporée.....	2880
Creative Fur Co.....	2880
Sterling Lands Limited.....	2880
Togmaster Inc.....	2880
West End Holdings Corporation.....	2880

COMPAGNIES AUTORISÉES À FAIRE DES AFFAIRES:

COMPANIES LICENSED TO DO BUSINESS:

Basic Food Sales Corp.....	2881
Chubb & Son Inc.....	2881

Basic Food Sales Corp.....	2881
Chubb & Son Inc.....	2881

COMPAGNIES DISSOUTES:

COMPANIES DISSOLVED:

Gagnon Frères Meubles (Naudville) Ltée.....	2881
Home & Garden Development Co.....	2882
Investments Service Inc.....	2882
Joncas Investment Company Limited.....	2882
Laurentian Apts. Ltd.....	2882
Le Théâtre Empire de Jonquière, Limitée.....	2883
Maypole Maid Incorporated.....	2883
Medopharma Inc.....	2883
Morlane Industries Ltd.....	2884
News Holdings Inc.....	2884
Standard Parking Ltd.....	2884
The Peeby Company Ltd.....	2884

Gagnon Frères Meubles (Naudville) Ltée.....	2881
Home & Garden Development Co.....	2882
Investments Service Inc.....	2882
Joncas Investment Company Limited.....	2882
Laurentian Apts Ltd.....	2882
Le Théâtre Empire de Jonquière, Limitée.....	2883
Maypole Maid Incorporated.....	2883
Medopharma Inc.....	2883
Morlane Industries Ltd.....	2884
News Holdings Inc.....	2884
Standard Parking Ltd.....	2884
The Peeby Company Ltd.....	2884

DEMANDE À LA LÉGISLATURE:

APPLICATION TO LEGISLATURE:

Community Holy Association of United Congregations.....	2885
---	------

Community Holy Association of United Congregations.....	2885
---	------

DÉPARTEMENTS — AVIS DES:

DEPARTMENTAL NOTICES:

INSTRUCTION PUBLIQUE:

EDUCATION:

<i>Municipalité scolaire de:</i>	
Audet.....	2886
Barraute.....	2886

<i>School Municipality of:</i>	
Audet.....	2886
Barraute.....	2886

La Corne.....	2886	La Corne.....	2886
Pascalis.....	2886	Pascalis.....	2886
St-Agapitville.....	2885	St-Agapitville.....	2885
St-Barnabé.....	2886	St-Barnabé.....	2886
St-Edmond.....	2887	St-Edmond.....	2887
St-Gabriel-de-Brandon.....	2886	St-Gabriel-de-Brandon.....	2886
St-Vincent de Paul.....	2887	St-Vincent de Paul.....	2887
Terrebonne, ville.....	2886	Terrebonne, town.....	2886

TERRES ET FORÊTS:
Service du Cadastre:

Notre-Dame de l'Assomption de Repentigny, paroisse.....	2888
St-Jérôme de Matane, paroisse.....	2888
St-Roch Nord, paroisse.....	2888

LETTRES PATENTES:

Aero Commander Quebec Inc.....	2838
Ahuntsic Auto Appraisal Ltd.....	2839
Alcor Décalcomanie Ltée — Alcor Décalcomania Ltd.....	2839
A. Jerassy Inc.....	2839
Allis Realities Ltd.....	2840
Alma Meubles Inc.....	2840
Anglo-French Investments Ltd.....	2840
Anjou Automotive Rental Inc.....	2841
Atlantic Adjustment Bureau Ltd.— Bureau d'Ajustement Atlantique Ltée.....	2841
Autobus Ste-Thérèse Inc.....	2841
Aviation Construction Ltée (Ltd.).....	2842
Bernard Légaré Limitée.....	2842
Bertrand Berthelot Incorporée.....	2842
Boivin & Boivin Inc.....	2843
Bolduc Service Station Inc.....	2843
Boucher & Lussier Ltée.....	2843
Canis Realities Ltd.....	2844
Caron Automobile Ltée.....	2844
Carrières St-Paul Quarries Inc.....	2844
Cedarbrook Investment Co.....	2845
Central Service Station Inc.....	2845
Centurian Investments Ltd.....	2845
Chalet Construction Co. Ltd.....	2846
Champs Élysées Investment Ltd.....	2846
Charles Abel (Québec) Limited.....	2846
Claude Thomas Real Estate Inc.....	2847
Coloured Catalogues Inc.....	2847
Coronet Development Inc.....	2847
Coronet Realities Inc.....	2848
Couillard Entreprises Inc.....	2848
Cramco Holdings Ltd.....	2848
Cranbro Investments Ltd.....	2849
Dale Investment Ltd.....	2849
Delta Compagnie d'Immeubles Limitée.....	2849
Demar Realty Corp.....	2850
Des Forges Investment Ltd.....	2850
Eden Rock Development Corp.....	2850
E. Lacouline Inc.....	2851
Entreprises Béland & Frères Inc.....	2851
Eugène Gendron Limitée.....	2851
Gabriel Mazliach Inc.....	2852
Garadex Realities Inc.....	2852
Gillber Dry Goods Inc.....	2852
Gilwin Realities Corp.....	2853
Hocky Farms Inc.....	2853
Hôtel Hermandi Limitée.....	2853
International Engraving Inc.....	2854
Irving Seulnick & Sons Incorporated.....	2854
Jean-Paul Charbonneau Ltée.....	2854
Jean-Paul Gagnon Électronique Inc.....	2855
John Bert Inc.....	2855
J. R. Grondin Oil Inc.....	2855
Jules D'Alcantara Inc.....	2856
Kardy Investments Inc.....	2856
Kazar Realty Corp.....	2856
La Centrale d'Immeubles Ste Foy Inc.— Ste Foy Central Realities Inc.....	2857

LANDS AND FOREST:
Cadastral Branch:

Notre-Dame de l'Assomption de Repentigny, parish.....	2888
St-Jérôme de Matane, parish.....	2888
St-Roch Nord, parish.....	2888

LETTERS PATENT:

Aero Commander Quebec Inc.....	2838
Ahuntsic Auto Appraisal Ltd.....	2839
Alcor Decalcomania Ltd.— Alcor Décalcomanie Ltée.....	2839
A. Jerassy Inc.....	2839
Allis Realities Ltd.....	2840
Alma Meubles Inc.....	2840
Anglo-French Investments Ltd.....	2840
Anjou Automotive Rental Inc.....	2841
Atlantic Adjustment Bureau Ltd.— Bureau d'Ajustement Atlantique Ltée.....	2841
Autobus Ste-Thérèse Inc.....	2841
Aviation Construction Ltée (Ltd.).....	2842
Bernard Légaré Limitée.....	2842
Bertrand Berthelot Incorporée.....	2842
Boivin & Boivin Inc.....	2843
Bolduc Service Station Inc.....	2843
Boucher & Lussier Ltée.....	2843
Canis Realities Ltd.....	2844
Caron Automobile Ltée.....	2844
Carrières St-Paul Quarries Inc.....	2844
Cedarbrook Investment Co.....	2845
Central Service Station Inc.....	2845
Centurian Investments Ltd.....	2845
Chalet Construction Co. Ltd.....	2846
Champs Élysées Investment Ltd.....	2846
Charles Abel (Québec) Limited.....	2846
Claude Thomas Real Estate Inc.....	2847
Coloured Catalogues Inc.....	2847
Coronet Development Inc.....	2847
Coronet Realities Inc.....	2848
Couillard Entreprises Inc.....	2848
Cramco Holdings Ltd.....	2848
Cranbro Investments Ltd.....	2849
Dale Investment Ltd.....	2849
Delta Compagnie d'Immeubles Limitée.....	2849
Demar Realty Corp.....	2850
Des Forges Investment Ltd.....	2850
Eden Rock Development Corp.....	2850
E. Lacouline Inc.....	2851
Entreprises Béland & Frères Inc.....	2851
Eugène Gendron Limitée.....	2851
Gabriel Mazliach Inc.....	2852
Garadex Realities Inc.....	2852
Gillber Dry Goods Inc.....	2852
Gilwin Realities Corp.....	2853
Hocky Farms Inc.....	2853
Hôtel Hermandi Limitée.....	2853
International Engraving Inc.....	2854
Irving Seulnick & Sons Incorporated.....	2854
Jean-Paul Charbonneau Ltée.....	2854
Jean-Paul Gagnon Électronique Inc.....	2855
John Bert Inc.....	2855
J. R. Grondin Oil Inc.....	2855
Jules D'Alcantara Inc.....	2856
Kardy Investments Inc.....	2856
Kazar Realty Corp.....	2856
Ste Fou Central Realities Inc.— La Centrale d'Immeubles Ste Foy Inc.....	2857

La Cie Arcana Ltée — Arcana Company Limited.....	2857
La Cie Mannix (Québec) Ltée.....	2857
La Crémérie Unic Ltée.....	2858
Lanark Holdings Corp.....	2858
Le Coq du Village Inc.....	2858
Lépine & Fils Ltée.....	2859
Les Appartements Idéal Limitée.....	2859
Les Entreprises Mont-Rolland Inc.— Mont-Rolland Enterprises Inc.....	2859
Les Immeubles Bourgeois Ltée.....	2860
Les Immeubles Nordeau Limitée.....	2860
Les Immeubles Robichaud Ltée.....	2860
Machinerie Iberville Ltée — Iberville Machinery Ltd.....	2861
Madrid Garage Ltd.....	2861
Magic Sportswear Inc.....	2861
Maheux & Fils Ltée.....	2862
Manor Enterprises Ltd.....	2862
Marché Central (Québec) Inc.....	2862
Mayrick Enterprises Corp.....	2863
Meged Home and Mortgage Corpora- tion Ltd.....	2863
Menorea Investment Corporation.....	2863
Mortman Investment Co.....	2864
New Jasper Development Ltd.....	2864
Pacebuilt Inc.....	2864
Period Investment Corp.....	2864
Perlini & Turcek Ltd.....	2865
Perma Investment Corp.....	2865
Princess Investment Corporation.....	2865
Pylon Construction Co.....	2866
Raysam Realty Co. Ltd.....	2866
Ripon Investment Corporation.....	2866
Riverside Motor Sales Inc.....	2867
R. J. Lévesque & Fils, Ltée.....	2867
Rodal Investment & Development Inc.....	2867
Saturnia Realities Inc.....	2868
Scope Realities Inc.....	2868
S. Desrosiers Construction Limitée.....	2868
S. D. Gross Inc.....	2869
Simon Pelletier & Fils Ltée.....	2869
St. Constant Industrial Park Inc.....	2869
Strathmore Investment Corp.....	2870
St-Paul-l'Ermite Land & Development Co. Ltd.....	2870
Teddy Bear Shoes Limited.....	2870
Thetford Bowling Stadium Inc.....	2871
Tower Development Corporation.....	2871
The Green Publication Inc.....	2871
Vogue Silks & Draperies Inc.....	2872
Volume Development Corp.....	2872
Willowby's Cameras (1959) Ltd.....	2873
Zikron Enterprises Ltd.....	2873

Arcana Company Limited — La Cie Arcana Ltée.....	2857
La Cie Mannix (Québec) Ltée.....	2857
La Crémérie Unic Ltée.....	2858
Lanark Holdings Corp.....	2858
Le Coq du Village Inc.....	2858
Lépine & Fils Ltée.....	2859
Les Appartements Idéal Limitée.....	2859
Mont-Rolland Enterprises Inc.— Les Entreprises Mont-Rolland Inc.....	2859
Les Immeubles Bourgeois Ltée.....	2860
Les Immeubles Nordeau Limitée.....	2860
Les Immeubles Robichaud Ltée.....	2860
Iberville Machinery Ltd.— Machinerie Iberville Ltée.....	2861
Madrid Garage Ltd.....	2861
Magic Sportswear Inc.....	2861
Maheux & Fils Ltée.....	2862
Manor Enterprises Ltd.....	2862
Marché Central (Québec) Inc.....	2862
Mayrick Enterprises Corp.....	2863
Meged Home and Mortgage Corpora- tion Ltd.....	2863
Menorea Investment Corporation.....	2863
Mortman Investment Co.....	2864
New Jasper Development Ltd.....	2864
Pacebuilt Inc.....	2864
Period Investment Corp.....	2864
Perlini & Turcek Ltd.....	2865
Perma Investment Corp.....	2865
Princess Investment Corporation.....	2865
Pylon Construction Co.....	2866
Raysam Realty Co. Ltd.....	2866
Ripon Investment Corporation.....	2866
Riverside Motor Sales Inc.....	2867
R. J. Lévesque & Fils, Ltée.....	2867
Rodal Investment & Development Inc.....	2867
Saturnia Realities Inc.....	2868
Scope Realities Inc.....	2868
S. Desrosiers Construction Limitée.....	2868
S. D. Gross Inc.....	2869
Simon Pelletier & Fils Ltée.....	2869
St. Constant Industrial Park Inc.....	2869
Strathmore Investment Corp.....	2870
St-Paul-l'Ermite Land & Development Co. Ltd.....	2870
Teddy Bear Shoes Limited.....	2870
Thetford Bowling Stadium Inc.....	2871
Tower Development Corporation.....	2871
The Green Publication Inc.....	2871
Vogue Silks & Draperies Inc.....	2872
Volume Development Corp.....	2872
Willowby's Cameras (1959) Ltd.....	2873
Zikron Enterprises Ltd.....	2873

SIÈGES SOCIAUX:

Conrad Lafrance & Fils Inc.....	2890
Convention Furs Inc.....	2888
Coronation Realities Incorporation.....	2889
Couillard Entreprises Inc.....	2889
DesForges Investment Ltd.....	2889
Harvard Corporation.....	2890
Hoechst Industries Limited.....	2890
J. R. Construction Incorporée.....	2889
La Compagnie du St-Louis.....	2888
La Grande-Rivière Exploration Co. Ltd.....	2891
Montreal Diffusion Inc.....	2891
Naveril Investments Corp.....	2891
Perma Investment Corp.....	2889
Post Mottors Sales Ltd.....	2890
Senior Holdings Limited.....	2889
Six Inc.....	2889
Vanderill Inc.....	2891

HEAD OFFICES:

Conrad Lafrance & Fils Inc.....	2890
Convention Furs Inc.....	2888
Coronation Realities Incorporation.....	2889
Couillard Entreprises Inc.....	2889
DesForges Investment Ltd.....	2889
Harvard Corporation.....	2890
Hoechst Industries Limited.....	2890
J. R. Construction Incorporée.....	2889
La Compagnie du St-Louis.....	2888
La Grande-Rivière Exploration Co. Ltd.....	2891
Montreal Diffusion Inc.....	2891
Naveril Investments Corp.....	2891
Perma Investment Corp.....	2889
Post Mottors Sales Ltd.....	2890
Senior Holdings Limited.....	2889
Six Inc.....	2889
Vanderill Inc.....	2891

SOUMISSIONS:

Amos, ville.....	2896
------------------	------

TENDERS:

Amos, town.....	2896
-----------------	------

Chicoutimi, comm. écoles cath.....	2897	Chicoutimi, Cath. Schools Comm.....	2897
Kénogami, Comm. des écoles.....	2892	Kénogami, School Comm.....	2892
Mont-Royal, Comm. des écoles.....	2893	Mont-Royal, School Comm.....	2893
St-Prime, village.....	2895	St-Prime, village.....	2895
VENTE, LOI DES FAILLITE:		SALE, BANKRUPTCY ACT:	
Grenier, Roméo.....	2898	Grenier, Roméo.....	2898
VENTE POUR TAXES:		SALE FOR TAXES:	
Verdun, cité.....	2899	Verdun, cité.....	2899
VENTES PAR SHÉRIFS:		SHERIFFS' SALES:	
ABITIBI:		ABITIBI:	
Derasp vs Claveryn Gold Mines Limited	2901	Derasp vs Claveryn Gold Mines Limited	2901
L'Office du Crédit Agricole du Québec		Quebec Farm Credit Bureau vs	
vs Plante.....	2900	Plante.....	2900
ARTHABASKA:		ARTHABASKA:	
Chicoine vs Lauzière.....	2901	Chicoine vs Lauzière.....	2901
Dubé vs Gagné.....	2902	Dubé vs Gagné.....	2902
BEAUCE:		BEAUCE:	
Gilbert vs Baillargeon.....	2902	Gilbert vs Baillargeon.....	2902
CHICOUTIMI:		CHICOUTIMI:	
Dubé <i>et al</i> vs Morel <i>et al</i>	2903	Dubé <i>et al</i> vs Morel <i>et al</i>	2903
GASPÉ:		GASPÉ:	
Goupil vs Blais.....	2903	Goupil vs Blais.....	2903
Lavery <i>et al</i> vs Bertrand.....	2903	Lavery <i>et al</i> vs Bertrand.....	2903
JOLIETTE:		JOLIETTE:	
Vachon vs Ferland <i>et vir</i>	2904	Vachon vs Ferland <i>et vir</i>	2904
KAMOURASKA:		KAMOURASKA:	
Rioux vs Dubé.....	2904	Rioux vs Dubé.....	2904
MÉGANTIC:		MÉGANTIC:	
J. E. Ferland Ltée vs Chabot.....	2905	J. E. Ferland Ltée vs Chabot.....	2905
MONTMAGNY:		MONTMAGNY:	
Maurice Rousseau & Cie Ltée vs Har-		Maurice Rousseau & Cie Ltée vs Har-	
bour.....	2905	bour.....	2905
Thibault vs Bélanger.....	2905	Thibault vs Bélanger.....	2905
MONTREAL:		MONTREAL:	
Banque Canadienne Nationale vs Nagy	2906	Canadian National Bank vs Nagy....	2906
Pinsonneault vs Sanscartier.....	2906	Pinsonneault vs Sanscartier.....	2906
PONTIAC:		PONTIAC:	
Ouellet vs Bernard <i>et al</i>	2906	Ouellet vs Bernard <i>et al</i>	2906
QUÉBEC:		QUÉBEC:	
Laquerre vs Corriveau.....	2907	Laquerre vs Corriveau.....	2907
RICHELIEU:		RICHELIEU:	
Léo Perreault Ltée vs Léger.....	2907	Léo Perreault Ltd vs Léger.....	2907
RIMOUSKI:		RIMOUSKI:	
L'Office du Crédit Agricole du Québec		Quebec Farm Credit Bureau vs The	
vs Les Héritiers de feu Maurice Goyette	2908	Heirs of the late Maurice Goyette...	2908

ROBERVAL:

Otis vs Otis.....	2909
Raymond Bouchard & Frères Enrg. vs Lavoie.....	2908

SAINT-HYACINTHE:

Guilbeault et al vs Beaupré.....	2909
----------------------------------	------

TERREBONNE:

Beaudoin vs Quincou.....	2910
Pagé & Frère Ltée vs Parent.....	2910

ROBERVAL:

Otis vs Otis.....	2909
Raymond Bouchard & Frères Enrg. vs Lavoie.....	2908

SAINT-HYACINTHE:

Guilbeault et al vs Beaupré.....	2909
----------------------------------	------

TERREBONNE:

Beaudoin vs Quincou.....	2910
Pagé & Frère Ltée vs Parent.....	2910

